

Le 7 novembre 2008

TELUS communique ses résultats du troisième trimestre

Nombre record d'abonnement aux services sans fil
Hausse du dividende

VANCOUVER, C.-B. – TELUS Corporation a communiqué aujourd'hui ses résultats financiers du troisième trimestre de 2008, notamment des produits d'exploitation de 2,4 G\$, en hausse de 6 % par rapport à l'exercice précédent. Les produits des services sans fil ont augmenté de 9 % grâce à une croissance record du nombre d'abonnés depuis le début de l'exercice tandis que les produits du secteur filaire ont progressé de 4 %, stimulés par la croissance des services de transmission de données. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) consolidé (ajusté), a reculé de 0,6 % par rapport à la période comparable de l'exercice précédent en raison de la hausse des coûts, notamment pour soutenir la croissance du nombre d'abonnés et mettre en œuvre des services pour une nouvelle clientèle de grandes entreprises.

Pour le trimestre, le bénéfice net s'est chiffré à 285 M\$, et le bénéfice par action (BPA) s'est établi à 0,89 \$, en baisse respectivement de 30 % et de 28 % par rapport à la même période de l'exercice 2007. Le troisième trimestre de 2007 comprenait des redressements fiscaux favorables de 93 M\$, ou 28 cents par action, alors que le troisième trimestre de 2008 comprend un redressement fiscal défavorable avec une cotisation d'environ 8 M\$, ou 2 cents par action, à la taxe sur les ventes provinciale pour des exercices antérieurs. Abstraction faite des redressements fiscaux et de l'incidence de l'adoption du mode de règlement en espèces net pour les options en 2007 et 2008, le bénéfice net et le BPA ont reculé respectivement de 5,3 % et de 4,2 %.

Les flux de trésorerie disponibles de 452 M\$, excluant le paiement des licences du spectre pour les services sans fil évolués, ont reculé de 10 % en raison principalement d'une hausse des dépenses en immobilisations, de la baisse du BAIIA, d'intérêts débiteurs et de frais de restructuration accrus. Les flux de trésorerie disponibles incluant le paiement de 882 M\$ lié au spectre pour les services sans fil évolués ont généré un montant négatif de 430 M\$. Pendant le troisième trimestre, TELUS a continué de racheter des actions dans le cadre de son programme d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, effectuant le rachat de 1,97 million d'actions pour une valeur de 75 M\$.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

En millions de dollars canadiens, sauf les données par action (non vérifié)	Trimestre terminé le 30 septembre		
	2008	2007	Var. en %
Produits d'exploitation	2 449,3	2 309,9	6,0
BAIIA ⁽¹⁾	974,1	987,0	(1,3)
BAIIA (ajusté) ⁽²⁾	974,4	979,8	(0,6)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	411,2	490,2	(16,6)
Bénéfice net ⁽³⁾	285,1	409,9	(30,4)
Bénéfice par action (BPA), de base ⁽³⁾	0,89	1,24	(28,2)
Flux de trésorerie d'exploitation	987,5	831,8	18,7
Dépenses en immobilisations	472,3	434,1	8,8
Flux de trésorerie disponible (incluant les licences pour le spectre sans fil) ⁽⁴⁾	(429,8)	502,9	n.m.

- (1) Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) correspond aux produits d'exploitation, déduction faite des charges d'exploitation et des coûts de restructuration. Se reporter à la section 11.1 du Rapport de gestion.
- (2) Exclut une charge (économie) de 0,3 M\$ et de (7,2 M\$) imputée aux charges d'exploitation de 2008 et de 2007, respectivement, à la suite de l'introduction d'une charge afférente au règlement net en espèces liée aux options sur actions attribuées avant 2005.
- (3) Le bénéfice net et le BPA pour le trimestre de 2008 ne comprenait aucun ajustement fiscal positif lié au bénéfice comparativement à un ajustement de 93 M\$, ou 28 cents, pour la période correspondante de 2007.
- (4) Se reporter à la section 11.2 du Rapport de gestion.

Darren Entwistle, président et chef de la direction de TELUS, a déclaré ce qui suit : « Le troisième trimestre a vu une progression soutenue de nos produits d'exploitation générée par notre stratégie nationale axée sur les données et le sans-fil et il a été marqué par l'ajout d'un nombre record d'abonnés aux services sans fil et par une excellente croissance des produits liés aux services de données sans fil. »

M. Entwistle a ajouté : « TELUS continue de réaliser des investissements de nature stratégique mais qui à court terme sont de nature dilutive pour les résultats et le flux de trésorerie. Ces investissements sont essentiels à la croissance de la valeur pour nos actionnaires à plus long terme et comprennent le lancement d'un nouveau service de base sans fils sous la marque Koodo, le déploiement de TELUS TV et la mise en œuvre d'importants nouveaux contrats de réseaux de données pour les clients des secteurs privé et d'affaires et d'entreprise. TELUS est déterminée de contre-équilibrer les coûts associés à ces programmes stratégiques ainsi que le coût élevé des récentes enchères du spectre pour les services sans fil et la récente mise en œuvre de l'évolution de notre technologie sans fil vers la technologie LTE de quatrième génération (4G). Par conséquent, TELUS accroît son programme d'efficacité de l'exploitation afin de rationaliser considérablement et durablement ses coûts pour le reste de l'exercice 2008 ainsi que pendant l'exercice 2009 et les suivants. Dans ce but, nous augmentons nos frais de restructuration de 20 M\$ à 50 M\$ en 2008. »

Robert McFarlane, vice-président directeur et chef des finances, a noté ce qui suit : « Grâce à des politiques financières et une gestion prudentes, TELUS a maintenu un bilan solide avec des liquidités suffisantes et un profil enviable d'échéance de sa dette. Durant la récente période de volatilité traversée par le marché des capitaux, toutes les sources classiques de capitaux sont constamment restées ouvertes, à la disposition de TELUS. Notre situation financière solide associée à notre confiance dans nos perspectives d'avenir motive la décision du conseil d'administration, que nous avons annoncée aujourd'hui, d'augmenter le dividende versé par TELUS pour un cinquième exercice de suite. »

Toutes les cibles pour l'année 2008 ont été révisées pour tenir compte des résultats à ce jour et d'une augmentation prévue des coûts d'infrastructure liés aux initiatives en cours visant les programmes d'efficacité opérationnelle.

*Le présent communiqué contient des énoncés portant sur des événements et des résultats financiers et d'exploitation futurs de TELUS qui sont de nature prospective. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la part de la société qu'elle émette des hypothèses et ils peuvent faire l'objet de risques et d'incertitudes. Il existe un risque considérable que les énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces déclarations puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et les résultats futurs réels diffèrent grandement de ceux qui sont énoncés dans les déclarations prospectives. Par conséquent, le présent communiqué est assujéti à la limitation de responsabilité et est donné entièrement sous réserve des hypothèses (y compris les hypothèses visant les cibles **révisées** pour 2008 et les achats d'actions), des réserves et des facteurs de risque mentionnés dans le Rapport de gestion faisant partie du rapport annuel 2007 et des rapports des premier, deuxième et troisième trimestres de 2008. Sauf là où la loi l'exige, TELUS n'a ni l'intention ni l'obligation d'actualiser ou de modifier ses énoncés prospectifs et se réserve le droit de modifier, en tout temps et à sa seule discrétion, sa pratique actuelle relative à la mise à jour de ses prévisions annuelles.*

FAITS SAILLANTS SUR LE PLAN DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Services sans fil de TELUS

- Les produits d'exploitation externes ont progressé de 96,5 M\$, ou 8,7 %, soit à 1,2 G\$ pour le troisième trimestre de 2008 par rapport au trimestre comparable de 2007.
- Les produits tirés de la transmission de données sans fil ont augmenté de 65 M\$, ou 56 %, grâce au passage continu vers les téléphones intelligents à fonctions complètes et au recours accru aux services de transmission de données tels que [la messagerie textuelle et le courrier électronique]
- Les PMAA (produits moyens mensuels par appareil d'abonné) ont reculé de 1 %, se chiffrant à 64,14 \$ par rapport au trimestre comparable de 2007, mais, de manière séquentielle, ils étaient en hausse de 1,41 \$, par rapport au deuxième trimestre de 2008. La composante en plein essor des services de transmission de données, à 10,19 \$, a contribué pour 16 % aux PMAA, alors que la composante des services de transmission de la voix a poursuivi son déclin en raison de tensions sur les prix, de la baisse des PMAA du service Mike, de l'utilisation des forfaits minutes incluses, du nouvel ajout d'abonnés au service de base Koodo Mobile et de l'itinérance depuis l'étranger.
- Le nombre total d'abonnés au sans-fil a atteint le seuil des 6 millions. Les ajouts nets normalisés d'abonnés ont bondi de 32 % à 176 900 comparativement au trimestre correspondant de 2007, un record pour un troisième trimestre à TELUS. Les ajouts nets d'abonnés aux services postpayés ont atteint 158 500, soit une hausse de 61 %, tandis que les abonnements nets aux services prépayés ont baissé à 18 400. Si l'on inclut l'incidence de l'abandon du réseau analogique, les ajouts nets ont atteint 149 300, une hausse de 11 %. Ces résultats comprennent ceux des services postpayés de Koodo de TELUS lancés en mars 2008.
- Le BAIIA ajusté de 525 M\$ a légèrement progressé de 2 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2007, la hausse des produits tirés des services de réseau étant contrebalancée par une augmentation des frais d'acquisition, des coûts liés au réseau et des autres charges appuyant la croissance de 11 % du nombre d'abonnés du réseau sans fil, les produits tirés de la transmission de données et le lancement de la nouvelle marque de service de base Koodo. Les frais de fidélisation ont augmenté en raison de volumes de fidélisation plus élevés et du passage continu au téléphone intelligent.
- Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné ont diminué de 10 % sur douze mois, s'établissant à 341 \$, ce qui s'explique par des coûts légèrement plus élevés de publicité et de promotion répartis sur la hausse de 23 % des ajouts bruts, une proportion accrue de nouveaux abonnés provenant de réseaux de distribution moins coûteux et des dépenses de marketing efficaces par appareil.
- Le taux normalisé de désabonnement combiné mensuel a légèrement augmenté, passant de 1,43 % il y a un an à 1,52 %, en ne tenant pas compte de 27 600 désactivations liées à l'abandon du réseau analogique ce trimestre.
- Le flux de trésorerie simple (BAIIA rajusté, déduction faite des dépenses en immobilisations) a légèrement augmenté de 1,2 M\$, s'établissant à 393 M\$ pendant le trimestre en raison d'un BAIIA ajusté relativement inchangé et du niveau toujours bas des dépenses en immobilisations.

Services filaires de TELUS

- Les produits d'exploitation externes ont grimpé de 43 M\$, ou 3,6 %, s'établissant à 1,25 G\$ pour le troisième trimestre de 2008, comparativement à la période correspondante de 2007, la croissance des produits tirés des services de transmission de données ayant plus que contrebalancé la baisse modérée des produits tirés des services locaux et interurbains.
- Les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté de 69 M\$, ou 16 %, grâce aux produits découlant de deux acquisitions faites en janvier (Emergis et Fastvibe), à l'accroissement des services de données et d'hébergement évolués, et à l'augmentation du nombre d'abonnés à Internet haute vitesse. Après un ajustement en fonction de ces deux

acquisitions et un ajustement réglementaire au cours du troisième trimestre de 2007 et de 2008, la croissance liée aux services de transmission de données sous-jacente s'est établie à environ 4 %.

- TELUS a gagné 13 300 abonnés nets à Internet haute vitesse, un recul de 58 % par rapport à il y a douze mois attribuable à une concurrence accrue et à la maturation du marché.
- Le BAIIA ajusté de 449 M\$ a reculé de 7,4 M\$, ou 1,6 % principalement en raison des coûts accrus des ventes pour TELUS TV, des coûts initiaux de mise en œuvre de services complexes à la clientèle d'entreprise et de coûts plus élevés de restructuration.
- Le nombre de lignes d'accès au réseau a diminué de 43 000 au cours du trimestre, ce qui représente un déclin de 3,6 % par rapport à l'an dernier. Tout comme on l'a observé depuis quelques années, les pertes de lignes d'accès au réseau résidentielles s'expliquent par les activités constantes de la concurrence et le remplacement des services filaires par le sans-fil, recul partiellement atténué par un accroissement du nombre de lignes d'accès d'affaires.
- Le flux de trésorerie simple (BAIIA rajusté, déduction faite des dépenses en immobilisations) a diminué de 45 M\$, s'établissant à 109 M\$ pour le trimestre en raison d'un recul du BAIIA et d'une hausse de 37 M\$ des dépenses en immobilisations. La hausse des dépenses en immobilisations est liée principalement au soutien à la clientèle des nouveaux services d'entreprise et à large bande.

Faits nouveaux concernant l'entreprise

TELUS annonce la construction de son réseau de prochaine génération

TELUS a annoncé dernièrement son intention d'utiliser la technologie LTE (Long Term Evolution) pour son réseau sans fil à large bande de quatrième génération. Au mois d'octobre, la Société a annoncé qu'elle allait sans tarder mettre en place un réseau sans fil national de prochaine génération reposant sur la technologie HSPA (High Speed Packet Access) et qu'elle en prévoyait le lancement au début de 2010. Le réseau HSPA devrait accroître la gamme des services actuellement offerts par TELUS et permettre à l'entreprise de se préparer à une transition sans heurt à la technologie LTE. L'investissement de TELUS dans la technologie HSPA procurera des avantages parmi lesquels : un accroissement des services d'itinérance internationale et des produits d'exploitation accrus provenant de ces services, des vitesses réseau accrues, davantage d'appareils et, avec le temps, une baisse des coûts des appareils grâce à l'écosystème plus large d'appareils HSPA, ainsi que des coûts de développement et d'exploitation de réseau plus faibles. TELUS prévoit exploiter et soutenir ses réseaux AMRC et iDEN dans un avenir prévisible.

TELUS a également annoncé la signature d'une entente de partage de réseau HSPA avec Bell Canada, utilisant le spectre actuel de 1900 MHz et 850 MHz. Cette entente, qui prolonge et renforce un accord signé en 2001, devrait permettre à TELUS de réduire les coûts, d'accélérer le déploiement des services de transmission sans fil de la voix et de données de prochaine génération à l'échelle nationale, d'optimiser l'utilisation des sites cellulaires et de maximiser les efficacités d'exploitation potentielles. Les dépenses en immobilisations initiales pour la mise en place du nouveau réseau sont comprises dans les prévisions originales des dépenses en capital de TELUS, lesquelles se chiffrent à environ 1,9 G\$ pour 2008. Pour 2009, TELUS s'attend à ce que les dépenses en immobilisations pour le secteur sans fil, y compris celles liées au réseau HSPA, soient d'environ 750 M\$, qui dépasseraient temporairement le niveau historique à cet égard.

Derniers développements à propos des licences de spectre pour les services sans fil évolués

Début septembre, chacun des enchérisseurs retenus dans le cadre des enchères relatives aux licences de spectre pour les services sans fil évolués, dont TELUS, ont été tenus d'effectuer le paiement intégral de leurs licences et de démontrer leur conformité aux exigences canadiennes en matière de propriété. Au total, TELUS a versé 882 M\$ à Industrie Canada pour les licences et les frais liés aux enchères, montant financé par un prélèvement sur sa facilité de crédit et par des

fonds en caisse. Industrie Canada devrait remettre les licences aux enchérisseurs concernés à l'issue d'un processus d'examen de leur admissibilité.

TELUS prévoit dorénavant affronter une nouvelle concurrence en raison de ces récentes enchères. Cependant, il reste à déterminer le nombre des nouveaux venus, la zone géographique qu'ils couvriront et la période de lancement de leurs services.

TELUS investit au Québec pour y ouvrir la salle d'hébergement Internet la plus verte

En octobre, TELUS a annoncé un investissement de plus de 33 M\$ dans la salle d'hébergement Internet la plus verte de la société, laquelle sera située à Laval, au Québec. Les salles d'hébergement Internet sont des édifices très sécurisés et abritent des serveurs extrêmement puissants hébergeant des données pour des clients de partout dans le monde. TELUS exploite actuellement huit salles d'hébergement Internet interreliées dans l'ensemble du Canada, chacune d'elles servant de plateforme sécurisée permettant d'offrir des solutions gérées de technologie de l'information (TI), de communications unifiées et de centres de contact.

La toute nouvelle salle d'hébergement Internet de TELUS à Laval devrait occuper une superficie de 44 500 pieds carrés. Son système d'alimentation pourra fournir jusqu'à six mégavolts-ampères, soit l'équivalent de la puissance nécessaire à l'alimentation de plus de 5 000 maisons. Pour contrer la chaleur générée par les serveurs, une conception à haute densité d'énergie et un système d'échange de chaleur hautement efficace permettront d'utiliser l'air froid du Québec comme source de refroidissement sans frais pendant les deux tiers de l'année. De gros climatiseurs à haute efficacité seront utilisés lorsque cette source de refroidissement ne sera pas disponible. Cette installation ultramoderne est conçue selon les normes LEED (pour Leadership in Energy and Environmental Design). La modernisation de la structure actuelle est amorcée et TELUS pourra y accueillir les données de nouveaux clients en 2010.

TELUS TV maintenant offerte en haute définition dans l'est du Québec

TELUS est heureuse d'annoncer que son service de télévision haute définition est maintenant offert à tous les utilisateurs de TELUS TV dans l'est du Québec. Une qualité de son et d'image exceptionnelle, un guide interactif convivial innovateur et un accès à 25 chaînes en haute définition permettront aux abonnés TELUS de découvrir une télé plus vraie que nature.

La Ville de Vancouver accorde un contrat à TELUS pour son nouveau système de téléphonie IP

En vertu de ce contrat de 7 M\$, TELUS fournira et installera le nouveau système de téléphonie IP de la Ville de Vancouver ainsi qu'une suite pour centres de contact, et en assurera également le soutien. Le système de TELUS soutiendra 200 points de contact de la Ville, dont l'hôtel de ville, le centre de contact 311, le service de police de Vancouver, le service d'incendie et de sauvetage de Vancouver, le Vancouver Board of Parks and Recreation ainsi que la bibliothèque municipale de Vancouver. TELUS a obtenu le contrat au terme d'un processus d'examen exhaustif des soumissions mené dans le cadre d'une demande de proposition. La mise en place du matériel devrait se terminer en 2011.

Technologie Keal a choisi les services de gestion de données de TELUS

TELUS et Technologie Keal ont signé une entente de 3 M\$ en vertu de laquelle les salles d'hébergement Internet TELUS géreront les solutions technologiques de gestion des données de Keal, offrant une sécurité et une efficacité accrues de l'information à Keal et à ses clients. Depuis 2003, Keal a créé plusieurs environnements d'hébergement de données et en a assuré la maintenance, agissant à titre de fournisseur de services applicatifs (ASP) pour les courtiers de partout au Canada. La demande de solutions d'hébergement augmente, et Keal a décidé d'impairer et de consolider ses services d'hébergement en faisant appel à TELUS afin d'accroître la stabilité et la redondance. La migration des données de clients de Keal vers les installations de TELUS a déjà commencé et devrait être terminée d'ici la fin de l'année. Pour commencer, TELUS hébergera les données de plus de 500 clients de Keal et la capacité d'hébergement augmentera par la suite.

TELUS lance son centre d'affaires évolué à Toronto

En octobre, TELUS a annoncé le lancement du nouveau centre d'affaires TELUS à la Chambre de commerce de Toronto. Le centre offrira aux entreprises locales des solutions de communication évoluées, notamment des postes de travail, un équipement informatique client léger, l'accès à des audioconférences et des vidéoconférences ainsi qu'à de l'équipement d'impression pour les aider à optimiser leurs activités et à développer leur entreprise. Le centre d'affaires présentera également les applications technologiques les plus récentes pour les entreprises dont le GPS et la messagerie vocale visuelle de TELUS.

TELUS croit au téléphone intelligent pour tous!

En août, TELUS a lancé sa campagne de promotion du téléphone intelligent pour tous et annoncé qu'elle serait la première entreprise de télécommunication nord-américaine à offrir le téléphone intelligent HTC Touch Diamond. Avec la souplesse des forfaits abordables de TELUS et l'accès au plus vaste réseau 3G du Canada, la vaste gamme des téléphones intelligents et des appareils à écran tactile de TELUS offre aux clients de TELUS la liberté de choisir le téléphone qui répond à leurs besoins et qui correspond à leur style.

Pendant le trimestre, TELUS a également procédé au lancement de TELUS Recherche rapide, son nouveau moteur de recherche pour les téléphones qui fonctionnent sur le réseau SCP. Le service est offert sur les appareils HTC Touch Dual et MOTORAZR VE 20, et il devrait être lancé très prochainement sur d'autres appareils. TELUS a également lancé le Samsung Instinct, le LG KEYBO, le LG Dare et le LG Voyager.

TELUS lance le téléphone intelligent Blackberry Storm

TELUS a annoncé qu'elle prévoit offrir à sa clientèle le premier appareil à écran tactile de Research In Motion, le téléphone intelligent BlackBerry(MD) Storm 9530 [à temps pour la saison des fêtes.] Le Storm est le premier téléphone intelligent BlackBerry au monde à offrir un affichage haute résolution sur un écran tactile cliquable novateur offrant à l'utilisateur une saisie de texte précise et rapide. Il promet d'offrir une expérience multimédia dynamique alliée à l'excellente expérience communications qu'on attend des téléphones intelligents BlackBerry : courriel, messagerie, fiabilité, sécurité. Le téléphone intelligent BlackBerry Storm est livré en édition mondiale et pourra donc être utilisé presque partout par les gens qui voyagent.

Pour obtenir davantage d'information de TELUS sur le BlackBerry Storm 9530, veuillez consulter le site suivant et vous y inscrire www.telus.com/storm.

Ratification d'une nouvelle convention par les membres du Syndicat des agents de maîtrise de TELUS

La majorité des membres du Syndicat des agents de maîtrise de TELUS (SAMT) ont voté et approuvé le protocole d'entente conclu avec TELUS, le 4 juillet 2008. Le SAMT représente plus de 500 membres de l'équipe TELUS occupant des postes de professionnels et de supervision dans les régions du Bas-Saint-Laurent, de Gaspé, de Montréal, de Québec, de Sainte-Marie, de Saint-Georges, de Baie-Comeau et de Sept-Îles. En vertu de la nouvelle convention, les membres du SAMT bénéficieront d'une augmentation progressive de la prime au rendement, fondée sur l'atteinte des objectifs de l'employé et de l'entreprise, ainsi que d'une assurance plus souple. Les conditions de la nouvelle convention resteront en vigueur jusqu'au 31 décembre 2011.

TELUS crée des emplois au Québec

Afin de continuer à offrir des services de qualité supérieure à sa clientèle en croissance d'un bout à l'autre du Canada, TELUS a annoncé la création de 149 emplois qui viendront renforcer l'équipe de soutien technique du Québec. La vaste gamme des téléphones sans fil de TELUS et les diverses fonctions qu'ils offrent exigent que les clients puissent bénéficier du soutien de techniciens aux compétences techniques avancées et ayant reçu une formation spécialisée. Par conséquent, TELUS investira également plus de 1,6 M\$ dans un programme de formation à valeur

ajoutée, dont une contribution de 405 000 \$ provenant d'Emploi-Québec. Le soutien octroyé par Emploi-Québec sera destiné à améliorer la formation de TELUS pour incorporer un nombre croissant d'outils interactifs et d'outils multimédias.

Le tournoi TELUS World Skins Game se tiendra dans la région de la capitale du Québec en juin 2009

TELUS accueillera des golfeurs d'élite du monde entier, en juin prochain, à l'occasion du tournoi TELUS World Skins Game organisé au club de golf La Tempête dans la région de la ville de Québec. Le tournoi de l'an prochain devrait permettre d'améliorer la qualité de vie de milliers d'enfants malades dans les prochaines années, puisque les fonds recueillis pendant cet événement seront versés à Opération Enfant Soleil, un organisme qui investit dans le développement de soins pédiatriques de qualité au Québec. L'organisme caritatif utilisera ces fonds pour doter l'unité chirurgicale du Centre mère-enfants du Centre hospitalier universitaire de Québec de la toute dernière technologie multimédia afin de faciliter les chirurgies cardiaques pédiatriques complexes. En seize années d'existence, ce sera la première fois que ce populaire tournoi de golf canadien aura lieu dans la région de la ville de Québec.

TELUS s'associe au Club de hockey Les Remparts de Québec

TELUS est devenue un partenaire majeur et fournisseur officiel de services de télécommunications du Club de hockey Les Remparts de Québec, et ce, pour les trois prochaines années. TELUS appuie le hockey junior au Québec depuis huit ans déjà par l'entremise de partenariats avec la Ligue de hockey junior majeur du Québec (LHJMQ), Le Junior de Montréal, L'Océanic de Rimouski, Le Drakkar de Baie-Comeau et, maintenant, Les Remparts de Québec. Les matchs des Remparts, ainsi que tous ceux de la LHJMQ, peuvent être visionnés gratuitement en direct ou en différé sur telus.com/lhjmq. Des sonneries et images dérivées du Club de hockey Les Remparts de Québec sont offertes en exclusivité aux abonnés sans fil de TELUS.

Prix et distinctions

Le rapport annuel de TELUS classé 3^e au monde

TELUS a été reconnue pour la production d'un des meilleurs rapports annuels dans le monde, à la suite d'une étude mondiale portant sur les rapports annuels. Le Rapport annuel sur les rapports annuels 2008 a accordé à TELUS la cote A+ (soit plus que la cote A obtenue l'an dernier) et a classé le rapport de TELUS au troisième rang mondial. TELUS est l'une de seulement 25 entreprises canadiennes de la liste et la seule entreprise de télécommunications ayant obtenu la cote A+ dans le monde.

TELUS inscrite au Dow Jones Sustainability World Index pour la huitième année

Pour la huitième année consécutive, TELUS a été inscrite au Dow Jones Sustainability Index (DJSI) (Amérique du Nord) et au Dow Jones Sustainability Index (monde). Ces indices reconnaissent les entreprises de partout dans le monde qui font preuve d'excellence opérationnelle selon des perspectives économiques, sociales et environnementales combinées. TELUS est la seule entreprise de télécommunications nord-américaine et l'une des 10 entreprises canadiennes inscrites à l'indice mondial. La cote améliorée de TELUS par rapport à l'année dernière la place juste derrière le chef de file de l'industrie, BT Group. TELUS est la mieux notée en ce qui a trait au volet économique mondial parmi ses pairs et dans les domaines de la protection de la vie privée, de la responsabilité sociale de l'entreprise et de la philanthropie.

TELUS désignée la meilleure pour l'assistance-annuaire

TELUS a été reconnue comme étant le meilleur fournisseur national d'assistance-annuaire au Canada par The Paisley Group. L'équipe des services de téléphonistes de TELUS a continué d'améliorer les services offerts, contribuant à lui faire obtenir les meilleurs résultats en trois ans. TELUS est classée première pour les appels satisfaits, un critère clé d'évaluation de l'assistance annuaire. Cette mesure combine la satisfaction du client et l'importance qui lui est accordée pour évaluer si le client a reçu une information correcte tout en étant traité d'une manière professionnelle par les téléphonistes. The Paisley Group, société qui offre des services-conseils d'assistance-annuaire et de téléphonistes, effectue une inspection annuelle de ces services.

En outre, les services de téléphonistes de TELUS ont remporté en septembre le prix « Excellence in Directory Information Services Automation » décerné par Pelorus Group. Pelorus Group est une société indépendante de conseils et d'études de marchés, spécialisée dans les secteurs des services financiers et des télécommunications.

Karen Radford nommée « Femme de mérite » par le YWCA

Karen Radford, vice-présidente à la direction et présidente, TELUS Québec et TELUS Solutions partenaires, a été honorée dans la catégorie « Affaires et professions » au Gala Femmes de mérite de la Fondation du Y des femmes en septembre. Mme Radford, qui s'est démarquée par sa personnalité, par ses actions pour faire avancer la cause des femmes et par son apport à la communauté, est l'une des 11 femmes qui se sont distinguées dans différents secteurs d'activité en 2008. Cette distinction s'ajoute à toutes celles qui ont été décernées à Karen ces dernières années, en hommage à son leadership et au soutien apporté aux femmes dans les entreprises et dans la communauté. Ce gala est l'un des principaux événements de levée de fonds pour la Fondation du Y des femmes. Il a permis de recueillir 230 000 \$ pour contribuer au financement des programmes offerts aux 36 000 femmes de Montréal qui utilisent chaque année les services du YWCA.

TELUS reçoit un prix en vidéoconférence

La société d'experts-conseils Frost & Sullivan a choisi TELUS comme récipiendaire nord-américain de son « Award for Market Leadership » sur le marché des services canadiens de vidéoconférence. Chaque année, Frost & Sullivan décerne ce prix à l'entreprise qui a fait montre de leadership en matière de part de marché par la mise en œuvre d'une stratégie de marché. TELUS a de façon constante enregistré d'excellents résultats sur le plan de la part de marché, des produits d'exploitation, du parc de machines installées et de l'étendue des solutions dans ce marché en évolution rapide.

Investissements dans la communauté

TELUS et Opération Enfant Soleil : un partenariat pour un Québec en santé

TELUS s'est de nouveau engagée aux côtés d'Opération Enfant Soleil pour appuyer le développement de soins pédiatriques de qualité et pour contribuer à des projets d'intervention sociale au profit des enfants de tout le Québec. À titre de partenaire importante d'Opération Enfant Soleil depuis 1998, TELUS s'est engagée à donner plus de 375 000 \$ à cet organisme d'ici la fin

de 2010. Ce nouveau don portera la contribution totale de TELUS depuis le début de ce partenariat à plus de 1,1 M\$.

Le général Rick Hillier nommé président du nouveau comité d'investissement communautaire TELUS du Canada atlantique

Grâce au comité d'investissement communautaire TELUS du Canada atlantique qui vient d'être créé, les membres de l'équipe TELUS et les leaders communautaires du Canada atlantique travailleront de concert pour remettre chaque année, au nom de TELUS, un don de 250 000 \$ aux organismes caritatifs locaux. Le Général Rick Hillier sera le président du comité et collaborera avec TELUS et les membres du comité afin d'élaborer un programme de dons de bienfaisance et un programme communautaire au Canada atlantique. Les organisations caritatives locales sont invitées à soumettre une demande de financement qui sera remis sous la forme d'un don unique pouvant atteindre jusqu'à 20 000 \$ au profit de projets dans les domaines de la santé et du bien-être dans notre environnement, de l'éducation et des sports ainsi que des arts et de la culture, avec un accent particulier sur les jeunes Canadiens et l'utilisation novatrice de la technologie.

Le comité d'investissement communautaire TELUS du Canada atlantique fait partie d'un programme caritatif à l'échelle nationale qui comprend à présent neuf comités d'investissement communautaire TELUS partout au Canada. Depuis leur création en 2005, les comités d'investissement communautaire TELUS ont versé 11,5 M\$ à des organisations caritatives locales et appuyé plus de 800 projets communautaires.

La technologie TELUS contribue à la sauvegarde de 32 langues des Premières nations de la Colombie-Britannique

FirstVoices est un outil d'archivage en ligne conçu pour aider les jeunes et les aînés des Premières nations à garder leurs langues et leurs cultures vivantes et à les transmettre aux générations futures. L'administrateur du site, le Conseil des Premières nations, travaille en collaboration avec TELUS pour réaliser plus de 225 extraits vidéo courts illustrant des expressions et des mots de la vie courante. Une fois intégrés au site FirstVoices cet hiver, ces extraits vidéo offriront de précieux repères visuels pour faciliter l'apprentissage des langues par une meilleure compréhension des verbes et des expressions. TELUS a financé intégralement ce projet de 25 000 \$ pour le compte de FirstVoices, et a embauché deux jeunes des Premières nations comme apprentis pendant le processus de production.

Déclaration de dividendes – cinquième augmentation en cinq ans

Le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de quarante-sept cents et demi (0,475 \$ CA) par action sur les actions ordinaires émises et en circulation et de quarante-sept cents et demi (0,475 \$ CA) par action, sur les actions sans droit de vote émises et en circulation de la société, payables le 2 janvier 2009 aux détenteurs inscrits à la clôture des registres le 11 décembre 2008.

Ce dividende trimestriel représente une hausse de deux cents et demi (10 cents sur une base annualisée) ou une hausse de 5,6 % par rapport au dividende trimestriel de 0,45 \$ versé le 1^{er} janvier 2008. Il s'agit de la cinquième augmentation annuelle en cinq ans.

À propos de TELUS

TELUS (T et T.A à la Bourse de Toronto; TU à la Bourse de New York) est l'une des plus importantes sociétés de télécommunications au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 9,5 milliards de dollars et à 11,5 millions de connexions clients, dont 6 millions d'abonnés à des services sans fil, 4,3 millions de lignes d'accès pour réseau filaire et 1,2 million d'abonnés à des services Internet. TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication sans fil et filaire, notamment des services de transmission de données et de la voix, des services IP, et des services vidéo et de divertissement. Poursuivant leur objectif de devenir une entreprise citoyenne de premier

plan au Canada, TELUS et les membres de son équipe donnent où ils vivent. Depuis 2000, ceux-ci ont versé 113 millions de dollars à des organisations caritatives et sans but lucratif, et fait plus de 2,1 millions d'heures de bénévolat dans les communautés. En outre, TELUS a créé neuf comités d'investissement communautaire d'un bout à l'autre du pays, lesquels dirigent ses initiatives philanthropiques. Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter le site telus.com.

-30-

Relations avec les médias :

Stacey Masson

514-977-8766

stacey.masson@telus.com

Relations avec les investisseurs :

Robert Mitchell

416-684-3219

ir@telus.com

TELUS CORPORATION

Rapport de gestion

Troisième trimestre de 2008

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs portant sur des événements et des résultats financiers et d'exploitation futurs de TELUS Corporation (« TELUS » ou la « société » et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, ses filiales). De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la part de la société qu'elle émette des hypothèses et ils peuvent faire l'objet de risques et d'incertitudes. Il existe un risque considérable que les hypothèses (voir ci-dessous), les prédictions ou les autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés car un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, les conditions, les actions et les événements futurs réels diffèrent considérablement des objectifs, des attentes, des estimations ou des intentions exprimés dans les énoncés prospectifs. La société n'a pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, sauf dans les cas exigés par la loi. Dans le cas des indications annuelles, il est pratique courante pour la société d'évaluer et, si elle le juge approprié, de présenter des mises à jour (se reporter à la rubrique 9). Sous réserve d'exigences juridiques, cette pratique pourrait être modifiée à tout moment, au gré de la société.

Les hypothèses à l'égard des indications pour 2008 incluent :

Une croissance économique à la baisse en 2008, dont une croissance estimative du produit intérieur brut (le « PIB ») du Canada de 0,7 % et une croissance supérieure à la normale en Alberta et en Colombie-Britannique; un taux de change moyen pour 2008 d'environ 1,00 \$ CA pour 0,95 \$ US (le taux de change moyen s'étant élevé à 0,98 \$ US au cours des neuf premiers mois de 2008); une concurrence accrue, relativement aux services filaires, dans le marché résidentiel et le marché des affaires, particulièrement de la part de câblodistributeurs et d'entreprises offrant des services voix sur IP (« VoIP »); l'incidence de l'acquisition d'Emergis conclue à la mi-janvier; un gain de 4,5 % à 5 % au titre de la pénétration du marché canadien des services sans fil; le fait que l'objectif relatif aux dépenses en immobilisations consolidées ne tient pas compte du paiement au titre des licences de spectre pour les services sans fil acquises dans le cadre des enchères de licences de spectre pour les services sans fil évolués (les « SSFE »); le fait qu'outre les dépenses en immobilisations, un paiement de 881,6 millions de dollars a été versé au troisième trimestre de 2008 au titre de l'achat des licences de spectre pour les SSFE; l'hypothèse selon laquelle aucun nouveau venu ne pénétrera le marché des services sans fil en 2008; des charges au titre de la restructuration d'environ 50 millions de dollars (en hausse par rapport à 20,4 millions de dollars en 2007); un taux d'imposition combiné prévu par la loi d'environ 30,5 % à 31,5 %; un taux d'actualisation de 5,5 % (en hausse de 50 points de base comparativement à 2007) et un rendement à long terme prévu de 7,25 % au titre des régimes de retraite, (soit des résultats inchangés par rapport à 2007); un nombre moyen d'actions en circulation d'environ 320 millions (en baisse par rapport à 331,7 millions en 2007). L'achat possible d'un nombre maximal de 20 millions d'actions de TELUS sur une période de 12 mois dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ayant débuté le 20 décembre 2007 pourrait avoir une incidence sur le résultat par action, les soldes de trésorerie, la dette nette et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Les facteurs pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux prévus incluent, sans toutefois s'y limiter :

La concurrence (y compris davantage de concurrence au chapitre des tarifs et la probabilité que de nouveaux concurrents commencent à offrir des services sans fil en 2009, par suite des enchères de licences de spectre), la croissance et les fluctuations de l'économie (y compris la crise mondiale du crédit ainsi que le rendement et la capitalisation du régime de retraite et les charges afférentes), les dépenses en immobilisations (possiblement à la hausse en 2009 et au cours des exercices ultérieurs en raison de la stratégie de déploiement des services de quatrième génération de la société et de toutes nouvelles enchères de licences de spectre effectuées par Industrie Canada); les exigences en matière de financement et d'endettement (y compris la capacité d'effectuer des refinancements et de financer les rachats d'actions), les questions fiscales (y compris la déchéance ou le report du paiement de montants importants d'impôts en espèces), les développements touchant les ressources humaines; l'intégration des activités et les réorganisations internes (y compris les activités d'intégration d'Emergis faisant suite à l'acquisition); les progrès technologiques (y compris le recours à des systèmes et à la technologie de l'information, les options au chapitre des technologies liées à l'accès large bande et aux services sans fil ainsi que le choix des fournisseurs, les nouvelles technologies et l'évolution de ces technologies de même que le passage à la technologie de quatrième génération, les avantages futurs prévus et le rendement des technologies sans fil HSPA [d'après l'anglais high speed packet access] et LTE [d'après l'anglais long-term evolution], la mise en œuvre fructueuse de l'entente visant la mise en place et le partage du réseau conclue avec Bell Canada afin d'assurer l'efficacité au chapitre des coûts et de réduire les risques liés au déploiement, le déploiement et l'exploitation fructueux de nouveaux réseaux sans fil ainsi que le lancement réussi de nouveaux produits, services et systèmes de soutien); les approbations réglementaires et les changements à la réglementation (y compris l'interprétation et la mise en application des règles concernant le partage des pylônes d'antennes et les services d'itinérance, la mise en place et l'incidence d'enchères de licences de spectre futures, l'instance visant les nouveaux médias ainsi que les modifications possibles des restrictions à la propriété étrangère); les risques liés aux processus (y compris la conversion des systèmes existants et l'intégration du système de facturation), les développements touchant la santé, la sécurité et l'environnement, les litiges et les questions d'ordre juridique, les événements touchant la poursuite des activités (y compris les menaces provenant de l'activité humaine et les menaces naturelles), les acquisitions ou dessaisissements prospectifs, et les autres facteurs de risque dont il est question dans le présent document et qui sont mentionnés de temps à autre dans les rapports et dans les documents d'information publiés par TELUS, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, et dans d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières au Canada (à l'adresse www.sedar.com) et aux États-Unis, y compris sur formulaire 40-F, (sur le site EDGAR à l'adresse www.sec.gov).

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2007 et du rapport de gestion des premier et deuxième trimestres de 2008 de TELUS, ainsi qu'aux mises à jour présentées à la rubrique 10 du présent rapport de gestion.

Rapport de gestion

Le 5 novembre 2008

Le rapport qui suit constitue une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de TELUS Corporation pour les trimestres et les périodes de neuf mois terminés les 30 septembre 2008 et 2007, qui doit être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires de TELUS. Ce rapport contient des données prospectives qui renvoient à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant plus haut et qui doivent être lues conjointement avec celle-ci.

Les états financiers consolidés intermédiaires de TELUS ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada, qui diffèrent à certains égards des PCGR des États-Unis. Se reporter à la note 20 des états financiers consolidés intermédiaires pour un sommaire des principales différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis dans la mesure où ils concernent TELUS. Le rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires ont été revus par le comité de vérification de TELUS et approuvés par le conseil d'administration de cette dernière. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens.

TELUS présente certaines mesures non définies par les PCGR et fournit des indications à ce sujet parce qu'elles constituent des mesures auxquelles la direction a recours pour évaluer le rendement de la société et de ses unités et secteurs d'exploitation. Les mesures non définies par les PCGR servent aussi à déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt et à gérer la structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont pas de signification normalisée, les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables. Pour plus de détails sur la définition, le calcul et le rapprochement des mesures non définies par les PCGR, les lecteurs doivent se reporter à la *rubrique 11, « Rapprochement des mesures non définies par les PCGR et définitions »*.

Rapport de gestion

Rubrique	Description
1. Introduction	Introduction et résumé des résultats consolidés de TELUS pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2008.
2. Activités principales, vision et stratégie	Analyse des activités soutenant les six impératifs stratégiques de TELUS.
3. Catalyseurs clés de rendement	Liste des priorités de la société pour 2008.
4. Capacité d'obtenir des résultats	Description des facteurs qui influent sur la capacité de mettre en œuvre les stratégies, de gérer les catalyseurs clés de rendement et d'obtenir des résultats.
5. Résultats d'exploitation	Analyse détaillée des résultats d'exploitation du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008.
6. Situation financière	Analyse des modifications importantes apportées au bilan de TELUS pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008.
7. Situation de trésorerie et sources de financement	Analyse des flux de trésorerie, des liquidités, des facilités de crédit, ainsi que d'autres informations.
8. Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les conventions comptables	Description des estimations comptables critiques aux fins de l'établissement des résultats financiers, ainsi que des modifications de conventions comptables.
9. Indications pour l'exercice 2008	Indications révisées de TELUS pour l'exercice par rapport aux objectifs initiaux.
10. Risques et gestion des risques	Mise à jour concernant certains risques et incertitudes avec lesquels TELUS doit composer et méthodes qu'elle utilise pour assurer la gestion de ces risques.
11. Rapprochement des mesures non définies par les PCGR et définitions	Description, calcul et rapprochement de certaines mesures qu'utilise la direction.

1. Introduction

L'analyse qui suit est assujettie dans sa totalité à la mise en garde concernant les énoncés prospectifs figurant au début du rapport de gestion, ainsi qu'à la *rubrique 10*, « *Risques et gestion des risques* » du rapport de gestion annuel 2007 de TELUS et aux mises à jour présentées dans les rapports de gestion de TELUS des premier, deuxième et troisième trimestres de 2008.

1.1 Importance relative de l'information à fournir

La direction décide si une information est importante ou non en jugeant si la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de la société pourrait être influencée ou modifiée si l'information était omise ou erronée.

1.2 Environnement économique au Canada

Le resserrement des marchés mondiaux du crédit a entraîné une incertitude économique. La situation sur les marchés du crédit est fluide, et il est difficile de prévoir son évolution. Les politiques financières liées à la structure du capital de TELUS, qui font l'objet d'une analyse à la *rubrique 4.3*, « *Situation de trésorerie et sources de financement* », ont été élaborées en fonction des cycles de crédit. La société est d'avis que ces politiques et ces lignes directrices, de même que le maintien de cotes de crédit de BBB+ à A-, ou de cotes équivalentes, lui permettent d'avoir raisonnablement accès aux marchés financiers.

Les échéances contractuelles du passif financier non actualisé de la société sont présentées à la section « *Risque de liquidité* » de la *rubrique 7.8*, « *Instruments financiers* ».

1.3 Industrie canadienne des télécommunications

Faits nouveaux concernant le sans-fil – services sans fil évolués (« SSFE ») et autres enchères de spectre dans la bande de 2 GHz

Industrie Canada a tenu des enchères de licences de spectre pour les services sans fil du 27 mai au 21 juillet 2008. Ces enchères concernaient la bande de 90 MHz du spectre pour les SSFE (y compris une tranche de 40 MHz qui était réservée pour les nouveaux venus), de 10 MHz pour l'expansion de la bande pour le service de communications personnelles (le « SCP ») et de 5 MHz relativement à une autre petite bande. Les enchères ont pris fin après 331 rondes, et Industrie Canada a enregistré un produit de 4 255 millions de dollars (moyenne de 1,55 \$/MHz/personne vivant dans une zone de population pour les enchères relatives aux licences de spectre pour les SSFE et pour le service SCP). TELUS est le soumissionnaire retenu relativement à 59 licences de spectre (se reporter au tableau), ce qui lui fournira davantage de spectre dans les marchés nationaux qu'elle dessert déjà. Le spectre moyen acquis par TELUS est de 16,2 MHz, et son coût moyen, de 1,82 \$/MHz/personne vivant dans une zone de population.

Chaque soumissionnaire retenu, y compris TELUS, devait verser un dépôt de 20 % en août et verser le paiement final relatif aux licences en septembre, et devait démontrer son respect des exigences relatives à la propriété canadienne. Industrie Canada devrait remettre les licences à chaque soumissionnaire retenu à la suite d'un processus d'examen à huis clos de leur admissibilité. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la *rubrique 2*, « *Se doter de moyens nationaux* », à la *rubrique 4.1*, « *Principaux marchés et concurrents* », et à la *rubrique 10.1*, « *Réglementation* ».

Au troisième trimestre, TELUS a versé à Industrie Canada 881,6 millions de dollars au titre des licences acquises et des frais liés aux enchères. La société a pour ce faire eu recours à ses facilités de crédit et aux fonds en caisse. Industrie Canada n'a pas encore rendu de décision quant au respect des exigences relatives à la propriété.

Licences acquises par TELUS lors des enchères de spectre tenues par Industrie Canada du 27 mai au 21 juillet 2008		
Largeur de bande	Nombre de licences acquises	Zones géographiques
20 MHz se composant de 10 MHz dans la bande de 1700 MHz et de 10 MHz dans la bande de 2100 MHz	32	Québec, sud-ouest de l'Ontario, région d'Ottawa, Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Colombie-Britannique
10 MHz se composant de 5 MHz dans la bande de 1700 MHz et de 5 MHz dans la bande de 2100 MHz	27	Toronto, centre et nord de l'Ontario, Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut, Terre-Neuve-et-Labrador, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard

1.4 Sommaire des résultats consolidés

Le chef de la direction, qui est le principal responsable de l'exploitation, reçoit des rapports consolidés concernant TELUS, soit des rapports tenant compte de la charge supplémentaire au titre de l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005 et des rapports excluant cette charge (comme il est illustré dans les calculs « ajustés »). L'option de règlement en espèces net liée aux options a été instaurée au premier trimestre de 2007. Le tableau ci-après fait état des points de vue avant et après les ajustements.

Sommaire des résultats consolidés (en millions de dollars, sauf les actions, les montants par action, le nombre d'abonnés et les ratios)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
États consolidés des résultats						
Produits d'exploitation	2 449,3	2 309,9	6,0 %	7 198,6	6 743,6	6,7 %
Bénéfice d'exploitation	538,0	584,4	(7,9) %	1 563,5	1 475,2	6,0 %
Charge (recouvrement) au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	0,3	(7,2)	n.s.	0,2	168,1	(99,9) %
Bénéfice d'exploitation (ajusté)	538,3	577,2	(6,7) %	1 563,7	1 643,3	(4,8) %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	411,2	490,2	(16,1) %	1 193,8	1 113,9	7,2 %
Charge (recouvrement) au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	0,3	(7,2)	n.s.	0,2	168,1	(99,9) %
Bénéfice avant impôts (ajusté)	411,5	483,0	(14,8) %	1 194,0	1 282,0	(6,9) %
Bénéfice net	285,1	409,9	(30,4) %	843,1	857,8	(1,7) %
Option de règlement en espèces net liée aux options, après impôts	0,2	(4,9)	n.s.	0,1	104,1	(99,9) %
Bénéfice net (ajusté)	285,3	405,0	(29,6) %	843,2	961,9	(12,3) %
Bénéfice par action, de base (en dollars)	0,89	1,24	(28,2) %	2,62	2,57	1,9 %
Option de règlement en espèces net liée aux options, par action	—	(0,01)	n.s.	—	0,31	(100,0) %
Bénéfice par action, de base (ajusté) (en dollars)	0,89	1,23	(27,6) %	2,62	2,88	(9,0) %
Bénéfice par action, dilué (en dollars)	0,89	1,23	(27,6) %	2,61	2,55	2,4 %
Dividendes en espèces déclarés par action (en dollars)	0,45	0,375	20,0 %	1,35	1,125	20,0 %
États consolidés des flux de trésorerie						
Rentrées liées aux activités d'exploitation	986,1	831,8	18,6 %	2 072,3	2 354,3	(12,0) %
Sorties liées aux activités d'investissement	1 352,7	430,0	n.s.	2 789,5	1 300,1	114,6 %
Dépenses en immobilisations	472,3	434,1	8,8 %	1 227,6	1 297,8	(5,4) %
Paiement au titre des licences de spectre pour les services sans fil évolués (SSFE)	881,6	—	—	881,6	—	—
Acquisitions	4,5	—	—	695,8	—	—
(Sorties) rentrées liées aux activités de financement	356,8	(403,0)	n.s.	733,5	(1 041,7)	n.s.
Nombre d'abonnés et autres mesures						
Nombre de connexions ¹ (en milliers)	11 475	11 008	4,2 %			
BAIIA ²	974,1	987,0	(1,3) %	2 841,2	2 635,9	7,8 %
Charge (recouvrement) au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	0,3	(7,2)	n.s.	0,2	168,1	(99,9) %
BAIIA (ajusté)	974,4	979,8	(0,6) %	2 841,4	2 804,0	1,3 %
Flux de trésorerie disponibles, compte tenu du paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE ³	(429,8)	502,9	n.s.	452,3	1 145,4	(60,5) %
Ratios d'endettement et de distribution⁴						
Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration	1,9	1,7	0,2			
Ratio de distribution des bénéfices nets prévisibles (en %)	54	47	7 pts			

pt(s) – point(s) de pourcentage; n.s. – non significatif

1. Le total du nombre d'abonnés au sans-fil, de lignes d'accès au réseau et d'abonnés à Internet à la fin des périodes respectives, calculés à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes.
2. Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ».
3. Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.2, « Flux de trésorerie disponibles ».
4. Se reporter à la rubrique 7.4, « Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement », ainsi qu'à la rubrique 11.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».

Faits saillants de l'exploitation :

- Le nombre de connexions a augmenté de 467 000 au cours de la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2008. Le nombre d'abonnés au sans-fil s'est établi à 5,98 millions, en hausse de 10,6 %, le nombre d'abonnés à Internet s'est élevé à 1,21 million, en hausse de 4,6 %, et le nombre de lignes d'accès au réseau s'est chiffré à 4,33 millions, en baisse de 3,6 %.

- Les ajouts bruts d'abonnés au sans-fil se sont chiffrés à 446 600, soit un nombre record pour TELUS au troisième trimestre, en hausse de 23 % par rapport à la période correspondante de 2007. Le lancement du nouveau service de base postpayé et de la nouvelle marque Koodo Mobile™ plus tôt en 2008 a eu une incidence favorable sur ce résultat. Les produits d'exploitation mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») se sont élevés à 64,14 \$ au troisième trimestre de 2008, en hausse de 1,41 \$ par rapport au deuxième trimestre de 2008, mais en baisse de 0,66 \$ comparativement à 64,80 \$ au troisième trimestre de 2007.
- Les produits d'exploitation se sont accrus de 139,4 millions de dollars et de 455,0 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation des produits tirés des services de réseau sans fil et des services filaires de transmission de données (y compris les produits tirés de l'acquisition d'Emergis) a largement neutralisé la baisse des produits tirés des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix.
- Le bénéfice d'exploitation ajusté pour ne pas tenir compte de l'option de règlement en espèces net liée aux options a diminué de 38,9 millions de dollars et de 79,6 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la baisse tiennent principalement à l'amortissement de logiciels supplémentaires découlant de l'acquisition d'Emergis effectuée en janvier ainsi que du nouveau système de facturation intégré du secteur des services filaires, et à l'augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles. Par ailleurs, le BAIIA (ajusté) a diminué de 5,4 millions de dollars au troisième trimestre de 2008, comparativement à la période correspondante de 2007, résultat qui tient au fait que la hausse des produits tirés des services de transmission de données a été neutralisée par les coûts engagés pour soutenir la croissance, y compris les coûts d'acquisition liés aux importants ajouts d'abonnés des services sans fil et les coûts initiaux visant à prendre en charge les nouvelles entreprises clientes des services filaires. Le BAIIA (ajusté) s'est accru de 37,4 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2008, par rapport à la période correspondante de 2007, en raison principalement de la croissance du secteur des services sans fil.
- Le bénéfice avant impôts (ajusté) a diminué de 71,5 millions de dollars au troisième trimestre et il a reculé de 88,0 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007, en raison de la baisse du bénéfice d'exploitation (ajusté) et de la hausse des frais de financement nets. La hausse de ces frais tient en grande partie aux emprunts effectués en 2008 pour financer les acquisitions conclues en janvier ainsi que le paiement au titre des licences de spectre pour les services sans fil évolués versé au troisième trimestre. Les intérêts créditeurs liés au règlement de questions fiscales ont subi une baisse importante. Le ratio de la dette nette par rapport au BAIIA est demeuré dans la fourchette à long terme visée par la société.
- Au troisième trimestre de 2008, le bénéfice net a diminué de 124,8 millions de dollars et le bénéfice par action a reculé de 35 cents, par rapport à la période correspondante de 2007, résultats qui tiennent principalement à la constatation, à l'exercice précédent, d'ajustements favorables liés aux impôts sur les bénéfices d'environ 93 millions de dollars ou 28 cents par action. De plus, un ajustement défavorable après impôts d'environ 8 millions de dollars, ou deux cents par action, a été comptabilisé au troisième trimestre de 2008 au titre des redressements de la taxe de vente se rapportant à des exercices antérieurs. Au cours des neuf premiers mois de 2008, le bénéfice net a reculé de 14,7 millions de dollars et le bénéfice par action (de base) a augmenté de 5 cents, comparativement à la période correspondante de 2007. Le nombre moyen d'actions en circulation au cours des neuf premiers mois de 2008 était 3,7 % moins élevé qu'à la période correspondante de 2007, en raison du rachat d'actions sur le marché, dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités (« RCNA »).

Variations du bénéfice net (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre	Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre
Bénéfice net de 2007	409,9	857,8
Variations découlant de l'incidence fiscale :		
Diminution (du recouvrement) de la charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	(5,1)	104,0
Variation du BAIIA (ajusté) ¹	(3,7)	25,7
Augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels ¹ , compte non tenu des crédits d'impôt à l'investissement comptabilisés en 2007	(23,0)	(77,4)
Diminution (augmentation) des intérêts débiteurs ¹	(7,2)	9,9
Ajustements liés aux impôts sur les bénéfices (se reporter à la rubrique 5.2)	(93,0)	(97,0)
Autres éléments	7,2	20,1
Bénéfice net de 2008	285,1	843,1

1. Aux fins des présentes, nous avons utilisé les taux d'imposition combinés prévus par la loi pour 2008.

Faits saillants – situation de trésorerie et sources de financement :

- Au 30 septembre 2008, les facilités de crédit inutilisées de la société étaient supérieures à 1,1 milliard de dollars, soit un montant conforme à l'objectif de la société, lequel vise à faire en sorte que les liquidités inutilisées s'élèvent à plus de 1 milliard de dollars. Par ailleurs, la société continue de satisfaire à deux autres indications clés. Le ratio de la dette nette par rapport au BAIIA au 30 septembre 2008 était de 1,9 fois, comparativement à 1,7 fois au 30 septembre et au 31 décembre 2007, soit un résultat qui est demeuré dans la fourchette à long terme visée de 1,5 à 2,0 fois. Le ratio de distribution, qui est établi en fonction du dividende annuel du troisième trimestre et du bénéfice pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2008 (excluant les ajustements favorables liés aux impôts), s'est établi à 54 %, soit un résultat conforme à la fourchette visée de 45 % à 55 % des bénéfices prévisibles.
- Les rentrées liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 154,3 millions de dollars au troisième trimestre de 2008 et elles ont diminué de 282,0 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007, en raison principalement de la variation du produit tiré de la titrisation de créances et d'autres variations du fonds de roulement.
- Les sorties liées aux activités d'investissement ont augmenté de 922,7 millions de dollars au troisième trimestre de 2008 et elles se sont accrues de 1 489,7 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation au troisième trimestre est en grande partie imputable au paiement de 882 millions de dollars versé au titre des licences de spectre pour les services sans fil évolués et à la hausse des dépenses en immobilisations du secteur des services filaires. L'augmentation au cours des neuf premiers mois tient compte du paiement versé au titre des licences de spectre pour les services sans fil évolués ainsi que des acquisitions d'Emergis et de Fastvibe effectuées en janvier 2008 pour un montant totalisant 687 millions de dollars, déduction faite des espèces acquises, résultat qui a été neutralisé en partie par la diminution des dépenses en immobilisations du secteur des services sans fil.

Comme il est décrit à la *rubrique 2*, « *Se doter de moyens nationaux* », la société a annoncé le lancement national d'un réseau et de services sans fil de prochaine génération d'ici le début de 2010, lesquels se fonderont sur la plus récente technologie HSPA (d'après l'anglais *high speed packet access*). La société partagera les coûts de mise en place de ce réseau avec Bell Canada, en vertu d'une nouvelle entente de partage du réseau améliorée. Les indications de TELUS au chapitre des dépenses en immobilisations totales pour 2008 demeurent inchangées et tiennent compte de ces dépenses pour l'exercice considéré. TELUS prévoit que le total des dépenses en immobilisations liées aux services sans fil en 2009, en incluant les dépenses liées à la mise en place du réseau HSPA, seront, temporairement, légèrement supérieures aux niveaux historiques et se chiffreront à environ 750 millions de dollars. Se reporter à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* au début du présent rapport de gestion, ainsi qu'aux risques décrits à la *rubrique 10.4*, « *Technologie* ».

- Les rentrées nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 356,8 millions de dollars et à 733,5 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, comparativement à des sorties nettes de 403,0 millions de dollars et de 1 041,7 millions de dollars, respectivement, au cours des périodes correspondantes de 2007. Les rentrées nettes liées aux activités de financement en 2008 tiennent compte d'une augmentation du montant à l'égard du programme de papier commercial, de la hausse des montants empruntés au titre de la facilité de crédit bancaire échéant en 2012, et de l'émission, en avril 2008, de 500 millions de dollars de billets échéant en 2015, aux fins du financement du paiement de 881,6 millions de dollars au titre des licences de spectre pour les SSFE versé au troisième trimestre, et des acquisitions effectuées en janvier pour un montant totalisant 691,3 millions de dollars, déduction faite des espèces acquises. Les sorties nettes liées aux activités de financement en 2007 tenaient compte du remboursement, en juin, d'une tranche de 1,5 milliard de dollars de billets arrivés à échéance.
- Les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 932,7 millions de dollars et de 693,1 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats tiennent en grande partie au paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE versé au troisième trimestre de 2008. Les activités de financement ont étayé les flux de trésorerie disponibles en 2008, de manière à financer l'achat des licences de spectre pour les SSFE au troisième trimestre et les acquisitions conclues en janvier.

2. Activités principales, vision et stratégie

L'analyse qui suit est assujettie dans sa totalité à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion, ainsi qu'à la *rubrique 10, « Risques et gestion des risques »*, du rapport de gestion annuel 2007 de TELUS et aux mises à jour présentées dans les rapports de gestion des premier, deuxième et troisième trimestres de 2008 de TELUS.

Une analyse détaillée des activités principales, de la vision et de la stratégie de TELUS est présentée dans le rapport de gestion annuel 2007. Les activités soutenant les six impératifs stratégiques de la société mises en œuvre en 2008 comprennent les activités suivantes :

Se doter de moyens nationaux pour les services de données, IP, de voix et sans fil

En juillet, les soumissions de TELUS ont été couronnées de succès relativement à des blocs de 20 MHz et de 10 MHz dans les bandes de 1700 MHz et de 2100 MHz dans le cadre des enchères de licences de spectre pour les SSFE tenues par Industrie Canada. Le spectre moyen acquis par TELUS à l'échelle nationale est de 16,2 MHz, ce qui lui permettra de renforcer sa solide position en matière de spectre et devrait lui fournir la capacité voulue pour lancer des services de quatrième génération dans l'avenir.

En septembre, la société a mis hors service son réseau (analogique) sans fil de première génération mis en place au milieu des années 80. Ce réseau avait atteint la fin de sa durée de service, et seuls 27 600 abonnés l'utilisaient avant sa mise hors service. TELUS a commencé à aviser ces abonnés de la mise hors service un an plus tôt environ. Elle a offert à ces abonnés des téléphones numériques gratuits ainsi que l'option d'acheter des téléphones à longue portée plus puissants pour un prix inférieur au prix coûtant. La mise hors service du réseau analogique libère davantage de spectre aux fins de la capacité numérique et permet à la société de concentrer ses efforts sur l'amélioration du réseau de troisième génération en place et de préparer le déploiement futur de services de quatrième génération.

TELUS a annoncé récemment qu'elle a décidé de fonder son réseau à large bande sans fil de quatrième génération sur la technologie Long Term Evolution (« LTE ») et qu'elle procédera entre-temps à la mise en place, à l'échelle nationale, d'un service sans fil de prochaine génération; ce service, qui sera offert sur le marché d'ici le début de 2010, se fondera sur la plus récente technologie HSPA et fera appel à des bandes de spectre de 1900 MHz et de 850 MHz. Le service fondé sur la technologie HSPA devrait permettre à TELUS d'accroître sa gamme de services sans fil et de se positionner de manière à faciliter la transition vers la technologie LTE. La gamme actuelle de services sans fil de TELUS comprend des réseaux fondés sur la technologie d'accès multiple par répartition de code (« AMRC ») qui donnent accès aux services sans fil à haute vitesse de troisième génération (EVDO), ainsi que le service Mike^{MD} fondé sur la technologie iDEN, la technologie PTT (Push to Talk^{MD}) et le service aux clients d'affaires. La technologie LTE est une nouvelle technologie de quatrième génération que favorisent un grand nombre des plus importantes entreprises de télécommunications et des principaux fournisseurs au monde, mais la société ne s'attend pas à ce qu'elle soit offerte sur le marché avant plusieurs années. Les avantages que nous prévoyons tirer de notre investissement dans la technologie HSPA incluent notamment ce qui suit : augmentation des services d'itinérance à l'étranger pour les abonnés existants de TELUS, accroissement des produits d'exploitation que TELUS tire des services d'itinérance à l'étranger, réseaux plus rapides, réduction du coût des appareils en raison du grand nombre d'appareils fonctionnant sur le réseau HSPA, et baisse des coûts de mise en place et d'exploitation du réseau. TELUS prévoit également continuer à soutenir ses abonnés des réseaux AMRC et iDEN (Mike) dans un avenir prévisible.

À la suite d'un processus d'évaluation exhaustif, la société a sélectionné deux fournisseurs, soit Nokia Siemens Networks et Huawei, aux fins de la mise en place de son réseau sans fil de prochaine génération. TELUS a également annoncé qu'elle avait conclu une entente de partage du réseau HSPA avec Bell Canada. Cette entente prolonge et améliore l'entente signée en 2001 et elle devrait permettre à la société de réduire les coûts de mise en place, d'accélérer le déploiement des services sans fil de transmission de la voix et de données de prochaine génération dans tout le pays, d'optimiser l'utilisation des stations cellulaires et de maximiser l'efficacité opérationnelle. Les dépenses en immobilisations initiales liées au nouveau réseau sont comprises dans les indications initiales de TELUS au chapitre des dépenses en immobilisations pour 2008, lesquelles demeurent inchangées et se chiffrent à environ 1,9 milliard de dollars (se reporter à la *rubrique 9, « Indications pour l'exercice 2008 »*). TELUS prévoit que le total des dépenses en immobilisations liées aux services sans fil en 2009, en incluant les dépenses liées à la mise en place du réseau HSPA, seront, temporairement, légèrement supérieures aux niveaux historiques et se chiffreront à environ 750 millions de dollars. Se reporter à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* au début du présent rapport de gestion, ainsi qu'aux risques décrits à la *rubrique 10.4, « Technologie »*. La stratégie de TELUS visant le passage aux technologies HSPA et LTE s'aligne également sur ses objectifs visant à cibler les marchés en croissance des services de transmission de données, IP et sans fil, et à créer des partenariats afin d'accélérer la mise en œuvre de la stratégie de TELUS.

Cibler inlassablement les marchés en croissance des services de transmission de données, IP et sans fil

Le troisième trimestre de 2008 constitue la deuxième période intermédiaire complète pour laquelle les activités liées à la marque Koodo et au service sans fil postpayé de TELUS sont prises en compte. La société a lancé cette marque en mars, afin de mieux répondre aux besoins des segments du marché du sans-fil et de compléter les services offerts sous la marque-vedette TELUS. Les avantages prévus liés à ce service incluent une plus grande souplesse au chapitre de la prestation de services dans divers segments de marché, l'accroissement du nombre d'abonnés aux services postpayés, la protection des produits d'exploitation tirés de la marque de première qualité TELUS, et l'amélioration des programmes de fidélisation de la clientèle.

En octobre, la Société a annoncé qu'elle compte investir 33 millions de dollars pour construire son centre de données Internet le plus vert à Laval, au Québec. Le nouveau centre sera conçu selon les normes du LEED (d'après l'anglais *Leadership in Energy and Environmental Design*) et il soutiendra la croissance des services de transmission de données de TELUS. Un centre de données Internet est un immeuble à sécurité maximale qui abrite des serveurs puissants ainsi que des systèmes d'alimentation, de refroidissement et de sécurité redondants.

Investir dans les ressources internes en vue de créer une culture valorisant le rendement et de garantir l'efficacité de l'entreprise

À la mi-juillet, à la suite d'un essai sur une grande échelle touchant 150 000 abonnés des services résidentiels en Colombie-Britannique, TELUS a réussi la conversion des comptes de plus de un million des clients des services filaires résidentiels en Colombie-Britannique à un nouveau système de facturation et de service à la clientèle. Ce système est ainsi intégré à celui de l'Alberta, et pour la première fois, la plupart des abonnés des services résidentiels en Alberta et en Colombie-Britannique utilisent le même système de facturation et de service à la clientèle. Pour la conversion en Colombie-Britannique, TELUS a mis en application les leçons tirées lors de la conversion en Alberta en 2007, et la mise en service du nouveau système semble avoir été couronnée de succès. Le système de facturation crucial a produit les résultats prévus, et les cycles de facturation ont été maintenus. Le système d'entrée des commandes a également produit les résultats prévus, et la société n'a pas eu à composer avec les problèmes de capacité et de stabilité éprouvés initialement lors de la conversion effectuée en Alberta. La conversion effectuée en 2008 n'a pas eu de répercussions importantes sur les niveaux de service. Les avantages prévus au titre du service à la clientèle et des coûts de ce projet comprennent la rationalisation et l'uniformisation des processus ainsi que la suppression, au fil du temps, des multiples systèmes informatiques existants. Se reporter à la *rubrique 10.2*, « *Risques liés aux processus* ».

En septembre, la société a signé une nouvelle convention collective avec les membres du Syndicat des agents de maîtrise de TELUS (« SAMT »), qui prendra fin le 31 décembre 2011. Cette convention collective couvre plus de 500 professionnels et superviseurs au Québec. TELUS compte environ 5 000 membres d'équipe dans cette province à l'heure actuelle.

En septembre, la société a amorcé la réorganisation de trois unités d'exploitation, soit *Stratégie de technologie*, *Exploitation du réseau* et *Transformation de l'entreprise*, lesquelles ont été regroupées dans deux équipes intégrées, à savoir *Stratégie de technologie* ainsi que *Transformation de l'entreprise et Activités technologiques*. Les avantages futurs prévus découlant de cette réorganisation incluent notamment la rationalisation des activités, le déploiement plus efficace des technologies et des systèmes de soutien, un bon rapport coût-efficacité et un service à la clientèle amélioré. Se reporter à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* présentée au début du présent rapport de gestion.

En octobre, TELUS et le gouvernement du Québec ont annoncé la mise sur pied d'un programme de formation et la création de 149 emplois au sein de l'équipe de soutien technique de la société au Québec. Plus de 1,6 million de dollars seront investis dans ce programme de formation à valeur ajoutée, et une tranche d'environ 405 000 dollars de ce montant proviendra d'Emploi-Québec. De plus en plus d'abonnés des services sans fil de TELUS utilisent des téléphones intelligents munis de diverses fonctions et effectuent des appels plus souvent pour obtenir un soutien technique. Le nouveau programme de formation permettra aux techniciens qui fournissent des services de soutien aux abonnés de TELUS partout au Canada d'acquérir des connaissances spécialisées.

3. Catalyseurs clés de rendement

L'analyse qui suit est assujettie dans sa totalité à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion, ainsi qu'à la *rubrique 10*, « *Risques et gestion des risques* », du rapport de gestion annuel 2007 de TELUS et aux mises à jour présentées dans les rapports de gestion des premier, deuxième et troisième trimestres de 2008 de TELUS.

TELUS élabore de nouvelles priorités à chaque exercice en vue de faire progresser sa stratégie, de se concentrer sur les débouchés et les défis à court terme, et de créer de la valeur pour les actionnaires.

Priorités de la société pour 2008
Générer des profits des services stratégiques en portant une attention particulière aux services de transmission de données
Poursuivre notre expansion dans les marchés verticaux et tirer parti de l'acquisition d'Emergis
Tirer des gains de productivité grâce à des initiatives d'amélioration efficaces
Rehausser l'expérience client et renforcer davantage la fidélisation
Mettre en œuvre des initiatives technologiques, incluant les plateformes pour les services à large bande et les services TI

4. Capacité d'obtenir des résultats

L'analyse qui suit est assujettie dans sa totalité à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion, ainsi qu'à la *rubrique 10, « Risques et gestion des risques »*, du rapport de gestion annuel 2007 de TELUS et à la *rubrique 10* du présent rapport de gestion.

4.1 Principaux marchés et concurrents

Au 30 septembre 2008, les principaux marchés et les concurrents actifs n'ont pas changé de façon importante de ceux décrits dans le rapport de gestion annuel 2007 de TELUS. La société s'attend à une intensification de la concurrence dans le marché du sans-fil dans l'avenir, car plusieurs nouveaux venus possibles ont, à titre provisoire, acquis des licences de spectre régional lors des enchères de spectre pour les SSFE ayant pris fin en juillet 2008, comme il est illustré ci-dessous. La société s'attend à ce que les nouveaux venus possibles sur le marché, pour autant qu'ils auront satisfait aux critères d'admissibilité d'Industrie Canada, commencent à offrir des services en 2009 ou plus tard, au fur et à mesure qu'ils établiront leurs activités et mettront en place leurs réseaux sans fil dans les régions pour lesquelles ils sont titulaires de licences. Certains nouveaux venus pourraient former des alliances entre eux. Se reporter à la *rubrique 10.1, « Réglementation »*.

Concurrents actuels et possibles ayant acquis des licences lors des enchères de spectre tenues par Industrie Canada du 27 mai au 21 juillet 2008	
Concurrents	Principales zones géographiques
Fournisseurs de services titulaires à l'échelle nationale, qui sont propriétaires des installations Rogers Communications Inc. Bell Mobilité Inc. (Bell Canada) TELUS	Expansion de la capacité existante au pays Expansion de la capacité existante au pays Expansion de la capacité existante au pays
Fournisseurs de services titulaires à l'échelle provinciale, qui sont propriétaires des installations MTS Allstream SaskTel	Expansion de la capacité existante au Manitoba Expansion de la capacité existante en Saskatchewan
Nouveaux venus possibles ¹ Globalive Wireless LP Data & Audio-Visual Enterprises 6934579 Canada Inc. (BMV Holdings) Quebecor Inc. (9193-2962 Québec Inc.) Shaw Communications Inc. Bragg Communications Inc. Novus Wireless Inc. Blue Canada Wireless Inc. Autres	Licences de spectre dans la plupart des régions, qui excluent en grande partie le Québec Licences de spectre dans la plupart des grands centres, sauf en Saskatchewan, au Manitoba, au Québec et dans les provinces de l'Atlantique Licences de spectre dans le sud et l'est de l'Ontario ainsi que dans le sud et l'est du Québec Licences de spectre régional au Québec et dans certaines régions de l'Ontario, y compris Toronto Licences de spectre régional dans l'ouest du Canada et dans le nord de l'Ontario Licences de spectre régional dans les provinces de l'Atlantique et dans le sud-ouest de l'Ontario, ainsi qu'à Grande Prairie, en Alberta Licences de spectre provincial en Colombie-Britannique et en Alberta Licences de spectre provincial en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard Trois zones locales au total
1. Assujettis aux exigences en matière de mise en place d'un réseau sans fil dans les zones géographiques où ces nouveaux venus ont décidé d'offrir des services.	

4.2 Capacités opérationnelles

Ce trimestre, un certain nombre de faits nouveaux concernant la société ont influé sur ses capacités opérationnelles actuelles ou futures, notamment l'obtention, à titre provisoire, de spectre supplémentaire pour les services sans fil à l'échelle nationale, l'annonce de la mise en place immédiate d'un réseau et de services sans fil de prochaine génération, ainsi que la conversion réussie du système de facturation et de service à la clientèle pour les abonnés des services résidentiels en Colombie-Britannique. De plus amples renseignements sur ces faits nouveaux et sur d'autres faits nouveaux sont présentés à la *rubrique 2*, « *Activités principales, vision et stratégie* ».

4.3 Situation de trésorerie et sources de financement

Politiques financières liées à la structure du capital (note 3 des états financiers consolidés)

La société gère le capital dans le but i) de maintenir une structure du capital souple qui optimise le coût du capital en fonction d'un risque acceptable; ii) d'assurer un équilibre entre les intérêts des porteurs de titres de participation et ceux des porteurs de titres de créance.

Aux fins de la gestion du capital, la définition de capital inclut les capitaux propres (excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu), la dette à long terme (y compris tous les actifs ou passifs de couverture connexes, déduction faite des montants inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat étendu), l'encaisse et les placements temporaires, ainsi que les créances titrisées.

La société gère la structure du capital et ajuste celle-ci en fonction des variations de la conjoncture et des risques liés aux actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, la société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, elle peut racheter des actions à des fins d'annulation dans le cadre d'offres de rachat dans le cours normal des activités, elle peut émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, elle peut émettre de nouveaux titres de créance afin de remplacer une dette existante dotée de caractéristiques différentes, ou elle peut accroître ou réduire le montant des créances clients vendues à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance.

La société surveille le capital au moyen de diverses mesures, notamment le ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration, ainsi que le ratio de distribution des bénéfices nets prévisibles. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la *rubrique 7.4*, « *Situation de trésorerie et sources de financement* ».

Situation de trésorerie et financement

Plan financier de TELUS pour 2008 et résultats depuis le début de l'exercice
<p>Racheter des actions ordinaires et des actions sans droit de vote de TELUS aux termes d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« RCNA »)</p> <p>Au cours des neuf premiers mois de 2008, la société a racheté 0,95 million d'actions ordinaires et 5,66 millions d'actions sans droit de vote à des fins d'annulation, pour un décaissement total de 274,3 millions de dollars. Se reporter à la <i>rubrique 7.3</i>, « <i>Sorties liées aux activités de financement</i> ». Depuis le 20 décembre 2004, TELUS a racheté 20,2 millions d'actions ordinaires et 39,4 millions d'actions sans droit de vote, pour un décaissement de 2,79 milliards de dollars, aux termes de quatre RCNA, conformément à la décision de la société de verser l'excédent de trésorerie aux actionnaires.</p>
<p>Payer des dividendes</p> <p>Les dividendes déclarés au troisième trimestre de 2008 se chiffrent à 45 cents par action, en hausse de 20 % par rapport à 37,5 cents par action à la période correspondante de 2007.</p>
<p>Utiliser le produit des créances titrisées et les facilités bancaires, au besoin, pour compléter les flux de trésorerie disponibles et combler les autres besoins de trésorerie</p> <p>Le solde du produit tiré des créances titrisées au 30 septembre 2008 s'est établi à 250 millions de dollars, soit un résultat en hausse de 100 millions de dollars par rapport au 30 juin 2008, et en baisse de 250 millions de dollars par rapport au 31 mars 2008 et au 31 décembre 2007. La réduction des créances titrisées au deuxième trimestre a eu lieu après l'émission de titres de créance décrite ci-dessous.</p> <p>En janvier 2008, la société a accru l'encours de sa facilité de crédit échéant en 2012 de 2 milliards de dollars. Le produit a été utilisé aux fins générales de la société, y compris l'acquisition d'Emergis. L'encours de la facilité de crédit renouvelable échéant en 2012 se chiffrait à 430 millions de dollars au 30 septembre 2008, soit une hausse par rapport à un encours de 162 millions de dollars au 30 juin 2008, par rapport à un encours de 320,9 millions de dollars au 31 mars 2008 et par rapport à un encours de néant au début de l'exercice. L'augmentation au troisième trimestre a servi à financer le paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE.</p>

Situation de trésorerie et financement (suite)

<p>Maintenir la conformité aux objectifs, aux politiques et aux lignes directrices sur le plan financier</p> <p><u>Maintenir des liquidités inutilisées d'au moins 1 milliard de dollars</u> – Le 3 mars 2008, la société a conclu une nouvelle facilité de crédit de 700 millions de dollars et d'une durée de 364 jours auprès d'un groupe de banques canadiennes. Cette nouvelle facilité fournit des liquidités supplémentaires à TELUS et elle permet à la société de continuer à satisfaire à l'un de ses objectifs financiers, soit généralement le maintien de liquidités inutilisées de 1 milliard de dollars. Les liquidités disponibles de TELUS aux termes des facilités de crédit inutilisées se chiffraient à plus de 1,1 milliard de dollars au 30 septembre 2008, y compris la facilité de crédit d'une durée de 364 jours. Se reporter à la <i>rubrique 7.5, « Facilités de crédit »</i>.</p> <p><u>Ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration de 1,5 à 2,0 fois</u> – Le ratio était de 1,9 fois au 30 septembre 2008.</p> <p><u>Ratio de distribution se situant dans la fourchette de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles</u> – Le ratio s'est établi à 54 %, selon le taux de dividende annualisé du troisième trimestre et les résultats ajustés de manière à ne pas tenir compte de l'incidence des ajustements favorables liés aux impôts pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2008. Le ratio s'est établi à 47 %, selon le taux de dividende annualisé du troisième trimestre et les bénéfices réels pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2008.</p>
<p>Maintenir sa position de pleine couverture du risque de change à l'égard de sa dette</p> <p>Maintenue en ce qui concerne les billets en dollars américains à 8,00 % échéant en 2011, soit la seule émission restante de titres de créance libellés en devises.</p>
<p>Envisager le recours aux marchés de la dette publique en 2008 afin de refinancer les financements à court terme au moyen de financements à long terme</p> <p>Le 9 avril, TELUS a émis des billets de série CE portant intérêt à 5,95 % et échéant le 15 avril 2015, pour un produit brut d'environ 500 millions de dollars. Le produit net de l'émission a été utilisé aux fins générales de la société, notamment le remboursement des montants empruntés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 et le refinancement des financements à court terme. En août 2008, la société a augmenté le montant maximal à l'égard de son programme de papier commercial, lequel est passé de 800 millions de dollars à 1,2 milliard de dollars; ce programme est appuyé par la facilité de crédit de sûreté de la société échéant en 2012. Au 30 septembre 2008, l'encours du papier commercial s'élevait à 967,6 millions de dollars. En règle générale, la société a recours aux sources de financement entraînant les coûts les moins élevés, qui peuvent varier au fil du temps selon les divers instruments de créance.</p>
<p>Préserver l'accès aux marchés financiers à des coûts raisonnables en maintenant des cotes de crédit de qualité et en visant des cotes améliorées de l'ordre de BBB+ à A-, ou l'équivalent, à l'avenir</p> <p>Au 5 novembre 2008, les cotes de crédit de première qualité attribuées par les quatre agences de notation qui couvrent TELUS se situaient dans les limites de la cote visée. Les cotes suivantes ont été attribuées relativement à l'émission de titres de créance effectuée par TELUS en avril 2008 : cote A (faible) attribuée par DBRS Ltd., cote Baa1 attribuée par Moody's Investors Service, cote BBB+ attribuée par Fitch Ratings, et cote BBB+ attribuée par Standard & Poor's. Les tendances et les perspectives attribuées sont toutes stables et compatibles avec les cotes actuelles attribuées à TELUS relativement à ses titres de créance. Le 6 août 2008, TELUS a augmenté le montant maximal à l'égard de son programme de papier commercial, lequel est passé de 800 millions de dollars à 1,2 milliard de dollars; ce programme demeure appuyé par la facilité de crédit de sûreté échéant en 2012. Le 7 août 2008, DBRS Ltd. a confirmé la cote R-1 (faible) avec perspective stable attribuée au programme de papier commercial de TELUS. Se reporter à la <i>rubrique 7.7, « Cotes de crédit »</i>.</p>

4.4 Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

5. Résultats d'exploitation

5.1 Généralités

La société compte deux secteurs isolables, soit les services filaires et les services sans fil. La segmentation s'appuie sur des similitudes au chapitre de la technologie, des compétences techniques exigées pour fournir les produits et services, les caractéristiques des clients des canaux de distribution et de l'application des règlements. Les ventes intersectorielles sont comptabilisées à la valeur d'échange. L'information sectorielle est régulièrement communiquée au chef de la direction de la société, qui est le principal responsable de l'exploitation. Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires.

5.2 Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T3 2008	T2 2008	T1 2008	T4 2007	T3 2007	T2 2007	T1 2007	T4 2006
Produits d'exploitation	2 449,3	2 398,7	2 350,6	2 330,8	2 309,9	2 228,1	2 205,6	2 254,6
Charges d'exploitation (ajustées) ¹	1 465,1	1 476,9	1 394,2	1 370,7	1 323,7	1 338,5	1 263,1	1 362,4
Option de règlement en espèces net liée aux options	0,3	(0,3)	0,2	0,6	(7,2)	1,8	173,5	—
Charges d'exploitation	1 465,4	1 476,6	1 394,4	1 371,3	1 316,5	1 340,3	1 436,6	1 362,4
Coûts de restructuration	9,8	4,5	6,7	6,1	6,4	3,2	4,7	7,9
BAIIA ²	974,1	917,6	949,5	953,4	987,0	884,6	764,3	884,3
Amortissement des immobilisations corporelles	344,0	343,5	345,7	386,2	332,5	318,3	317,7	353,2
Amortissement des actifs incorporels	92,1	76,0	76,4	68,1	70,1	72,5	49,6	53,9
Bénéfice d'exploitation	538,0	498,1	527,4	499,1	584,4	493,8	397,0	477,2
Autres charges (produits)	5,6	2,4	16,8	5,8	8,0	18,5	3,8	10,1
Coûts de financement	121,2	114,3	109,4	109,1	86,2	127,2	117,6	133,6
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	411,2	381,4	401,2	384,2	490,2	348,1	275,6	333,5
Impôts sur les bénéfices	125,1	113,5	109,4	(18,0)	78,6	93,7	79,3	91,6
Part des actionnaires sans contrôle	1,0	0,9	0,8	2,1	1,7	1,3	1,5	1,4
Bénéfice net	285,1	267,0	291,0	400,1	409,9	253,1	194,8	240,5
Bénéfice par action ordinaire et action sans droit de vote								
– De base	0,89	0,83	0,90	1,23	1,24	0,76	0,58	0,71
– Dilué	0,89	0,83	0,90	1,22	1,23	0,75	0,57	0,70
Dividendes déclarés par action ordinaire et action sans droit de vote	0,45	0,45	0,45	0,45	0,375	0,375	0,375	0,375

1. Excluant la charge (le recouvrement) au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

2. Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ».

Tendances

La tendance observée au chapitre des produits d'exploitation consolidés continue à refléter la croissance des produits tirés des services de réseau sans fil, en raison de la hausse du nombre d'abonnés, ainsi que la croissance élevée des produits tirés des services filaires de transmission de données, y compris les produits découlant des deux acquisitions effectuées en janvier 2008. Les PMAA (produits mensuels moyens par appareil d'abonné) liés aux services sans fil pour le troisième trimestre de 2008 ont augmenté de 1,41 \$ par rapport au deuxième trimestre de 2008, mais ils ont diminué de 0,66 \$ d'un exercice à l'autre. La baisse d'un exercice à l'autre tient au fait que la diminution des PMAA tirés des services de transmission de la voix a largement neutralisé la croissance élevée des PMAA tirés des services de transmission de données. La baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix reflète la concurrence au chapitre des tarifs, la diminution des PMAA tirés du service Mike, l'utilisation accrue des forfaits minutes incluses et le lancement récent de la marque et du service postpayé Koodo Mobile. Avant 2008, la croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données a été neutralisée entièrement par la baisse des produits tirés des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix, laquelle est imputable au passage vers les services sans fil et Internet, ainsi qu'à la concurrence de la part des fournisseurs, des revendeurs et des entreprises dotées d'installations offrant des services VoIP. En raison de la réduction des pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau au deuxième trimestre de 2008 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau correspondent aux niveaux annualisés récents, alors qu'un câblodistributeur concurrent a élargi sa gamme de produits et sa couverture. Les gains continus au chapitre des lignes commerciales d'accès au réseau ont neutralisé en partie les pertes de lignes résidentielles d'accès.

Les ajouts plus élevés d'abonnés des services sans fil, les frais d'acquisition connexes et les ventes d'équipement ont, dans le passé, revêtu un caractère hautement saisonnier au quatrième trimestre, donnant lieu à un BAIIA du secteur des services sans fil moins élevé. Le caractère saisonnier a, dans une moindre mesure, une incidence sur les ajouts d'abonnés aux services filaires Internet haute vitesse et sur les coûts connexes au quatrième trimestre.

Avec prise d'effet à l'exercice 2008, les charges d'exploitation consolidées (ajustées) tiennent compte des charges liées aux deux acquisitions effectuées en janvier. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2007, les charges d'exploitation tiennent compte des charges ou des recouvrements comptabilisés relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005, comme il est fait mention à la rubrique 1.4 et ci-dessus.

La tendance à la baisse observée au chapitre de l'amortissement des immobilisations corporelles a pris fin au second semestre de 2007, la réduction des durées de service estimatives de certains actifs liés à la commutation de circuits et à la gestion du réseau ayant donné lieu à des réductions de valeur d'environ 20 millions de dollars et 47 millions de dollars, respectivement, aux troisième et quatrième trimestres de 2007. L'amortissement des immobilisations corporelles devrait augmenter légèrement pour l'exercice complet 2008 par rapport à l'exercice 2007, en raison d'une augmentation prévue des immobilisations et d'une réduction des durées de service estimatives de certains actifs liés à la commutation de circuits et d'autres actifs. Se reporter à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs*.

L'augmentation séquentielle de l'amortissement des actifs incorporels au premier trimestre de 2008 tient principalement aux acquisitions effectuées. Un important nouveau système de facturation et de service à la clientèle dans le secteur des services filaires a été mis en service pour les abonnés des services résidentiels en Alberta en mars 2007, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un montant supplémentaire de 18 millions de dollars au titre de l'amortissement des actifs incorporels à chaque trimestre depuis le deuxième trimestre de 2007. La mise en service des nouvelles phases du système de facturation pour les abonnés des services résidentiels en Colombie-Britannique à la mi-juillet 2008 a entraîné une augmentation d'environ 5 millions de dollars de l'amortissement des actifs incorporels au troisième trimestre. Par ailleurs, au quatrième trimestre de 2006 et au premier trimestre de 2007, respectivement, des montants d'environ 5 millions de dollars et 5 millions de dollars relatifs aux crédits d'impôt à l'investissement ont été portés en réduction de la charge d'amortissement touchant des immobilisations capitalisées lors d'exercices antérieurs qui sont maintenant entièrement amorties, après qu'un agent du fisc a établi leur admissibilité. L'amortissement des actifs incorporels devrait augmenter de façon importante pour l'exercice complet 2008 par rapport à l'exercice 2007, en raison de l'acquisition d'Emergis et de la mise en service des nouvelles phases du système intégré de facturation et de service à la clientèle. Se reporter à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs*.

Les coûts de financement illustrés dans le tableau précédent sont présentés déduction faite des intérêts créditeurs, y compris les intérêts découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs, particulièrement au troisième trimestre de 2007. La tendance observée au chapitre des intérêts débiteurs reflète une baisse, qui tient principalement à la réduction du taux d'intérêt effectif lié aux activités de financement au premier semestre de 2007 et en avril 2008. La hausse des intérêts débiteurs au troisième trimestre de 2008 est imputable à l'augmentation du solde de la dette utilisée pour financer les acquisitions effectuées en janvier et le paiement au titre des licences de spectre pour les services sans fil évolués.

Les tendances historiquement à la hausse observées au chapitre du bénéfice net et du bénéfice par action reflètent les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements découlant des variations des impôts sur les bénéfices, des règlements et des redressements visant des exercices antérieurs, y compris les intérêts connexes sur les redressements. La diminution du nombre d'actions en circulation découlant des rachats continus d'actions a eu une incidence favorable sur le bénéfice par action.

Ajustements liés aux impôts sur les bénéfices (en millions de dollars, sauf le bénéfice par action)	T3 2008	T2 2008	T1 2008	T4 2007	T3 2007	T2 2007	T1 2007	T4 2006
Incidence approximative sur le bénéfice net	—	—	17	143	93	17	4	20
Incidence approximative sur le bénéfice par action	—	—	0,05	0,44	0,28	0,05	0,01	0,06
Bénéfice par action de base approximatif excluant les incidences fiscales	0,89	0,83	0,85	0,79	0,96	0,71	0,57	0,65

En plus des ajustements liés aux impôts sur les bénéfices, des ajustements défavorables au titre des redressements pour la taxe de vente se rapportant à des exercices antérieurs ont été comptabilisés au troisième trimestre de 2008 et au deuxième trimestre de 2007. L'ajustement après impôts du troisième trimestre de 2008 s'établissait environ à 8 millions de dollars, ou deux cents par action, alors que l'ajustement après impôts du deuxième trimestre de 2007 s'établissait environ à 7 millions de dollars, ou deux cents par action.

5.3 Résultats d'exploitation consolidés

(en millions de dollars, sauf la marge du BAIIA, qui est exprimée en %)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Produits d'exploitation	2 449,3	2 309,9	6,0 %	7 198,6	6 743,6	6,7 %
Charges d'exploitation	1 465,4	1 316,5	11,3 %	4 336,4	4 093,4	5,9 %
Coûts de restructuration	9,8	6,4	53,1 %	21,0	14,3	46,9 %
BAIIA ¹	974,1	987,0	(1,3) %	2 841,2	2 635,9	7,8 %
Amortissement des immobilisations corporelles	344,0	332,5	3,5 %	1 033,2	968,5	6,7 %
Amortissement des actifs incorporels	92,1	70,1	31,4 %	244,5	192,2	27,2 %
Bénéfice d'exploitation	538,0	584,4	(7,9) %	1 563,5	1 475,2	6,0 %
Charges d'exploitation (ajustées) ²	1 465,1	1 323,7	10,7 %	4 336,2	3 925,3	10,5 %
BAIIA (ajusté) ²	974,4	979,8	(0,6) %	2 841,4	2 804,0	1,3 %
Bénéfice d'exploitation (ajusté) ²	538,3	577,2	(6,7) %	1 563,7	1 643,3	(4,8) %
Marge du BAIIA ³	39,8	42,7	(2,9) pts	39,5	39,1	0,4 pt
Marge du BAIIA (ajustée) ³	39,8	42,4	(2,6) pts	39,5	41,6	(2,1) pts

1. Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ».
2. Exclut des charges (recouvrements) de 0,3 million de dollars et de 0,2 million de dollars, respectivement, comptabilisé(e)s au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, et de (7,2) millions de dollars et de 168,1 millions de dollars, respectivement, comptabilisé(e)s au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options. Le recouvrement constaté au troisième trimestre de 2007 constituait un ajustement du montant estimatif initial comptabilisé.
3. BAIIA ou BAIIA (ajusté) divisé par les produits d'exploitation.

L'analyse qui suit porte sur les résultats consolidés de TELUS. Des informations sectorielles sont fournies à la rubrique 5.4, « Résultats du secteur des services filaires », à la rubrique 5.5, « Résultats du secteur des services sans fil », et à la rubrique 7.2, « Sorties liées aux activités d'investissement ».

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation ont augmenté de 139,4 millions de dollars et de 455,0 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. La croissance des produits d'exploitation et du nombre d'abonnés s'est poursuivie en ce qui concerne les services sans fil et les services filaires de transmission de données. Les deux acquisitions conclues en janvier 2008 ont également eu une incidence positive sur les produits d'exploitation tirés des services filaires de transmission de données. Les produits d'exploitation tirés des services interurbains de transmission de la voix ont continué à reculer, tandis que les produits d'exploitation tirés des services locaux de transmission de la voix ont diminué d'un exercice à l'autre, en raison de l'incidence de la concurrence locale ainsi que du remplacement de la technologie.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation consolidées ont augmenté de 148,9 millions de dollars et de 243,0 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. Les charges d'exploitation ajustées pour ne pas tenir compte de la charge comptabilisée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options ont augmenté de 141,4 millions de dollars et de 410,9 millions de dollars, respectivement. L'augmentation des charges liées au secteur des services filaires est imputable aux acquisitions effectuées, à la hausse du coût des ventes, et aux coûts initiaux de mise en place pour les nouvelles entreprises clientes du secteur des services filaires, facteurs neutralisés en partie par l'absence de charges engagées à la suite de la conversion du système, de telles charges ayant été comptabilisées en 2007 relativement au nouveau système de facturation et de service à la clientèle en Alberta. Les charges relatives au secteur des services sans fil ont augmenté afin de soutenir la croissance de 10,6 % du nombre d'abonnés des services sans fil d'un exercice à l'autre et l'augmentation de 9 % des produits tirés du réseau sans fil, et elles comprennent les coûts de soutien pour accroître l'utilisation des services de transmission de données ainsi que les frais de démarrage liés au lancement de la nouvelle marque Koodo. L'amortissement net de TELUS au titre du régime de retraite à prestations déterminées n'a pas subi de variation importante.

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration ont progressé de 3,4 millions de dollars et de 6,7 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. La société s'attend à ce que les charges annuelles au titre de plusieurs initiatives secondaires s'inscrivent dans le cadre du programme d'efficience concurrentielle totalisent environ 50 millions de dollars en 2008.

BAIIA

Le BAIIA consolidé a diminué de 12,9 millions de dollars au troisième trimestre de 2008 et il a augmenté de 205,3 millions de dollars au cours des neuf premiers mois 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. En excluant l'option de règlement en espèces net liée aux options, le BAIIA consolidé (ajusté) a reculé de 5,4 millions de dollars au troisième trimestre et il a augmenté de 37,4 millions de dollars au cours des neuf premiers mois. Le BAIIA (ajusté) du secteur des services filaires a reculé de 7,4 millions de dollars et de 36,5 millions de dollars, respectivement, tandis que le BAIIA (ajusté) du secteur des services sans fil a augmenté de 2,0 millions de dollars et de 73,9 millions de dollars, respectivement.

Amortissement des immobilisations corporelles

L'amortissement des immobilisations corporelles a augmenté de 11,5 millions de dollars et de 64,7 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation tient en grande partie à la réduction des durées de service estimatives de certains actifs liés à la commutation de circuits et d'autres actifs, ainsi qu'à l'augmentation des immobilisations. Ces résultats à la hausse ont été neutralisés en partie par les ajustements comptabilisés en 2007 pour réduire les durées de service estimatives de certains actifs liés à l'équipement de réseau et à la commutation par paquets.

Amortissement des actifs incorporels

L'amortissement des actifs incorporels a augmenté de 22,0 millions de dollars et de 52,3 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse tiennent compte de l'amortissement d'un montant de 13 millions de dollars et de 38 millions de dollars, respectivement, au titre des nouvelles acquisitions (principalement l'amortissement de logiciels), d'un montant de 5 millions de dollars aux fins de la mise en service, en juillet, du nouveau système intégré de facturation et de service à la clientèle pour les abonnés des services filaires en Colombie-Britannique, ainsi que de l'augmentation des actifs incorporels amortissables.

L'augmentation pour les neuf premiers mois tient également compte; i) de l'amortissement, au premier trimestre de 2008, d'un montant supplémentaire de 18 millions de dollars au titre de la mise en service, en mars 2007, de la première phase d'un nouveau système de facturation et de service à la clientèle pour les abonnés des services filaires; ii) du montant d'environ 5 millions de dollars relatif aux crédits d'impôt à l'investissement qui a, au premier trimestre de 2007, été porté en réduction de la charge d'amortissement touchant des immobilisations capitalisées lors d'exercices antérieurs qui sont maintenant entièrement amorties, après que le fisc a établi leur admissibilité. Ces résultats à la hausse ont été neutralisés en partie par la baisse des charges découlant de l'amortissement intégral d'autres logiciels et d'actifs liés aux abonnés, ainsi que par l'amortissement dégressif d'actifs découlant de l'interruption des services fournis par AMP'D Mobile Canada en 2007.

L'amortissement des actifs incorporels devrait augmenter de façon importante pour l'exercice complet 2008 par rapport à 2007, en raison de l'acquisition d'Emergis et de la mise en service des nouvelles phases du système intégré de facturation et de service à la clientèle pour les abonnés des services filaires. Se reporter à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs*.

Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation a diminué de 46,4 millions de dollars au troisième trimestre de 2008 et il a augmenté de 88,3 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. En excluant les charges au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options comptabilisées au cours des deux exercices, le bénéfice d'exploitation (ajusté) a diminué de 38,9 millions de dollars et de 79,6 millions de dollars, respectivement, en raison principalement des variations du BAIIA (ajusté) et de l'augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, comme il est décrit ci-dessus.

Autres éléments de l'état des résultats

Autres charges, montant net (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
	5,6	8,0	(30,0) %	24,8	30,3	(18,2) %

Les autres charges comprennent la charge liée à la titrisation de créances, les dons de bienfaisance, les gains et les pertes à la cession de biens immobiliers et le bénéfice (la perte) ou la réduction de valeur de placements en actions ou de placements de portefeuille. La charge liée à la titrisation de créances s'est élevée à 1,8 million de dollars et à 8,7 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, en baisse de 5,3 millions de dollars et de 6,6 millions de dollars par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats sont imputables à la réduction du produit tiré des créances titrisées (se reporter à la rubrique 7.6, « Vente de créances »). Les pertes nettes sur les investissements en 2008, y compris les ajustements de l'évaluation liés aux investissements détenus à des fins de transaction, se sont élevées à 0,6 million de dollars au cours du troisième trimestre et à 6,8 millions de dollars pour les neuf premiers mois. La charge nette en 2007 tenait compte de la radiation, au deuxième trimestre, d'un montant de 11,8 millions de dollars au titre du placement en titres de capitaux propres dans AMP'D Mobile, Inc., ainsi que d'un montant d'environ 4 millions de dollars au titre des coûts divers liés à l'évaluation portant sur l'acquisition possible de BCE, évaluation sur laquelle la société s'est basée pour décider de ne pas acquérir BCE (montant comptabilisé au troisième trimestre de 2007). Des gains négligeables à la vente de propriétés ont été comptabilisés au cours des deux exercices.

Coûts de financement (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Intérêts sur la dette à long terme, obligations à court terme et autres	124,6	108,8	14,5 %	353,0	354,9	(0,5) %
(Gains) pertes de change	(1,8)	3,5	n.s.	(1,3)	11,1	n.s.
Intérêts capitalisés durant la construction	(0,2)	—	—	(2,8)	—	—
Intérêts créditeurs	(1,4)	(26,1)	94,6 %	(4,0)	(35,0)	88,6 %
	121,2	86,2	40,6 %	344,9	331,0	4,2 %

Les intérêts débiteurs ont augmenté de 15,8 millions de dollars au troisième trimestre de 2008 par rapport à la période correspondante de 2007, en raison de la hausse du solde de la dette, résultat neutralisé en partie par une diminution du taux d'intérêt effectif. Les intérêts débiteurs ont diminué de 1,9 million de dollars au cours des neuf premiers mois de 2008 par rapport à la période correspondante de 2007, car la baisse du taux d'intérêt effectif a été de façon générale neutralisée par une augmentation du solde moyen de la dette et par un ajustement comptabilisé en 2007 relativement à l'adoption initiale de la méthode du taux d'intérêt effectif pour comptabiliser les frais d'émission, en vertu du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* (comptabilisation et évaluation des instruments financiers).

Les intérêts créditeurs ont diminué de 24,7 millions de dollars et de 31,0 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. La diminution des intérêts créditeurs tient principalement aux intérêts sur les règlements fiscaux comptabilisés au troisième trimestre de 2007, ainsi qu'à la baisse du solde moyen des placements temporaires et des soldes bancaires.

Impôts sur les bénéfices (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Impôts fédéral et provinciaux combinés de base aux taux d'imposition prévus par la loi	128,3	164,6	(22,1) %	370,1	373,8	(1,0) %
Réévaluation du passif d'impôts futurs pour refléter les taux d'imposition prévus par la loi futurs	(5,7)	(8,6)	—	(31,8)	(36,5)	—
Écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs, et ajustements corrélatifs à ce redressement	(0,3)	(76,3)	—	(0,8)	(76,3)	—
Rémunération sous forme d'attributions d'options sur actions	1,3	1,1	—	4,2	(5,4)	—
Autres	1,5	(2,2)	—	6,3	(4,0)	—
	125,1	78,6	59,2 %	348,0	251,6	38,3 %
Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi (en %)	31,2	33,6	(2,4) pts	31,0	33,6	(2,6) pts
Taux d'imposition effectifs (en %)	30,4	16,0	14,4 pts	29,2	22,6	6,6 pts

La baisse de la charge d'impôts fédéral et provinciaux combinés au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008 par rapport aux périodes correspondantes de 2007 découle de la variation de (16,1) % et de 7,2 %, respectivement, du bénéfice avant impôts, ainsi que de la diminution des taux d'imposition combinés prévus par la loi. Une réduction de 1 % des taux d'imposition en Colombie-Britannique à compter du 1^{er} juillet 2008 est pratiquement entrée en vigueur au premier trimestre de 2008. De plus, les réductions antérieures des taux d'imposition fédéraux pour 2008 à 2012 sont entrées en vigueur aux deuxième et quatrième trimestres de 2007. Les taux d'imposition effectifs étaient moins élevés que les taux prévus par la loi, en raison de la réévaluation du passif d'impôts futurs découlant des réductions des taux d'imposition provinciaux et fédéraux futurs entrés en vigueur, des taux d'imposition futurs appliqués aux écarts temporaires, ainsi que des nouvelles cotisations liées à des questions fiscales touchant des exercices antérieurs.

En supposant que seront maintenus le taux de bénéfice de TELUS ainsi que la structure d'entité juridique actuelle et qu'il n'y aura aucun changement significatif aux règlements sur les impôts, la société prévoit que les paiements d'impôts en espèces seront relativement faibles en 2008 et elle prévoit une hausse considérable des paiements d'impôts sur les bénéfices en 2009. Le taux d'imposition combiné prévu par la loi devrait être d'environ 30,5 % à 31,5 % pour 2008. Se reporter à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* présentée au début du présent rapport de gestion.

Part des actionnaires sans contrôle (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
	1,0	1,7	(41,2) %	2,7	4,5	(40,0) %

La part des actionnaires sans contrôle représente la participation d'actionnaires minoritaires dans plusieurs petites filiales.

Résultat étendu

À l'heure actuelle, la notion de résultat étendu aux fins des PCGR du Canada consiste en grande partie, dans le cas précis de la société, à inclure les variations des capitaux propres découlant de variations non réalisées de la juste valeur des instruments financiers. Le calcul du résultat par action se base sur le bénéfice net ainsi que sur le bénéfice afférent aux actions ordinaires et aux actions sans droit de vote, comme l'exigent les PCGR.

5.4 Résultats du secteur des services filaires

Produits d'exploitation – secteur des services filaires (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Services locaux de transmission de la voix ¹	494,1	511,3	(3,4) %	1 492,7	1 559,0	(4,3) %
Services interurbains de transmission de la voix ²	172,7	181,3	(4,7) %	526,5	536,6	(1,9) %
Services de transmission de données ³	515,7	446,3	15,6 %	1 543,4	1 305,7	18,2 %
Autres	65,0	65,7	(1,1) %	191,8	189,0	1,5 %
Produits d'exploitation externes ⁴	1 247,5	1 204,6	3,6 %	3 754,4	3 590,3	4,6 %
Produits d'exploitation tirés d'activités intersectorielles	33,8	29,7	13,8 %	96,9	83,5	16,0 %
Total des produits d'exploitation ⁴	1 281,3	1 234,3	3,8 %	3 851,3	3 673,8	4,8 %

1. En excluant l'incidence des ajustements réglementaires pour 2008 et 2007, les produits tirés des services locaux de transmission de la voix ont diminué d'environ 3,4 % au cours des neuf premiers mois de 2008.
2. En excluant l'incidence de l'ajustement effectué au deuxième trimestre de 2007, les produits tirés des services interurbains de transmission de la voix ont reculé de 4,3 % au cours des neuf premiers mois de 2008.
3. En excluant les produits tirés des acquisitions des résultats de 2008 et en excluant l'incidence des réductions rétroactives obligatoires de tarifs liés aux services offerts aux concurrents pour 2008 et 2007, les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté d'environ 4 % et 6 %, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008.
4. En excluant les produits tirés des acquisitions et les ajustements réglementaires, les produits d'exploitation externes et le total des produits d'exploitation sont demeurés essentiellement inchangés au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008.

Les produits d'exploitation du secteur des services filaires ont augmenté de 47,0 millions de dollars et de 177,5 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007, en raison de ce qui suit :

- Les produits tirés des services locaux de transmission de la voix ont reculé de 17,2 millions de dollars et de 66,3 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la baisse découlent principalement de deux facteurs : i) la diminution des produits tirés des services d'accès de base et des services améliorés optionnels découlant de l'intensification de la concurrence visant les abonnés des services résidentiels, résultat qui a été neutralisé en partie par la croissance des services locaux d'affaires; ii) la baisse d'environ 13 millions de dollars, pour la période de neuf mois, des recouvrements au titre des comptes de report aux termes du régime de plafonnement des prix. Le recouvrement d'environ 14,5 millions de dollars constaté en 2007 au titre des comptes de report tenait compte de montants passés en charges précédemment relativement à la mise en œuvre obligatoire de la transférabilité des numéros locaux et des frais de démarrage, et il a neutralisé les ajustements rétroactifs obligatoires défavorables de tarifs liés aux services de base de transmission de données comptabilisés au cours de la même période, lesquels découlent de deux décisions réglementaires du CRTC (se reporter à l'analyse des produits tirés des services filaires de transmission de données présentée ci-après).

Lignes d'accès au réseau (en milliers)	Aux 30 septembre					
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Lignes résidentielles d'accès au réseau	2 444	2 643	(7,5) %			
Lignes commerciales d'accès au réseau	1 838	1 800	2,1 %			
Total des lignes d'accès au réseau	4 282	4 443	(3,6) %			
	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
(en milliers)	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Variation des lignes résidentielles d'accès au réseau	(53)	(42)	(26,2) %	(152)	(132)	(15,2) %
Variation des lignes commerciales d'accès au réseau	10	7	42,9 %	30	27	11,1 %
Variation du total des lignes d'accès au réseau	(43)	(35)	(22,9) %	(122)	(105)	(16,2) %

La perte de lignes résidentielles résulte notamment de la concurrence accrue de la part des revendeurs et des concurrents qui offrent des services VoIP (y compris les câblodistributeurs), ainsi que du remplacement de la technologie découlant du fait que les clients utilisent les services sans fil. La hausse du nombre de lignes commerciales s'est produite dans les régions urbaines de l'Ontario et du Québec.

- Les produits tirés des services interurbains de transmission de la voix ont diminué de 8,6 millions de dollars et de 10,1 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. La baisse des produits tirés des services interurbains pour les neuf premiers mois a été neutralisée en partie par la comptabilisation, au deuxième trimestre de 2007, d'un ajustement non récurrent négatif de 13 millions de dollars au titre de la mise en service d'un nouveau système de facturation pour les abonnés des services résidentiels en Alberta. En excluant cet ajustement non récurrent comptabilisé en 2007, les produits ont diminué de 8,6 millions de dollars et de 23,1 millions de dollars, respectivement, en raison principalement de la baisse de la moyenne des tarifs à la minute imputable à la concurrence au chapitre des prix dans l'ensemble de l'industrie et de la réduction du nombre d'abonnés des services résidentiels, résultats neutralisés en partie par l'augmentation des volumes à la minute.
- Les produits tirés des services filaires de transmission de données ont augmenté de 69,4 millions de dollars et de 237,7 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation tient principalement i) aux produits tirés des deux acquisitions effectuées en janvier 2008; ii) aux produits accrus liés aux services Internet et aux services de transmission et d'hébergement de données améliorés, qui découlent de l'accroissement des services au marché des affaires et de la croissance du nombre d'abonnés à Internet haute vitesse; iii) aux ventes à la hausse d'équipement de radiodiffusion, de vidéoconférence et de transmission de données; iv) aux réductions de tarifs rétroactives obligatoires comptabilisées en 2007 (comme il est fait mention au paragraphe suivant); v) à la prestation accrue aux consommateurs de services de divertissement numériques dans les marchés urbains où la société est l'entreprise titulaire. En excluant les acquisitions et les ajustements réglementaires, la croissance sous-jacente pour les neuf premiers mois s'est élevée à environ 6 %.

Des réductions de tarifs rétroactives totalisant environ 11 millions de dollars ont été comptabilisées au premier trimestre de 2007, conformément à la Décision de télécom CRTC 2007-6 (concernant les frais de liaison d'accès au réseau numérique) et à la Décision de télécom CRTC 2007-10 (concernant les frais du dispositif d'extension du service de base).

Abonnés à Internet (en milliers)	Aux 30 septembre					
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Abonnés à Internet haute vitesse	1 077,4	994,0	8,4 %			
Abonnés à Internet commuté	134,2	164,6	(18,5) %			
Total des abonnés aux services Internet	1 211,6	1 158,6	4,6 %			
	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
(en milliers)	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse	13,3	31,3	(57,5) %	57,2	77,3	(26,0) %
Réductions nettes d'abonnés à Internet commuté	(7,8)	(7,6)	(2,6) %	(21,1)	(29,5)	28,5 %
Total des ajouts nets d'abonnés aux services Internet	5,5	23,7	(76,8) %	36,1	47,8	(24,5) %

Les ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse ont diminué au troisième trimestre de 2008, par rapport à la période correspondante de 2007, même si les ajouts nets à l'exercice précédent ont été freinés dans une certaine mesure par une réduction de la capacité de traitement des commandes par suite de la mise en service d'un nouveau système de facturation et de service à la clientèle pour les abonnés des services résidentiels en Alberta. Les ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse ont reculé en 2008, en raison de l'expansion de la gamme de produits offerts par un câblodistributeur concurrent et du fait que le marché est de plus en plus établi.

- Les autres produits ont diminué de 0,7 million de dollars au troisième trimestre et ont augmenté de 2,8 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats tiennent à l'accroissement des ventes d'équipement de transmission de la voix en 2008, déduction faite des recouvrements au titre des rabais tarifaires pour la qualité du service fourni en 2007, par suite des décisions du CRTC qui ont clarifié l'application des règles concernant ces rabais pour TELUS.
- Les produits tirés d'activités intersectorielles ont augmenté relativement aux services fournis par le secteur des services filaires au secteur des services sans fil. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services sans fil.

Charges d'exploitation – secteur des services filaires (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Salaires, charges sociales et autres charges liées à l'effectif, avant l'option de règlement en espèces net liée aux options	470,0	425,2	10,5 %	1 410,4	1 282,1	10,0 %
Charge (recouvrement) au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	0,6	(9,5)	n.s.	(0,1)	143,6	n.s.
Autres charges d'exploitation	353,2	345,9	2,1 %	1 093,4	1 013,4	7,9 %
Charges d'exploitation	823,8	761,6	8,2 %	2 503,7	2 439,1	2,6 %
Coûts de restructuration	8,7	6,4	35,9 %	19,3	13,6	41,9 %
Total des charges d'exploitation	832,5	768,0	8,4 %	2 523,0	2 452,7	2,9 %
Total des charges d'exploitation (ajusté) ¹	831,9	777,5	7,0 %	2 523,1	2 309,1	9,3 %

1. Exclut les charges comptabilisées au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

Le total des charges d'exploitation ajusté de manière à ne pas tenir compte de la charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options a augmenté de 54,4 millions de dollars et de 214,0 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse tiennent principalement aux acquisitions, aux hausses annuelles au chapitre de la rémunération, à l'accroissement du coût des ventes, ainsi qu'aux coûts initiaux engagés aux fins de la mise en place des services pour de nouvelles entreprises clientes. Les hausses ont été neutralisées en partie par les charges comptabilisées en 2007 à la suite de la conversion du système de facturation et de service à la clientèle dans le secteur des services filaires en Alberta, y compris les charges engagées afin d'embaucher de la main-d'œuvre temporaire pour ajuster le système et maintenir les niveaux de service. Les charges relatives à la conversion du système de facturation comptabilisées au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007 se sont chiffrées à environ 8 millions de dollars et 24 millions de dollars, respectivement.

- Les salaires, charges sociales et autres charges liées à l'effectif ont augmenté de 44,8 millions de dollars et de 128,3 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation découle de l'accroissement de l'effectif, y compris l'effectif découlant de l'acquisition d'Emergis en janvier 2008, et de l'effectif aux fins de la prestation de services d'impartition aux clients, ainsi que des hausses annuelles au chapitre de la rémunération et du fait que les résultats en 2008 comptent une journée rémunérée supplémentaire.
- Les autres charges d'exploitation ont augmenté de 7,3 millions de dollars et de 80,0 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse sont imputables à l'augmentation du coût des ventes découlant de l'accroissement des ventes d'équipement de transmission de données générant des marges plus faibles, aux charges liées aux entreprises acquises, ainsi qu'à la hausse des coûts liés à la prestation de services de divertissement numériques, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des coûts liés à la main-d'œuvre capitalisés et par la baisse des frais de publicité et de promotion au troisième trimestre. Les coûts liés à la main-d'œuvre capitalisés ont augmenté en raison de la hausse des dépenses en immobilisations du secteur des services filaires. Les charges liées aux installations hors réseau ont aussi augmenté, aux fins de la prise en charge des nouvelles entreprises clientes. Les augmentations ont été neutralisées en partie par les charges engagées à la suite de la conversion du système et comptabilisées aux deuxième et troisième trimestres de 2007 relativement à la mise en service du nouveau système de facturation et de service à la clientèle dans le secteur des services filaires en Alberta.

De plus, pour les neuf premiers mois, les charges réglementées en fonction des produits au titre de la perception de la contribution en 2008 ne comprennent pas un recouvrement comptabilisé au deuxième trimestre de 2007. Les coûts liés à la main-d'œuvre externe ont augmenté afin de maintenir des niveaux de service plus élevés et de mettre en place les services pour de nouvelles entreprises clientes.

- Les coûts de restructuration se sont accrus de 2,3 millions de dollars et de 5,7 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Les charges de restructuration constatées en 2008 concernent plusieurs initiatives secondaires s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficacité concurrentielle de la société.

BAIIA (en millions de dollars) et marge du BAIIA (en %) – secteur des services filaires	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
BAIIA	448,8	466,3	(3,8) %	1 328,3	1 221,1	8,8 %
BAIIA (ajusté) ¹	449,4	456,8	(1,6) %	1 328,2	1 364,7	(2,7) %
Marge du BAIIA	35,0	37,8	(2,8) pts	34,5	33,2	1,3 pt
Marge du BAIIA (ajustée)	35,1	37,0	(1,9) pt	34,5	37,1	(2,6) pts

1. Exclut des charges (recouvrements) de 0,6 million de dollars et de (0,1) million de dollars, respectivement, comptabilisé(e)s au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, et de (9,5) millions de dollars et de 143,6 millions de dollars, respectivement, comptabilisé(e)s au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

Le BAIIA du secteur des services filaires a diminué de 17,5 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2008 et il a augmenté de 107,2 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation au cours des neuf premiers mois tient principalement à la charge constatée en 2007 au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options. Le BAIIA (ajusté) du secteur des services filaires a diminué de 7,4 millions de dollars et de 36,5 millions de dollars, respectivement, résultats qui tiennent à la baisse des marges découlant de l'accroissement des ventes d'équipement de transmission de données, aux coûts initiaux liés à la mise en place des services pour les nouvelles entreprises clientes, et à la hausse des coûts liés à la prestation de services de divertissement numériques.

5.5 Résultats du secteur des services sans fil

Produits d'exploitation – secteur des services sans fil (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Services de réseau	1 133,7	1 034,8	9,6 %	3 247,6	2 969,1	9,4 %
Équipement	68,1	70,5	(3,4) %	196,6	184,2	6,7 %
Produits d'exploitation externes	1 201,8	1 105,3	8,7 %	3 444,2	3 153,3	9,2 %
Produits d'exploitation tirés des activités intersectorielles	6,8	7,0	(2,9) %	21,0	20,0	5,0 %
Total des produits d'exploitation	1 208,6	1 112,3	8,7 %	3 465,2	3 173,3	9,2 %

Indicateurs clés de l'exploitation – secteur des services sans fil (en milliers)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Abonnés – postpayés	4 802,8	4 334,2	10,8 %	14 802,8	13 334,2	10,8 %
Abonnés – prépayés	1 178,4	1 072,3	9,9 %	3 478,4	3 072,3	9,9 %
Abonnés – total	5 981,2	5 406,5	10,6 %	18 281,2	16 406,5	10,6 %
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés (en %)	80,3	80,2	0,1 pt	80,3	80,2	0,1 pt
Population ¹ couverte par les services numériques, y compris l'itinérance et la revente (en millions) ²	32,4	31,6	0,8 %	97,4	93,6	0,8 %

	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Ajouts bruts d'abonnés – postpayés	300,0	217,1	38,2 %	783,1	609,6	28,5 %
Ajouts bruts d'abonnés – prépayés	146,6	145,8	0,5 %	430,9	403,3	6,8 %
Ajouts bruts d'abonnés – total	446,6	362,9	23,1 %	1 214,0	1 012,9	19,9 %
Ajouts nets d'abonnés – postpayés	132,7	98,2	35,1 %	362,3	258,2	40,3 %
Ajouts nets d'abonnés – prépayés	16,6	36,3	(54,3) %	51,0	95,0	(46,3) %
Ajouts nets d'abonnés – total ³	149,3	134,5	11,0 %	413,3	353,2	17,0 %
Ajouts nets d'abonnés – total ajusté ³	176,9	134,5	31,5 %	440,9	353,2	24,8 %
PMAA (en dollars) ⁴	64,14	64,80	(1,0) %	62,94	63,52	(0,9) %
Taux de désabonnement, par mois (en %) ^{3,4}	1,68	1,43	0,25 pt	1,55	1,41	0,14 pt
Taux de désabonnement ajusté, par mois (en %) ³	1,52	1,43	0,09 pt	1,49	1,41	0,08 pt
Frais d'acquisition ⁵ par ajout brut d'abonné (en dollars) ⁴	341	379	(10,0) %	331	412	(19,7) %
Nombre moyen de minutes par abonné par mois	416	410	1,5 %	410	401	2,2 %
BAIIA (ajusté) ⁶ en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %)	46,3	50,5	(4,2) pts	46,6	48,5	(1,9) pt
Frais de fidélisation en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %) ⁴	9,3	6,3	3,0 pts	9,2	7,2	2,0 pts
BAIIA (ajusté), à l'exclusion des frais d'acquisition ⁴ (en millions de dollars)	677,3	660,4	2,6 %	1 915,5	1 856,6	3,2 %

pt(s) – point(s) de pourcentage

1. Par « population » on entend le nombre de personnes vivant dans une zone de population comprise, en totalité ou presque, dans les zones de couverture.
2. Au 30 septembre 2008, la population couverte par les services numériques SCP des services sans fil de TELUS comprenait la population couverte élargie d'environ 7,5 millions de personnes découlant des ententes de services d'itinérance et de revente conclues principalement avec Bell Mobilité (Bell Canada).
3. Les ajouts nets et le taux de désabonnement combiné pour le troisième trimestre de 2008 tiennent compte de l'incidence de la mise hors service du réseau analogique de TELUS le 15 septembre 2008. Les ajouts nets d'abonnés ajustés et le taux de désabonnement ajusté ne tiennent pas compte du débranchement de 27 600 abonnés découlant de la mise hors service du réseau analogique.
4. Se reporter à la rubrique 11.3, « Définition des indicateurs clés de l'exploitation ». Ces mesures ne sont pas définies par les principes comptables généralement reconnus du Canada ni des États-Unis. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement de l'exploitation d'une société de services sans fil.
5. Frais d'acquisition.
6. BAIIA excluant des (recouvrements) charges de (0,3) million de dollars et de 0,3 million de dollars, respectivement, comptabilisé(e)s au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, et de 2,3 millions de dollars et de 24,5 millions de dollars, respectivement, comptabilisé(e)s au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

Les produits tirés du secteur des services sans fil ont augmenté de 96,3 millions de dollars et de 291,9 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007, en raison de ce qui suit :

- Les produits tirés des services de réseau ont augmenté de 98,9 millions de dollars et de 278,5 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation est attribuable en grande partie à l'accroissement de 10,6 % du nombre d'abonnés au cours des 12 derniers mois. Les produits tirés des services de transmission de données sans fil ont augmenté de 56,4 % pour s'établir à 181,2 millions de dollars au troisième trimestre de 2008 et représentent maintenant 15,9 % des produits tirés des services de réseau, par rapport à 11,1 % des produits tirés des services de réseau à la période correspondante de 2007. Au cours des neuf premiers mois de 2008, les produits tirés des services de transmission de données sans fil se sont établis à 487,1 millions de dollars, en hausse de 54,5 % par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat à la hausse continue à refléter les produits élevés tirés des services liés à la messagerie textuelle et aux assistants numériques, qui découlent d'une plus grande utilisation et des services de données en itinérance, du passage continu, par les abonnés actuels, vers les téléphones intelligents à fonctions complètes et les appareils compatibles avec la technologie EVDO et, dans une moindre mesure, des frais pour les messages textuels entrants facturés depuis la fin du mois d'août.

Les PMAA combinés se sont établis à 64,14 \$ au troisième trimestre de 2008, soit un résultat en baisse de 0,66 \$ par rapport à la période correspondante de 2007, qui tient au fait que la croissance au chapitre des services Privilège de transmission de données a largement neutralisé les pressions concurrentielles et la croissance élevée au chapitre du nouveau service Koodo. Les PMAA tirés des services de transmission de données se sont établis à 10,19 \$ au troisième trimestre de 2008, en hausse de 2,99 \$, ou 41,5 %, par rapport à la période correspondante de 2007. Les PMAA tirés des services de transmission de la voix se sont établis à 53,95 \$ au troisième trimestre de 2008, en baisse de 3,65 \$, ou 6,3 %, comparativement à la période correspondante de 2007. Ce résultat est imputable à la concurrence au chapitre des tarifs, à la diminution des PMAA tirés du service Mike, à l'utilisation accrue des forfaits minutes incluses, à la pénétration de la nouvelle marque Koodo, et à la diminution des produits tirés des services de transmission de la voix en itinérance depuis l'étranger. Les abonnés du service Mike n'utilisant pas les fonctions de la technologie PTT et les abonnés des services prépayés à valeur plus élevée continuent à passer activement aux téléphones intelligents bénéficiant du service SCP aux fins des applications évoluées liées à la transmission de données, ce qui contribue aux occasions de croissance future des produits.

Les ajouts bruts et les ajouts nets d'abonnés au troisième trimestre tiennent compte des résultats découlant du lancement initial de la nouvelle marque Koodo et du service postpayé de TELUS en mars 2008. Conformément aux pratiques de l'industrie, la société ne fournit pas de résultats détaillés sur ces services, en raison de facteurs d'ordre concurrentiel. Les ajouts bruts d'abonnés se sont établis à 446 600 au troisième trimestre de 2008, soit un résultat record pour TELUS au troisième trimestre, en hausse de 23,1 % par rapport à la période correspondante de 2007. Les abonnés des services postpayés ont compté pour 67,2 % des ajouts bruts d'abonnés au troisième trimestre de 2008, en hausse de 7,4 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre de 2007. Au cours des neuf premiers mois de 2008, les ajouts bruts d'abonnés se sont établis à 1 214 000, en hausse de 19,9 % par rapport à la période correspondante de 2007. Les abonnés des services postpayés ont compté pour 64,5 % des ajouts bruts d'abonnés au cours des neuf premiers mois de 2008, en hausse de 4,3 points de pourcentage, comparativement à la période correspondante de 2007.

Les ajouts nets se sont établis à 176 900 (compte non tenu du débranchement de 27 600 abonnés à la suite de la mise hors service du réseau analogique de TELUS le 15 septembre) au troisième trimestre de 2008, soit un résultat record pour TELUS au troisième trimestre de 2008, en hausse de 31,5 % par rapport à la période correspondante de 2007. Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés (compte non tenu du débranchement des abonnés du service analogique) ont compté pour 89,6 % du total des ajouts nets d'abonnés au troisième trimestre de 2008, comparativement à 73,0 % du total des ajouts nets au troisième trimestre de 2007. Les ajouts nets au cours des neuf premiers mois de 2008 (compte non tenu du débranchement des abonnés du service analogique) se sont élevés à 440 900, en hausse de 24,8 % par rapport à la période correspondante de 2007, et ils comprenaient 88,0 % d'abonnés des services postpayés, soit un résultat en hausse par rapport à 73,1 % à la période correspondante de 2007. Les ajouts nets, déduction faite du débranchement des abonnés du service analogique, se sont élevés à 149 300 au cours du troisième trimestre de 2008 et à 413 300 au cours des neuf premiers mois de 2008.

Le taux de désabonnement combiné (compte non tenu du débranchement des abonnés du service analogique) s'est élevé à 1,52 % au troisième trimestre de 2008, soit une hausse de 9 points de pourcentage par rapport à 1,43 % à la période correspondante de 2007. Le taux de désabonnement combiné (compte non tenu du débranchement des abonnés du service analogique) s'est élevé à 1,49 % au cours des neuf premiers mois de 2008, légèrement en hausse par rapport à 1,41 % à la période correspondante de 2007. Ce résultat reflète l'intensification de la concurrence et l'incidence de la hausse du taux de désabonnement des abonnés des services prépayés. Le taux de désabonnement combiné, compte tenu du débranchement des abonnés du service analogique, s'est élevé à 1,68 % et à 1,55 %, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008.

- Les produits tirés des ventes d'équipement, des locations et des services ont diminué de 2,4 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2008 et ont augmenté de 12,4 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. La baisse des produits tirés des ventes d'équipement au troisième trimestre tient au fait que l'augmentation des ajouts bruts d'abonnés et les volumes au chapitre de la fidélisation ont été neutralisés par la diminution des produits par appareil découlant de l'accroissement des activités promotionnelles liées aux téléphones intelligents, notamment la baisse du prix des téléphones intelligents au sein du secteur, ainsi que par la croissance des produits tirés des services de transmission de données et, dans une moindre mesure, par la pénétration sur le marché de la marque de services de base postpayés.
- Les produits tirés des activités intersectorielles représentent les services fournis par le secteur des services sans fil au secteur des services filaires. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

Charges d'exploitation – secteur des services sans fil ¹ (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Charges liées aux ventes d'équipement	192,3	163,3	17,8 %	521,6	475,3	9,7 %
Charges d'exploitation des services de réseau	155,1	131,7	17,8 %	445,2	373,0	19,4 %
Frais de marketing	121,7	104,4	16,6 %	346,2	319,8	8,3 %
Frais généraux et d'administration	213,1	192,2	10,9 %	637,6	589,7	8,1 %
Charges d'exploitation	682,2	591,6	15,3 %	1 950,6	1 757,8	11,0 %
Coûts de restructuration	1,1	—	—	1,7	0,7	142,9 %
Total des charges d'exploitation	683,3	591,6	15,5 %	1 952,3	1 758,5	11,0 %
Charges d'exploitation (ajustées) ¹	682,5	589,3	15,8 %	1 950,3	1 733,3	12,5 %
Total des charges d'exploitation (ajusté)¹	683,6	589,3	16,0 %	1 952,0	1 734,0	12,6 %

1. Exclut des (recouvrements) charges de (0,3) million de dollars et de 0,3 million de dollars, respectivement, comptabilisé(e)s au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, et de 2,3 millions de dollars et de 24,5 millions de dollars, respectivement, comptabilisé(e)s au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

Le total des charges d'exploitation du secteur des services sans fil a augmenté de 91,7 millions de dollars et de 193,8 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. Le total des charges d'exploitation ajusté de manière à ne pas tenir compte de la charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options a augmenté de 94,3 millions de dollars et de 218,0 millions de dollars, respectivement, pour promouvoir, obtenir et soutenir la croissance de 10,6 % du nombre d'abonnés d'un exercice à l'autre, ainsi que la croissance de 9,4 % des produits tirés des services de réseau.

- Les charges liées aux ventes d'équipement ont augmenté de 29,0 millions de dollars et de 46,3 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation des ajouts bruts d'abonnés et des volumes au chapitre de la fidélisation a été neutralisée en partie par la diminution des coûts moyens par appareil, car les activités de pénétration sur le marché de la marque de services de base postpayés ont neutralisé en partie la hausse des activités liées aux téléphones intelligents.

- Les charges d'exploitation des services de réseau se sont accrues de 23,4 millions de dollars et de 72,2 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse, qui sont en partie imputables à l'augmentation du nombre d'abonnés, tiennent principalement à la croissance de 56 % des produits tirés de services de transmission de données et découlent essentiellement des volumes, car l'utilisation accrue de téléphones intelligents a entraîné une hausse des frais d'itinérance, des produits partagés avec des tiers et des coûts liés aux licences d'utilisation des fournisseurs de services.
- Les frais de marketing se sont accrues de 17,3 millions de dollars et de 26,4 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse tiennent principalement à l'augmentation des frais de publicité et, dans une moindre mesure, aux coûts liés aux commissions, engagés dans les deux cas pour soutenir la croissance de 20 % ou plus des ajouts bruts d'abonnés, laquelle reflète le niveau élevé d'efficacité enregistré au chapitre des frais de marketing, en dépit des investissements importants liés à la marque Koodo. Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné ont diminué de 38 \$, ou 10 %, au cours du troisième trimestre de 2008 et ils ont reculé de 81 \$, ou 19,7 %, au cours des neuf premiers mois de 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats tiennent au fait que les activités de chargement brut des abonnés liées à des canaux donnant lieu à des coûts variables plus faibles et l'efficacité au chapitre des frais de marketing ont donné lieu à une baisse des coûts par appareil.

Les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau se sont établis à 9,3 % et à 9,2 %, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, en hausse par rapport à 6,3 % et à 7,3 % aux périodes correspondantes de 2007. Ce résultat tient principalement aux mises à niveau aux fins du passage à des téléphones intelligents à fonctions complètes, pour soutenir la croissance des produits tirés des services de transmission de données et le programme de conversion continu du service Mike pour les abonnés n'utilisant pas les fonctions de la technologie PTT et des services prépayés à valeur élevée aux services SCP postpayés.

- Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 20,9 millions de dollars et de 47,9 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Les frais généraux et d'administration ajustés de manière à ne pas tenir compte de l'option de règlement en espèces net liée aux options se sont accrues de 23,5 millions de dollars et de 72,1 millions de dollars, respectivement, en raison des coûts relatifs aux employés et à la main-d'œuvre contractuelle engagés pour prendre en charge des appareils et des services de transmission de données de plus en plus complexes, de l'accroissement du nombre d'abonnés, de l'expansion des magasins de détail dont la société est propriétaire et des points de vente pour Koodo et, dans une moindre mesure, de l'augmentation des créances douteuses.
- Les coûts de restructuration concernent certaines initiatives secondaires s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficacité concurrentielle de la société.

BAIIA (en millions de dollars) et marge du BAIIA (en %) Secteur des services sans fil	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
BAIIA	525,3	520,7	0,9 %	1 512,9	1 414,8	6,9 %
BAIIA (ajusté) ¹	525,0	523,0	0,4 %	1 513,2	1 439,3	5,1 %
Marge du BAIIA	43,5	46,8	(3,3) pts	43,7	44,6	(0,9) pt
Marge du BAIIA (ajustée)	43,4	47,0	(3,6) pts	43,7	45,4	(1,7) pt

1. BAIIA excluant des (recouvrements) charges de (0,3) million de dollars et de 0,3 million de dollars, respectivement, comptabilisé(e)s au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, et de 2,3 millions de dollars et de 24,5 millions de dollars, respectivement, comptabilisé(e)s au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

Le BAIIA du secteur des services sans fil a augmenté de 4,6 millions de dollars et de 98,1 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. Le BAIIA du secteur des services sans fil ajusté de manière à ne pas tenir compte de l'option de règlement en espèces net liée aux options s'est accru de 2,0 millions de dollars et de 73,9 millions de dollars, respectivement. La hausse du BAIIA (ajusté) tient à la croissance des produits tirés des services de réseau, neutralisée par la hausse des frais d'acquisition au troisième trimestre (qui est liée à l'augmentation importante des branchements bruts), par la hausse des frais de fidélisation (pour appuyer les mises à niveau aux fins du passage à des téléphones intelligents), par l'augmentation des coûts liés au réseau découlant de l'utilisation des services de transmission de données et du service d'itinérance à l'étranger, ainsi que par l'accroissement des frais généraux et d'administration pour soutenir la croissance des activités.

6. Situation financière

Le tableau ci-après illustre les variations entre les bilans consolidés survenues au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008.

(en millions de dollars)	Au 30 sept. 2008	Au 31 déc. 2007	Variation	Variation en %	Explication concernant les variations entre les bilans
Actif à court terme					
Encaisse et placements temporaires, montant net	35,9	19,9	16,0	80,4 %	Se reporter à la rubrique 7, « Situation de trésorerie et sources de financement ».
Placements à court terme	—	42,4	(42,4)	(100,0) %	Liquidation de placements à court terme au deuxième trimestre.
Débiteurs	954,2	710,9	243,3	34,2 %	Tient principalement à une réduction de 250 millions de dollars du produit tiré des créances titrisées et à une hausse découlant des acquisitions, neutralisées en partie par une baisse du délai moyen de règlement (environ 46 jours par rapport à 49 jours).
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à recevoir	69,0	120,9	(51,9)	(42,9) %	Tient principalement aux charges d'impôts exigibles comptabilisées au cours des neuf premiers mois de 2008, déduction faite des versements périodiques effectués.
Stocks	276,0	243,3	32,7	13,4 %	Principalement la réception des nouveaux modèles d'appareils sans fil aux fins du lancement de nouveaux appareils.
Frais payés d'avance et autres	238,9	199,5	39,4	19,7 %	Comprend le paiement anticipé des taxes foncières, les droits de concession de licence annuels liés aux services sans fil et les avantages sociaux, déduction faite de l'amortissement.
Tranche à court terme des actifs dérivés	8,6	3,8	4,8	126,3 %	Ajustements à la juste valeur des appareils, des unités d'actions temporairement incessibles et des autres couvertures relatives aux opérations.
Passif à court terme					
Créditeurs et charges à payer	1 470,2	1 476,6	(6,4)	(0,4) %	Diminution des charges salariales et des autres charges liées aux employés, neutralisée en partie par une augmentation saisonnière des intérêts à payer.
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à payer	12,5	7,3	5,2	71,2 %	Augmentation découlant principalement de la charge d'impôts exigibles au titre des acquisitions.
Créditeurs et charges à payer à l'égard de la restructuration	20,8	34,9	(14,1)	(40,4) %	Les paiements en vertu des anciens programmes et des programmes actuels ont excédé les nouvelles obligations.
Dividendes à payer	143,6	—	143,6	n.s.	Les dividendes payables au 30 septembre 2008 ont été versés à la date de paiement du 1 ^{er} octobre.
Facturation par anticipation et dépôts de clients	643,3	631,6	11,7	1,9 %	Principalement attribuable à une augmentation des abonnés des services postpayés sans fil.
Tranche à court terme de la dette à long terme	4,6	5,4	(0,8)	(14,8) %	Principalement une diminution nette des contrats de location-acquisition.
Tranche à court terme des passifs dérivés	61,5	26,6	34,9	131,2 %	Ajustements à la juste valeur des couvertures des options sur actions et des unités d'actions temporairement incessibles ainsi que des couvertures relatives aux opérations, déduction faite des options exercées ou frappées d'extinction.
Tranche à court terme des impôts futurs	725,6	503,6	222,0	44,1 %	Augmentation des écarts temporaires liés aux actifs et passifs à court terme, et variation du revenu imposable tiré d'une société de personnes qui sera attribué au cours des 12 prochains mois.
Fonds de roulement¹	(1 499,5)	(1 345,3)	(154,2)	(11,5) %	Comprend une augmentation de la tranche à court terme de la charge d'impôts futurs ainsi que le dividende payable au 30 septembre, déduction faite de la diminution des créances titrisées.
1. Actif à court terme moins le passif à court terme – démontre la capacité de la société de financer ses activités actuelles et de respecter ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance.					

Situation financière Suite du tableau de la page précédente.

(en millions de dollars)	Au 30 sept. 2008	Au 31 déc. 2007	Variation	Variation en %	Explication concernant les variations entre les bilans
Immobilisations corporelles, montant net	11 418,3	11 122,0	296,3	2,7 %	Comprend un montant de 326,2 millions de dollars au titre des logiciels, des contrats avec les clients et relations clients connexes, et des autres immobilisations acquis, plus les dépenses en immobilisations au cours des neuf premiers mois de 2008, déduction faite de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels. Se reporter à la rubrique 5.3, « Résultats d'exploitation consolidés – Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels », ainsi qu'à la rubrique 7.2, « Sorties liées aux activités d'investissement ».
Autres actifs					
Paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE	881,6	—	881,6	n.s.	Paiement au titre des licences de spectre pour les services sans fil évolués, sous réserve de l'approbation des conditions d'admissibilité par Industrie Canada, par suite de laquelle ce montant sera reclassé dans les immobilisations.
Frais reportés	1 473,2	1 318,0	155,2	11,8 %	Concerne principalement la capitalisation des régimes de retraite, les rendements cumulés favorables des actifs des régimes jusqu'à la fin de 2007 et l'amortissement continu de l'actif transitoire des régimes de retraite.
Placements	21,0	38,9	(17,9)	(46,0) %	La valeur des actions d'Emergis acquises sur le marché libre en décembre 2007, qui ont été échangées lors de la conclusion de l'acquisition en janvier 2008, ainsi que la vente d'une participation minoritaire dans Hostopia, et les ventes nettes, les achats et la réévaluation d'autres petits placements.
Écart d'acquisition	3 543,8	3 168,0	375,8	11,9 %	Principalement les acquisitions d'Emergis et de Fastvibe conclues en janvier 2008.
Dettes à long terme	6 033,4	4 583,5	1 449,9	31,6 %	Comprend l'émission, en avril 2008, de billets d'un montant de 500 millions de dollars d'une durée de sept ans, une augmentation de 379 millions de dollars de l'encours du papier commercial, des montants de 430 millions de dollars prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, et une hausse de 143,5 millions de dollars de la valeur de conversion en dollars canadiens des billets libellés en dollars américains échéant en 2011. La hausse de cette valeur a été en grande partie neutralisée par la diminution des passifs dérivés (se reporter au poste Autres passifs à long terme).
Autres passifs à long terme	1 588,0	1 717,9	(129,9)	(7,6) %	Principalement des variations des taux de change du dollar américain et un ajustement de la juste valeur des passifs dérivés liés aux billets libellés en dollars américains échéant en 2011.
Impôts futurs	1 128,8	1 048,1	80,7	7,7 %	Augmentation des écarts temporaires des actifs et passifs à long terme, neutralisée en partie par une réévaluation découlant des réductions des taux d'imposition provinciaux futurs.
Part des actionnaires sans contrôle	21,9	25,9	(4,0)	(15,4) %	Versement de dividendes à un actionnaire sans contrôle par une filiale et augmentation de la participation financière effective de la société dans TELUS International Philippines Inc., qui est passée de 97,4 % à 100 % au troisième trimestre de 2008, déduction faite de la quote-part des actionnaires sans contrôle des bénéfices.
Capitaux propres					
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	7 066,3	6 926,2	140,1	2,0 %	Principalement un bénéfice net de 843,1 millions de dollars, moins les dividendes déclarés de 433,1 millions de dollars et le rachat de 274,3 millions de dollars d'actions dans le cadre des RCNA.

7. Situation de trésorerie et sources de financement

En 2008, les fonds en caisse et les rentrées liées aux activités d'exploitation ont été complétés par les activités de financement, de manière à financer le paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE au troisième trimestre ainsi que les acquisitions effectuées au premier trimestre.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Rentrées liées aux activités d'exploitation	986,1	831,8	18,6 %	2 072,3	2 354,3	(12,0) %
Sorties liées aux activités d'investissement	(1 352,7)	(430,0)	n.s.	(2 789,8)	(1 300,1)	(114,6) %
Rentrées (sorties) liées aux activités de financement	356,8	(403,0)	n.s.	733,5	(1 041,7)	n.s.
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements temporaires, montant net	(9,8)	(1,2)	—	16,0	12,5	—
Encaisse et placements temporaires, montant net, au début	45,7	2,2	—	19,9	(11,5)	—
Encaisse et placements temporaires, montant net, à la fin	35,9	1,0	—	35,9	1,0	—

7.1 Rentrées liées aux activités d'exploitation

Les rentrées liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 154,3 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2008 et ont diminué de 282,0 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007, en raison des variations suivantes :

- Les variations du produit tiré des créances titrisées (comprises dans les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement) ont donné lieu à une augmentation de 50 millions de dollars des flux de trésorerie au troisième trimestre et à une réduction de 300 millions de dollars des flux de trésorerie au cours des neuf premiers mois. Plus précisément, le produit tiré des créances titrisées a augmenté de 100 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2008, comparativement à une augmentation de 50 millions de dollars à la période correspondante de 2007, et le produit a diminué de 250 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2008, par rapport à une augmentation de 50 millions de dollars au cours de la période correspondante de 2007. Le produit tiré des créances titrisées utilisé en 2008 a diminué, car la société a eu recours à d'autres sources de financement. Se reporter à la rubrique 7.6, « Vente de créances »;
- La baisse du BAIIA de 12,9 millions de dollars au troisième trimestre et l'augmentation de 16,1 millions de dollars des paiements au titre de la restructuration au troisième trimestre, neutralisées en partie par une augmentation de 11,7 millions de dollars de l'excédent de la charge sur les paiements au titre de la rémunération à base d'actions;
- L'augmentation du BAIIA de 205,3 millions de dollars au cours des neuf premiers mois, neutralisée en partie par une diminution de l'excédent de la charge sur les paiements au titre de la rémunération à base d'actions de 101,6 millions de dollars;
- La diminution des intérêts payés de 19,3 millions de dollars au cours des neuf premiers mois, qui tient aux activités de financement ayant réduit le taux d'intérêt effectif, déduction faite du remboursement de swaps de taux d'intérêt différés au premier trimestre de 2007;
- Les autres variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, y compris i) la liquidation de placements à court terme de 42,4 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2008, par rapport à la liquidation de placements à court terme de 66,1 millions de dollars à la période correspondante de 2007, pour une réduction nette de 23,7 millions de dollars; et ii) les variations respectives des créanciers et des stocks en 2008 et en 2007.

7.2 Sorties liées aux activités d'investissement

Les sorties liées aux activités d'investissement ont augmenté de 924,1 millions de dollars et de 1 491,1 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation au cours du trimestre tient au paiement versé au titre des licences de spectre pour les SSFE et à l'accroissement des dépenses en immobilisations. L'augmentation au cours des neuf premiers mois est imputable au paiement versé au titre des licences de spectre pour les SSFE et aux acquisitions d'un montant totalisant 695,8 millions de dollars, déduction faite des espèces acquises, facteurs neutralisés en partie par la diminution des dépenses en immobilisations.

Les actifs en construction se chiffraient à 710,9 millions de dollars au 30 septembre 2008, en hausse de 151,9 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2007. Cette hausse reflète principalement l'augmentation de 176,6 millions de dollars des immobilisations corporelles en construction. Ce résultat a été neutralisé en partie par une réduction de 24,7 millions de dollars des actifs incorporels en construction liés aux logiciels, y compris le transfert d'un montant de 116,8 millions de dollars aux logiciels amortissables, en raison de la mise en service, en juillet, de la nouvelle phase du système intégré de facturation et de service à la clientèle pour les abonnés en Colombie-Britannique, déduction faite des dépenses au titre du système de facturation et d'autres systèmes au cours des neuf premiers mois de 2008.

Dépenses en immobilisations (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Secteur des services filaires	340,0	302,6	12,4 %	916,1	882,0	3,9 %
Secteur des services sans fil	132,3	131,5	0,6 %	311,5	415,8	(25,1) %
TELUS – données consolidées	472,3	434,1	8,8 %	1 227,6	1 297,8	(5,4) %
BAlIA (ajusté) déduction faite des dépenses en immobilisations ¹	502,1	545,7	(8,0) %	1 613,8	1 506,2	7,1 %

1. Se reporter à la rubrique 11.1 pour le calcul et pour une description.

Les dépenses en immobilisations ont augmenté de 38,2 millions de dollars au troisième trimestre de 2008, par rapport à la période correspondante de 2007, en raison des dépenses initiales visant à prendre en charge les nouvelles entreprises clientes et les services à large bande. Pour les neuf premiers mois de 2008, les dépenses en immobilisations ont diminué de 70,2 millions de dollars, résultat qui tient principalement à la diminution des dépenses en immobilisations du secteur des services sans fil. Le BAlIA (ajusté) de TELUS, déduction faite des dépenses en immobilisations, a diminué de 43,6 millions de dollars au troisième trimestre de 2008, par rapport à la période correspondante de 2007, résultat qui reflète la baisse du BAlIA du secteur des services filaires et la hausse des dépenses en immobilisations. Au cours des neuf premiers mois, le BAlIA (ajusté), déduction faite des dépenses en immobilisations, a augmenté de 107,6 millions de dollars, comparativement à la période correspondante de 2007, car la hausse du BAlIA et la diminution des dépenses en immobilisations du secteur des services sans fil ont largement neutralisé les résultats du secteur des services filaires.

- Les dépenses en immobilisations du secteur des services filaires ont augmenté de 37,4 millions de dollars et de 34,1 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse tiennent principalement aux dépenses initiales visant à prendre en charge les nouvelles entreprises clientes et les services à large bande, résultats neutralisés en partie par la baisse de la demande en 2008 visant l'accès au réseau découlant des activités de construction d'habitations à la baisse en Colombie-Britannique et en Alberta. Les flux de trésorerie (BAlIA ajusté déduction faite des dépenses en immobilisations) du secteur des services filaires se sont chiffrés à 109,4 millions de dollars et à 412,1 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, soit une baisse de 29 % et de 15 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Cette baisse découle de la diminution du BAlIA (ajusté), ainsi que de la hausse des dépenses en immobilisations.
- Les dépenses en immobilisations du secteur des services sans fil ont augmenté de 0,8 million de dollars au cours du troisième trimestre de 2008 et ont diminué de 104,3 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. La baisse des dépenses en immobilisations tient au nouvel ordre de priorité accordé aux dépenses en immobilisations, de manière à soutenir le programme touchant la technologie HSPA mis en œuvre récemment. Les flux de trésorerie (BAlIA ajusté déduction faite des dépenses en immobilisations) du secteur des services sans fil se sont chiffrés à 392,7 millions de dollars et à 1 201,7 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, soit une hausse de 0,3 % et de 17 %, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation au cours des neuf premiers mois découle de la réduction des dépenses en immobilisations et de la hausse du BAlIA ajusté.

Paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
	881,6	—	—	881,6	—	—

La société a acquis, à titre provisoire, 59 licences lors des enchères de spectre pour services sans fil évolués tenues par Industrie Canada ayant pris fin le 21 juillet 2008, pour un montant de 879,9 millions de dollars, plus des frais liés aux enchères de 1,7 million de dollars. La société a versé le paiement au titre des licences octroyées au moyen des facilités de crédit et des fonds en caisse. Se reporter à la rubrique 1.3, « *Industrie canadienne des télécommunications* », à la rubrique 2, « *Se doter de moyens nationaux* », à la rubrique 4.1, « *Principaux marchés et concurrents* », ainsi qu'à la rubrique 10.1, « *Réglementation* ». Étant donné que la société ne pourra pas utiliser les 59 licences de spectre sur le marché tant qu'Industrie Canada n'aura pas approuvé les conditions d'admissibilité, le paiement versé a été classé dans le bilan consolidé à titre d'actif à long terme, plutôt qu'à titre d'immobilisation.

Intensité des dépenses en immobilisations ¹ (en %)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Intensité des dépenses en immobilisations	19,3	18,8	0,5 pt	17,1	19,2	(2,1) pts
Intensité des dépenses en immobilisations, y compris le paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE	55,3	18,8	36,5 pts	29,3	19,2	10,1 pts

1. L'intensité des dépenses en immobilisations représente la mesure des dépenses en immobilisations divisées par les produits d'exploitation. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses en immobilisations avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

Le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations de TELUS au troisième trimestre de 2008 est demeuré inchangé par rapport à celui de la période correspondante de 2007, résultat qui reflète une augmentation des dépenses en immobilisations du secteur des services filaires (26,5 % par rapport à 24,5 %) et une diminution des dépenses en immobilisations du secteur des services sans fil (10,9 % par rapport à 11,8 %). Le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations de TELUS pour les neuf premiers mois de 2008 a diminué par rapport à l'exercice précédent, en raison de la réduction des dépenses en immobilisations du secteur des services sans fil (9,0 % par rapport 13,1 %) et du maintien des dépenses en immobilisations du secteur des services filaires (23,8 % par rapport à 24,0 %). Le paiement de 881,6 millions de dollars versé au titre des licences de spectre pour les SSFE au troisième trimestre de 2008 a donné lieu à une augmentation temporaire du total du ratio d'intensité des dépenses en immobilisations.

7.3 Rentrées (sorties) liées aux activités de financement

Les rentrées nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 356,8 millions de dollars et à 733,5 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, comparativement à des sorties nettes liées aux activités de financement de 403,0 millions de dollars et de 1 041,7 millions de dollars, respectivement, aux périodes correspondantes de 2007.

- Les dividendes en espèces versés se sont établis à 289,5 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2008, et ils concernaient le dividende du premier trimestre versé le 1^{er} avril et le dividende du deuxième trimestre versé le 30 juin. Le dividende de 143,6 millions de dollars pour le troisième trimestre a été versé le 1^{er} octobre. Les dividendes versés en 2008 reflètent l'augmentation du taux de dividende trimestriel (45 cents par action en 2008, comparativement à 37,5 cents par action en 2007), neutralisée en partie par la diminution du nombre d'actions en circulation découlant des rachats d'actions dans le cadre des RCNA.
- Les rachats d'actions dans le cadre des RCNA ont diminué de 157,1 millions de dollars et de 328,1 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Un nombre moins élevé d'actions ont été rachetées moyennant un prix moyen plus faible.

L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités renouvelée par la société (la « quatrième offre ») est entrée en vigueur le 20 décembre 2007 et prendra fin le 19 décembre 2008. Au 30 septembre 2008, la société avait racheté 12 % du nombre maximal de 8 millions d'actions ordinaires et 48 % du nombre maximal de 12 millions d'actions sans droit de vote qu'elle peut racheter en vertu de la quatrième offre. La société a l'intention de renouveler en décembre l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour 2009.

Rachats d'actions à des fins d'annulation en vertu d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités

	Actions rachetées			Coût d'achat (en millions de dollars)		
	Actions ordinaires	Actions sans droit de vote	Total	Imputé au capital-actions ¹	Imputé aux bénéfices non répartis ²	Payé
2007 – Troisième offre						
Semestre terminé le 30 juin	2 305 000	3 897 300	6 202 300	112,8	257,4	370,2
Troisième trimestre	349 900	3 967 100	4 317 000	89,6	142,6	232,2
Période de neuf mois terminée le 30 septembre	2 654 900	7 864 400	10 519 300	202,4	400,0	602,4
2008 – Quatrième offre						
Semestre terminé le 30 juin	950 000	3 685 200	4 635 200	91,1	108,1	199,2
Troisième trimestre	300	1 970 200	1 970 500	42,3	32,8	75,1
Période de neuf mois terminée le 30 septembre	950 300	5 655 400	6 605 700	133,4	140,9	274,3

1. Représente la valeur comptable des actions rachetées
2. Représente le coût en sus de la valeur comptable des actions rachetées

- En avril 2008, la société a émis des billets de série CE libellés en dollars canadiens d'un montant de 500 millions de dollars portant intérêt à 5,95 %, moyennant un prix de 998,97 \$ pour chaque tranche de 1 000,00 \$ du capital. Ces billets arriveront à échéance en avril 2015. Le produit net de l'émission a été utilisé aux fins générales de la société, notamment le remboursement des montants empruntés au titre de la facilité de crédit renouvelable échéant en 2012, et pour refinancer les sources de financement à court terme, qui ont été utilisées en janvier pour l'achat des actions ordinaires alors émises et en circulation d'Emergis pour un montant de 743 millions de dollars aux fins de l'acquisition d'Emergis.

Les billets de série CE sont rachetables en totalité en tout temps ou en partie de temps à autre, au gré de la société, sur préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de rachat égal au plus élevé de i) la valeur actuelle des billets, actualisée en fonction du taux de rendement du gouvernement du Canada majoré de 66 points de base ou de ii) 100 % du capital. De plus, les intérêts courus et impayés, s'il y a lieu, seront payés à la date fixée pour le rachat.

La société est tenue de faire une offre aux fins du rachat des billets de série CE, pour un prix égal à 101 % de leur montant en capital majoré des intérêts courus et impayés jusqu'à la date du rachat, advenant un événement entraînant un changement de contrôle tel qu'il est défini dans l'acte de fiducie supplémentaire.

- Le 6 août 2008, le conseil d'administration a approuvé une hausse à l'égard du programme de papier commercial actuellement autorisé, lequel est passé de 800 millions de dollars à 1,2 milliard de dollars.
- Facilités de crédit bancaire et papier commercial :

Au premier trimestre, la société a accru les montants prélevés au titre de la facilité de crédit bancaire échéant en 2012, les portant de néant à 320,9 millions de dollars, et elle a accru l'encours du papier commercial de 212,8 millions de dollars aux fins générales de la société, y compris les acquisitions conclues en janvier. Au cours du deuxième trimestre de 2008, la société a réduit les montants empruntés au titre de la facilité de crédit bancaire échéant en 2012, l'encours de cette facilité se chiffrant alors à 162,0 millions de dollars au 30 juin 2008. Au cours du troisième trimestre, l'encours des facilités bancaires a augmenté et est passé à 430 millions de dollars, aux fins du paiement au titre des licences de spectre pour les services sans fil évolués. L'encours du papier commercial totalisait 967,6 millions de dollars au 30 septembre, en hausse de 800 millions de dollars par rapport au 30 juin et au 31 mars 2008.
- Les activités de financement en 2007 comprenaient l'émission, en mars, de billets de séries CC et CD d'un montant totalisant 1 milliard de dollars, la mise en place d'un programme de papier commercial en mai, et le remboursement de billets d'un montant d'environ 1,5 milliard de dollars échéant en juin. Ces activités ont contribué à la baisse du taux d'intérêt effectif dans les périodes ultérieures.

7.4 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement			
Au 30 septembre ou pour les périodes de 12 mois terminées à cette date	2008	2007	Variation
Composantes des ratios d'endettement et de couverture¹ (en millions de dollars)			
Dette nette	7 186,7	6 121,4	1 065,3
Total des capitaux investis — valeur comptable	14 387,8	13 063,3	1 324,5
BAlIA excluant les coûts de restructuration	3 821,7	3 542,4	279,3
Montant net des intérêts débiteurs	454,0	464,6	(10,6)
Ratios d'endettement			
Dette à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	77,2	83,0	(5,8) pts
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette (en années)	4,3	5,8	(1,5)
Dette nette/total des capitaux investis (en %) ¹	49,9	46,9	3,0 pts
Dette nette/BAlIA excluant les coûts de restructuration ¹	1,9	1,7	0,2
Ratios de couverture¹			
Couverture des intérêts sur la dette à long terme	4,4	4,0	0,4
Couverture des intérêts par le BAlIA excluant les coûts de restructuration	8,4	7,6	0,8
Autres mesures¹			
Flux de trésorerie disponibles (en millions de dollars) ²	880,1	1 376,5	(496,4)
Ratio de distribution des bénéfices nets prévisibles (en %)	54	47	7 pts
Ratio de distribution (en %)	47	46	1 pt

1. Se reporter à la rubrique 11.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».

2. Se reporter à la rubrique 11.2, « Flux de trésorerie disponibles », pour la définition.

L'augmentation de la dette nette au 30 septembre 2008 par rapport à l'exercice précédent est imputable à l'émission de titres de créance d'un montant de 500 millions de dollars en avril 2008, ainsi qu'à l'augmentation de l'encours du papier commercial et des montants empruntés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, déduction faite du produit à la baisse tiré des créances titrisées et de la hausse du solde de trésorerie. Le total des capitaux investis a augmenté en raison de la hausse de la dette nette et des bénéfices non répartis, facteurs neutralisés en partie par la diminution du capital-actions découlant des rachats d'actions.

La durée moyenne à l'échéance de la dette était de 4,3 ans au 30 septembre 2008, en baisse par rapport à 5,8 ans au 30 septembre 2007, résultat qui tient à l'augmentation du montant au titre du programme de papier commercial et des montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, résultats neutralisés en partie par l'émission, en avril 2008, de billets de série CE d'un montant de 500 millions de dollars et d'une durée de sept ans. La proportion des titres de créance qui portent intérêt à des taux fixes a diminué, en raison principalement de l'augmentation du montant au titre du programme de papier commercial et des montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, facteurs neutralisés en partie par une diminution du produit tiré des créances titrisées et par l'émission en avril 2008 de billets d'une durée de sept ans.

Par rapport à l'an dernier, le ratio de couverture des intérêts sur la dette à long terme a augmenté de 0,4, soit une augmentation de 0,2 découlant de la hausse du bénéfice avant impôts et des intérêts sur la dette à long terme, et une augmentation de 0,2 découlant de la baisse des intérêts sur la dette à long terme. Le ratio de couverture des intérêts par le BAlIA a augmenté de 0,8, soit une augmentation de 0,6 découlant de la hausse du BAlIA excluant les coûts de restructuration, et une augmentation de 0,2 découlant de la diminution du montant net des intérêts débiteurs.

Les flux de trésorerie disponibles pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2008 ont diminué de façon importante par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient en grande partie au paiement de 881,6 millions de dollars au titre des licences de spectre pour les SSFE versé au troisième trimestre de 2008, mais ce résultat a été neutralisé en partie par la hausse des économies d'impôts et des intérêts créditeurs, par l'augmentation du BAlIA compte tenu des paiements au titre de la rémunération à base d'actions et de la restructuration, et par la baisse des intérêts payés et des dépenses en immobilisations.

La stratégie de la société vise à maintenir les politiques et les lignes directrices financières énoncées ci-après. La société estime que ces mesures ont atteint un niveau optimal et qu'elles lui permettent d'avoir raisonnablement accès aux marchés financiers en maintenant des cotes de crédit de BBB+ à A-, ou des cotes équivalentes.

Les lignes directrices et politiques financières à long terme de TELUS sont les suivantes :

- Ratio de la dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration entre 1,5 et 2,0 fois.

Le ratio s'établissait à 1,9 fois au 30 septembre 2008, soit une augmentation de 0,2 par rapport à l'exercice précédent; ce résultat tient au fait que l'augmentation de la dette nette a été neutralisée en partie par l'amélioration du BAIIA excluant les coûts de restructuration sur 12 mois. Le ratio est demeuré dans la fourchette à long terme visée.

- Ratio de distribution de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles.

Le ratio calculé de manière à ne pas tenir compte des ajustements fiscaux favorables et de l'option de règlement en espèces net liée aux options dans le calcul des bénéfices pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2008 s'est établi à 54 %, comparativement à 47 % à l'exercice précédent. Les ratios fondés sur les bénéfices réels se sont établis à 47 % et à 46 %, respectivement.

7.5 Facilités de crédit

Le 3 mars 2008, TELUS Corporation a conclu une nouvelle facilité de crédit de 700 millions de dollars et d'une durée de 364 jours auprès d'un groupe de banques canadiennes. Cette nouvelle facilité fournit des liquidités supplémentaires à TELUS et elle permet à la société de continuer à satisfaire à l'un de ses objectifs financiers, soit généralement le maintien de liquidités inutilisées d'au moins 1 milliard de dollars. Les ratios financiers que la société doit respecter en vertu de la nouvelle facilité sont dans l'ensemble les mêmes que ceux prévus par la facilité de crédit consorsial de 2 milliards de dollars échéant en 2012, en vertu de laquelle l'emprunteur ne peut pas laisser son ratio de la dette nette sur les flux de trésorerie liés à l'exploitation dépasser 4:1, et son ratio des flux de trésorerie liés à l'exploitation sur les intérêts débiteurs être inférieur à 2:1, selon les définitions prévues dans chaque cas. La nouvelle facilité de crédit n'est pas garantie et elle porte intérêt au taux préférentiel canadien et au taux des acceptations bancaires canadiennes, plus les marges applicables.

Au 30 septembre 2008, les liquidités disponibles de TELUS aux termes des facilités de crédit inutilisées se chiffraient à environ 1,18 milliard de dollars, soit un montant qui s'aligne sur l'objectif de la société, lequel vise à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent à au moins 1 milliard de dollars.

Facilités de crédit de TELUS au 30 septembre 2008

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Sûreté pour le programme de papier commercial	Liquidités disponibles
Facilité renouvelable de cinq ans ¹	1 ^{er} mai 2012	2 000,0	(430,0)	(200,9)	(967,6)	401,5
Facilité renouvelable de 364 jours ²	2 mars 2009	700,0	—	—	—	700,0
Autres facilités bancaires	—	77,2	—	(3,1)	—	74,1
Total	—	2 777,2	(430,0)	(204,0)	(967,6)	1 175,6

1. Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains.

2. Dollars canadiens uniquement.

Les facilités de crédit renouvelables de TELUS comportent les clauses restrictives habituelles. Celles-ci lui interdisent notamment de laisser son ratio de levier financier consolidé (dette sur le BAIIA sur 12 mois) dépasser 4:1 (environ 1,9:1 au 30 septembre 2008) et de laisser son ratio de couverture consolidé (BAIIA sur intérêts débiteurs sur 12 mois) être inférieur à 2:1 (environ 8,4:1 au 30 septembre 2008) à la fin d'un trimestre financier. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu des conventions de crédit et le calcul de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et de l'écart d'acquisition aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu aux facilités de crédit de TELUS n'est pas assujéti au maintien par TELUS d'une cote de crédit en particulier.

7.6. Vente de créances

Le 26 juillet 2002, TELUS Communications Inc. (« TCI »), filiale en propriété exclusive de TELUS, a conclu une convention, qui a été modifiée le 30 septembre 2002, le 1^{er} mars 2006, le 30 novembre 2006, le 31 mars 2008 et le 12 septembre 2008, avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque de l'annexe I, aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances, sous réserve d'un montant maximal de 650 millions de dollars. À la suite de la vente d'une participation dans certaines créances avec gestion intégrale, un passif lié à la gestion des créances vendues est constaté à la date de la vente puis est amorti dans l'état des résultats sur la durée de vie prévue des créances. La durée initiale de cette convention de titrisation à rechargement a été prorogée jusqu'au 17 juillet 2009 par suite de la modification effectuée le 31 mars 2008.

TCI doit maintenir une cote de crédit de DBRS Ltd. (« DBRS ») d'au moins BBB (faible), sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger de freiner le programme de vente. Au 5 novembre 2008, la cote de crédit était plus élevée de trois niveaux, à savoir A (faible), que la cote devant être maintenue.

Solde du produit des créances titrisées (en millions de dollars)	30 sept. 2008	30 juin 2008	31 mars 2008	31 déc. 2007	30 sept. 2007	30 juin 2007	31 mars 2007	31 déc. 2006
	250,0	150,0	500,0	500,0	550,0	500,0	150,0	500,0

7.7 Cotes de crédit

Aucun changement n'a été apporté aux cotes de crédit de première qualité de la société dont il est fait mention dans le rapport de gestion annuel 2007 de TELUS. Le 27 mars 2008, DBRS Ltd. a confirmé les cotes de crédit et la tendance attribuées à TELUS et à TCI, et le 7 avril, cette agence a attribué la cote A (faible) et une tendance stable à l'émission par TELUS de billets non garantis d'un montant de 500 millions de dollars et d'une durée de sept ans qui portent intérêt à 5,95 %. Le 7 août 2008, DBRS a confirmé la cote R-1 (faible) avec perspective stable accordée au programme de papier commercial de TELUS Corporation.

Le 2 avril, Moody's Investors Service (« Moody's ») a attribué la cote Baa1 et une perspective stable à la nouvelle émission de titres de créance de TELUS, et cette agence a confirmé la cote et la perspective identiques attribuées aux billets de premier rang non garantis en cours de TELUS. Le 3 avril, FitchRatings a attribué la cote BBB+ et une perspective stable à la nouvelle émission de titres de créance de TELUS. Standard & Poor's a attribué la cote BBB+ et une perspective stable aux nouveaux billets de série CE.

Sommaire des cotes de crédit	DBRS Ltd.	S&P	Moody's	FitchRatings
Tendance ou perspective	Stable	Stable	Stable	Stable
TELUS Corporation				
Dette bancaire de premier rang	—	—	—	BBB+
Billets	A (faible)	BBB+	Baa1	BBB+
Papier commercial	R-1 (faible)	—	—	—
TELUS Communications Inc. (TCI)				
Débitures	A (faible)	BBB+	—	BBB+
Billets à moyen terme	A (faible)	BBB+	—	BBB+
Obligations hypothécaires de premier rang	A (faible)	A-	—	—

7.8 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels

Instruments financiers (note 4 des états financiers consolidés intermédiaires)

Les instruments financiers de la société ainsi que la nature des risques auxquels ils pourraient être assujettis sont décrits dans le rapport de gestion annuel 2007 de la société. À compter de l'exercice 2008 de la société, les nouvelles recommandations de l'ICCA pour les informations à fournir sur les instruments financiers (chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*) s'appliquent à la société. Les nouvelles recommandations donnent lieu à des informations supplémentaires, par rapport aux informations présentées précédemment, l'accent devant être mis sur les risques liés aux instruments financiers constatés ou non constatés auxquels une entité est exposée au cours de la période et à la date de clôture, ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques.

Risque de liquidité (note 4 c) des états financiers consolidés intermédiaires)

Dans le cadre des politiques financières liées à la structure du capital, pour lesquelles une analyse est présentée à la *rubrique 4.3, « Situation de trésorerie et sources de financement »*, la société gère son risque de liquidité en maintenant des facilités bancaires bilatérales et des facilités de crédit consortial, en maintenant un programme de papier commercial, en vendant des créances clients à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance, en exerçant une surveillance constante des flux de trésorerie prévisionnels et réels, et en gérant les échéances des actifs financiers et des passifs financiers.

Comme il est fait mention à la note 16 e) des états financiers consolidés intermédiaires, la société a d'importantes échéances de titres de créance au cours des années à venir. La société peut émettre un montant de 2,5 milliards de dollars de titres de créance ou de participation en vertu d'un prospectus préalable de base, en vigueur jusqu'en septembre 2009. La société estime que ses cotes de crédit de première qualité lui fournissent un accès raisonnable aux marchés financiers. Les échéances contractuelles relatives aux passifs financiers non actualisés de la société, qui comprennent les intérêts s'y rapportant (le cas échéant), se présentent comme suit :

Au 30 septembre 2008 (en millions de dollars)	Non dérivés			Dérivés					Total
	Passifs financiers ne portant pas intérêt	Dettes à long terme		Autres passifs financiers					
		Toute la dette, sauf les contrats de location- acquisition ¹ ²	Contrats de location- acquisition	Montants des swaps de devises à être échangés ²		Montants des swaps de devises à être échangés			
			(Reçus)	Payés	Autres	(Reçus)	Payés		
2008									
Quatrième trimestre	929,7	148,3	1,1	(81,8)	125,3	63,7	(135,7)	127,4	1 178,0
2009	313,8	389,3	3,0	(163,7)	250,6	10,2	(50,8)	50,2	802,6
2010	5,2	465,5	1,7	(163,7)	250,6	4,5	—	—	563,8
2011	0,2	2 345,8	0,7	(2 130,4)	3 075,7	—	—	—	3 292,0
2012	0,2	1,882,5	0,4	—	—	—	—	—	1 883,1
Par la suite	1,2	3 146,1	0,1	—	—	—	—	—	3 147,4
Total	1 250,3	8 377,5	7,0	(2 539,6)	3 702,2	78,4	(186,5)	177,6	10 866,9

1. Les sorties de fonds pour le versement d'intérêt à l'égard du papier commercial et les montants prélevés sur la facilité de crédit de la société ont été calculés selon les taux en vigueur au 30 septembre 2008.
2. Les montants compris dans la dette à long terme non dérivée non actualisée à l'égard de la dette à long terme libellée en dollars américains, et les montants correspondants inclus dans les « swaps de devises » de la dette à long terme figurant à la colonne « reçus », ont été établis selon les taux de change à la date de clôture. Les montants contractuels de la dette à long terme libellée en dollars américains venant à échéance sont en fait reflétés dans la colonne « payés » des « swaps de devises » de la dette à long terme puisque les flux de trésorerie bruts sont échangés en vertu de contrats de swaps de devises (se reporter à la note 16 b) des états financiers consolidés intermédiaires).

Engagements et passifs éventuels (note 18 des états financiers consolidés intermédiaires)

Comptes de report aux termes du régime de plafonnement des prix

Le 17 janvier 2008, le CRTC a publié la Décision de télécom CRTC 2008-1, intitulée « Utilisation des fonds des comptes de report pour améliorer l'accès des personnes handicapées aux services de télécommunication et pour l'expansion des services à large bande aux collectivités rurales et éloignées ». Cette décision approuvait l'utilisation par TELUS de son compte de report aux fins de l'expansion des services à large bande dans 119 collectivités rurales et éloignées additionnelles (nombre subséquemment réduit à 88 collectivités dans la Décision de télécom CRTC 2008-87 décrite ci-dessous), et elle confirmait l'utilisation d'environ 5 % du solde du compte de report de la société aux fins de l'amélioration de l'accès des personnes handicapées aux services de télécommunication. La décision confirmait également que la tranche restante du solde cumulé du compte de report de TELUS serait remise sous forme de rabais à la clientèle des services locaux de résidence dans les zones autres que les zones de desserte à coût élevé (zones rurales ou éloignées).

Le 16 avril 2008, la société a présenté une requête au Cabinet fédéral, dans laquelle elle demande à ce dernier d'infirmer les dispositions de la Décision 2008-1 qui empêchent l'utilisation du reste des fonds du compte de report aux fins de l'expansion des services à large bande dans les zones rurales ou éloignées. Dans sa requête, la société demande également que soit modifiée la décision qui permet aux entreprises de services locaux titulaires de présenter des propositions additionnelles visant l'utilisation de l'intégralité du solde du compte de report pour procéder à l'expansion des services à large bande dans leurs zones de desserte respectives où il ne serait autrement pas rentable de procéder à cette expansion, sauf la tranche de 5 % du solde du compte de report devant servir à améliorer l'accès des personnes handicapées aux services de communications. Compte tenu de la décision de la Cour suprême du Canada, qui a décidé d'instruire l'appel de la société, il est probable qu'aucune décision concernant la requête présentée au gouverneur en conseil ne sera rendue au cours du délai requis de un an. Le 11 février 2008, Bell Canada a présenté à la Cour d'appel fédérale une demande visant à interjeter appel de la Décision 2008-1 et à suspendre cette décision. La suspension a été autorisée le 23 avril 2008 et elle s'applique aux conclusions à l'égard des rabais et de l'expansion des services à large bande dans la Décision 2008-1.

En janvier 2008, la Cour d'appel fédérale a instruit deux appels de la décision initiale du CRTC concernant l'utilisation des fonds des comptes de report (Décision 2006-9). L'Association des consommateurs du Canada et l'Organisation nationale anti-pauvreté avaient demandé à la Cour qu'elle ordonne la distribution des rabais à même les comptes de report aux consommateurs, plutôt que de permettre l'utilisation des comptes de report aux fins établies par le CRTC.

Bell Canada a également appelé de cette décision en raison du motif selon lequel le CRTC avait excédé sa compétence en approuvant les rabais à même les comptes de report. Dans le cadre de cette instance, la Cour d'appel fédérale a également accueilli la requête de Bell Canada visant la suspension de la Décision 2006-9 du fait qu'elle nécessite l'utilisation des fonds des comptes de report pour toutes activités autres que l'amélioration de l'accessibilité des personnes handicapées aux services de communications. En mars 2008, la Cour d'appel fédérale a rejeté les deux appels. En septembre 2008, la Cour suprême du Canada a autorisé la société à appeler de la décision rendue par la Cour d'appel fédérale en mars 2008 relativement à la Décision 2006-9. La société a appelé de la décision et demandé à la Cour suprême du Canada de donner aux entreprises de services locaux titulaires le droit de présenter, à des fins d'approbation, d'autres listes de collectivités admissibles à l'expansion des services à large bande au moyen des fonds restants des comptes de report, plutôt que de remettre ces fonds sous forme de rabais à la clientèle des services locaux. La Cour suprême du Canada a également accueilli la requête de la société visant la suspension de la Décision 2006-9 dans la mesure où elle nécessite la remise de rabais à la clientèle des services locaux. Bell Canada et des groupes de consommateurs ont également demandé à la Cour suprême l'autorisation d'appeler de la décision de la Cour d'appel fédérale, car ils allèguent que cette dernière a commis diverses erreurs de compétence. La Cour suprême du Canada a également accepté d'instruire les appels de Bell Canada et des groupes de consommateurs.

Décision de télécom 2008-87 – Demande de révision et de modification d'une partie de la Décision de télécom 2008-1

Axia Supernet Ltd., une société concurrente, a présenté au CRTC, en avril et en mai, une demande de révision et de modification d'une partie de la Décision de télécom 2008-1, qui vise notamment à exclure 35 collectivités situées en Alberta de la liste des 119 collectivités où l'expansion des services à large bande a été approuvée. Dans la Décision de télécom 2008-87 qu'il a publiée le 9 septembre, le CRTC exclut 31 collectivités de l'Alberta de la liste des collectivités approuvées, et 30 des collectivités exclues feront l'objet d'un examen plus approfondi dans le cadre d'une instance de suivi.

Réclamations et poursuites

La société fait l'objet de diverses réclamations et poursuites visant des dommages-intérêts et d'autres compensations. La société ne peut à l'heure actuelle prévoir avec certitude l'issue de ces litiges. Cependant, la direction est d'avis, en vertu de l'évaluation juridique et selon l'information dont elle dispose actuellement, qu'il est improbable qu'un passif non couvert par les assurances ou autrement ait une incidence défavorable importante sur la situation financière consolidée de la société à l'exception de ce qui est décrit à la note 18 c) des états financiers consolidés intermédiaires.

7.9 Information sur les actions en circulation

Le sommaire ci-après illustre le nombre d'actions en circulation de chaque catégorie de titres de participation au 30 septembre 2008. De plus, le nombre total d'actions en circulation et pouvant être émises qui est présenté se fonde sur l'hypothèse selon laquelle toutes les options en cours, ainsi que les options qui n'ont pas encore été octroyées, mais pour lesquelles les actions sont détenues en réserve, ont été converties. Le nombre d'actions pouvant être émises au 31 octobre 2008 n'a pas varié de façon importante par rapport au 30 septembre.

Actions en circulation (en millions d'actions)	Actions ordinaires	Actions sans droit de vote	Nombre total d'actions
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires			
Actions en circulation au 30 septembre 2008	174,8	143,0	317,8 ¹
Options en cours et pouvant être émises ² au 30 septembre 2008	0,4	15,3	15,7
	175,2	158,3	333,5

1. Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action, le nombre d'actions s'établissait à 320,3 millions pour le trimestre terminé le 30 septembre 2008.
2. En supposant une conversion intégrale et sans tenir compte des prix d'exercice.

8. Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les conventions comptables

8.1 Estimations comptables critiques

Les estimations comptables critiques sont décrites à la *rubrique 8.1* du rapport de gestion annuel 2007 de TELUS. La préparation d'états financiers conformément aux PCGR exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges au cours de la période visée. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

8.2 Faits nouveaux concernant les conventions comptables (note 2 des états financiers consolidés intermédiaires)

Les conventions comptables sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés annuels 2007 de TELUS, sauf en ce qui concerne les faits nouveaux décrits ci-dessous.

Alignement avec les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »)

En 2006, le Conseil des normes comptables du Canada a ratifié un plan stratégique qui fera en sorte que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement alignés sur les Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (les « IFRS de l'IASB ») au cours d'une période de transition devant se terminer d'ici 2011. TELUS devra utiliser les normes convergentes dans la présentation de ses états financiers intermédiaires et annuels s'appliquant aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011, date à laquelle la société a décidé d'adopter ces normes.

Les PCGR du Canada seront entièrement alignés sur les IFRS de l'IASB au moyen d'une combinaison de deux méthodes : i) lorsque les projets conjoints de convergence courants du Financial Accounting Standards Board des États-Unis et de l'International Accounting Standards Board feront l'objet d'un accord, ils seront adoptés par le Conseil des normes comptables du Canada et pourront être appliqués au Canada avant la conversion complète aux IFRS de l'IASB par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes; ii) les normes n'étant pas assujetties au projet conjoint de convergence ont été présentées dans leur ensemble au moment de la conversion complète aux IFRS de l'IASB par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes. La première méthode pourrait, ou pourra, faire en sorte que la société puisse, ou doive, aligner certaines conventions comptables sur les IFRS de l'IASB avant 2011.

En vertu de son plan de travail, l'International Accounting Standards Board a mis en œuvre des projets qui devraient donner lieu à de nouvelles prises de position qui se traduiront par des modifications des IFRS de l'IASB et, par conséquent, les IFRS de l'IASB en vigueur à la date de la conversion devraient différer des IFRS en vigueur à l'heure actuelle. En août 2008, la Securities and Exchange Commission des États-Unis a publié un projet de plan en vertu duquel certains émetteurs assujettis aux États-Unis seraient autorisés à utiliser les IFRS de l'IASB aux fins du dépôt de leurs résultats. Ce projet revêt une grande importance, car il se pourrait que tous les émetteurs assujettis aux États-Unis soient tenus d'utiliser les IFRS de l'IASB à compter de 2014. Nous ne pouvons pas évaluer, à l'heure actuelle, l'incidence de ce projet sur le plan de travail de l'International Accounting Standards Board.

La société devra mener à bien plusieurs phases dans le cadre de la transition aux IFRS de l'IASB.

Phases de la mise en œuvre	Description et état
Évaluation initiale des incidences et délimitation de la portée	<p>Cette phase comprend la détermination des différences importantes entre les PCGR du Canada et les IFRS de l'IASB et qui sont pertinentes pour la situation particulière de la société.</p> <p>Selon les IFRS de l'IASB en vigueur à l'heure actuelle, cette phase a permis à la société de cerner un petit nombre de sujets susceptibles d'influer sur ses résultats financiers ou sur les efforts qu'elle déploie pour assurer le passage aux IFRS de l'IASB. L'IASB a mis en œuvre des activités qui pourraient entraîner, ou entraîneront, des modifications des IFRS de l'IASB, et ces modifications pourraient avoir, ou auront, des répercussions pour la société. La société évaluera ces modifications dans le cadre de la phase portant sur les principaux éléments.</p>
Principaux éléments	<p>Cette phase comprend la détermination, l'évaluation et la sélection des conventions comptables que la société doit aligner avec les IFRS de l'IASB. Cette phase porte de plus sur d'autres éléments opérationnels tels que les technologies de l'information, le contrôle interne à l'égard de l'information financière et la formation.</p> <p>La société procède actuellement à la détermination, à l'évaluation et à la sélection des conventions comptables qu'elle devra aligner avec les IFRS de l'IASB; la prise en compte des répercussions sur les éléments opérationnels tels que les technologies de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière fait partie intégrante de ce processus. Au cours du trimestre considéré, la société a mis en œuvre des activités de formation ciblées, qui ont permis de tirer parti des ressources internes et externes.</p> <p>Bien que l'évaluation initiale des incidences soit en cours et qu'elle se déroule conformément au plan établi, la société devra réaliser des progrès continus avant de pouvoir accroître, de manière prudente, la spécificité de l'information sur les différences entre les conventions comptables précédant et suivant l'adoption des IFRS de l'IASB.</p>
Incorporation	<p>Cette phase permettra d'incorporer les solutions dans le système financier et les processus sous-jacents de la société qui sont essentiels au passage aux IFRS de l'IASB.</p>

La société est tenue de présenter des informations qualitatives sur les incidences de la mise en œuvre corrélativement avec son information financière pour 2008 et 2009. À mesure que les activités progresseront, elle s'attend à devoir fournir davantage d'information sur les différences entre les conventions comptables précédant et suivant l'adoption des IFRS de l'IASB.

La société présentera ses résultats de l'exercice 2010 selon les PCGR du Canada en vigueur. En 2011, elle présentera les chiffres correspondants de l'exercice 2010 conformément aux IFRS de l'IASB en vigueur. À cette fin, la société maintiendra en parallèle deux livres comptables en 2010.

Instruments financiers — informations à fournir et présentation

Dans le cadre des activités visant à modifier les PCGR du Canada et à les aligner sur les IFRS de l'IASB, les recommandations actuelles concernant les informations à fournir sur les instruments financiers ont été remplacées par de nouvelles recommandations (chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*), et les recommandations actuelles concernant la présentation des instruments financiers ont été maintenues sans aucune modification (chapitre 3863 du *Manuel de l'ICCA*).

À compter de l'exercice 2008 de la société, les nouvelles recommandations de l'ICCA pour les informations à fournir sur les instruments financiers s'appliquent à la société. Comme il est décrit dans la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires, les nouvelles recommandations donnent lieu à des informations supplémentaires, par rapport aux informations présentées précédemment, l'accent devant être mis sur les risques liés aux instruments financiers constatés ou non constatés auxquels une entité est exposée au cours de la période et à la date de clôture, ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. En vertu des dispositions transitoires, il n'est pas nécessaire de fournir certaines informations supplémentaires de manière comparative pour l'exercice au cours duquel les recommandations seront adoptées.

Stocks

Avec prise d'effet à l'exercice 2008 de la société, les nouvelles recommandations de l'ICCA sur la comptabilisation des stocks (chapitre 3031 du *Manuel de l'ICCA*), qui s'inscrivent dans le cadre du processus d'alignement avec les IFRS de l'IASB, s'appliquent à la société. Les nouvelles recommandations fournissent davantage de lignes directrices sur les exigences en matière d'évaluation des stocks et les informations à fournir à leur sujet; plus précisément, elles permettent la reprise de réductions de valeur effectuées antérieurement à la valeur nette de réalisation lorsque se produit une hausse subséquente de la valeur des stocks. Les résultats d'exploitation et la situation financière de la société ne sont pas touchés de façon importante par les nouvelles recommandations.

Écart d'acquisition et actifs incorporels

Dans le cadre des activités visant à modifier les PCGR du Canada et à les aligner sur les IFRS de l'IASB, les anciennes recommandations concernant l'écart d'acquisition et les actifs incorporels ainsi que les frais de recherche et développement ont été remplacées par de nouvelles recommandations (chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*).

À compter de l'exercice 2009 de la société, les nouvelles recommandations de l'ICCA concernant l'écart d'acquisition et les actifs incorporels s'appliqueront à la société. Les nouvelles recommandations fournissent des lignes directrices exhaustives sur les cas où les dépenses peuvent être constatées comme des actifs incorporels. Les nouvelles recommandations ne devraient pas avoir une incidence importante sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la société.

9. Indications pour l'exercice 2008

L'analyse qui suit est assujettie dans sa totalité à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion, ainsi qu'à la *rubrique 10, « Risques et gestion des risques »*, du rapport de gestion annuel 2007 et aux mises à jour présentées dans les rapports de gestion des premier, deuxième et troisième trimestres de 2008 de TELUS.

La société a révisé ses indications pour l'exercice 2008 en tenant compte de l'incertitude économique récente et des résultats des neuf premiers mois, notamment la croissance élevée des ajouts bruts d'abonnés des services sans fil et de l'adoption de téléphones intelligents, ainsi que des frais d'acquisition et de fidélisation connexes ainsi qu'une augmentation des charges de restructuration prévues pour un exercice complet d'environ 50 millions de dollars, en hausse de 20 millions de dollars par rapport aux prévisions du 8 août.

Indications pour l'exercice 2008	Indication révisée	Variation prévue par rapport à 2007	Indication au 8 août 2008
Chiffres consolidés			
Produits d'exploitation	9,675 G\$ à 9,725 G\$	7 %	9,675 G\$ à 9,825 G\$
BAIIA ¹ (2007, ajusté) ²	3,725 G\$ à 3,8 G\$	(1) % à 1 %	3,8 G\$ à 3,9 G\$
Bénéfice par action – de base (2007, ajusté) ³	3,45 \$ à 3,60 \$	(16) % à (12) %	3,50 \$ à 3,70 \$
Bénéfice par action – de base (2007, ajusté), excluant les incidences fiscales favorables	3,45 \$ à 3,60 \$	3 % à 7 %	3,50 \$ à 3,70 \$
Dépenses en immobilisations excluant le paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE	Aucun changement, environ 1,9 G\$	7 %	Environ 1,9 G\$
Secteur des services filaires			
Produits d'exploitation (externes)	5,025 G\$ à 5,05 G\$	4 % à 5 %	5,025 G\$ à 5,1 G\$
BAIIA (2007, ajusté) ²	1,75 G\$ à 1,775 G\$	(4) % à (3) %	1,75 G\$ à 1,8 G\$
Secteur des services sans fil			
Produits d'exploitation (externes)	4,65 G\$ à 4,675 G\$	9 % à 10 %	4,65 G\$ à 4,725 G\$
BAIIA (2007, ajusté) ²	1,975 G\$ à 2,025 G\$	2 % à 5 %	2,05 G\$ à 2,1 G\$

1. Se reporter à la *rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) »*, pour la définition.
2. BAIIA de 2007 ajusté de manière à exclure une charge avant impôts supplémentaire de 168,7 millions de dollars comptabilisée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005, dont une tranche de 145,1 millions de dollars s'applique au secteur des services filaires, et une tranche de 23,6 millions de dollars, au secteur des services sans fil.
3. Bénéfice par action de base de 2007 ajusté de manière à exclure une charge par action après impôts supplémentaire de 0,32 \$ comptabilisée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

Les principales hypothèses suivantes ont été formulées lorsque les objectifs initiaux pour 2008 ont été annoncés, en décembre 2007. Les attentes au chapitre de la croissance du PIB, du taux de change du dollar canadien et des taux d'imposition prévus par la loi ont été révisées, et les résultats réels ou prévus jusqu'à ce jour sont présentés ci-dessous :

Hypothèses liées aux objectifs initiaux pour 2008	Résultat réel jusqu'à ce jour ou attentes révisées pour 2008
Croissance estimative du PIB réel de 2,8 % au Canada et croissance supérieure à la moyenne en Alberta et en Colombie-Britannique	En raison de l'intensification de la crise du crédit mondiale au cours du troisième trimestre de 2008, les estimations actuelles de la société pour 2008 sont les suivantes : croissance du PIB réel de 0,7 % au Canada, de 2,1 % en Alberta et de 1,7 % en Colombie-Britannique. Les hypothèses révisées de la direction se fondent sur les prévisions récentes du Conference Board du Canada et de plusieurs banques canadiennes.
Parité ou quasi-parité du dollar canadien et du dollar américain	<p>Les taux de change de clôture quotidiens du dollar canadien ont varié de 0,929 \$ US à environ 1,00 \$ US au cours du troisième trimestre de 2008, et ils ont varié de 0,929 \$ US à 1,024 \$ US au cours des neuf premiers mois de 2008. Le taux de change de clôture moyen était d'environ 0,96 \$ US et 0,98 \$ US, respectivement, pour le trimestre et pour la période de neuf mois (source : Banque du Canada). La direction s'attend à ce que le taux de change moyen du dollar canadien s'élève à environ 0,95 \$ US en 2008.</p> <p>TELUS continue à couvrir intégralement le risque de change lié à ses billets à 8,00 % libellés en dollars américains et échéant en 2011. Afin de gérer le risque de change, la société a également recours à des contrats de change à terme et à des options sur devises pour fixer les taux de change des opérations et des engagements à court terme libellés en dollars américains. Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008, la société n'a pas été touchée de façon importante par la volatilité du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain.</p>
Concurrence accrue relativement aux services filaires, dans le marché résidentiel et le marché des affaires, particulièrement de la part de câblodistributeurs et d'entreprises offrant des services VoIP	Hypothèse confirmée par les facteurs suivants : i) un câblodistributeur concurrent dans l'ouest du pays a déclaré des ajouts nets importants des abonnés de son service Internet haute vitesse et de ses services téléphoniques, ainsi que l'expansion de sa gamme de produits visant à séduire un plus grand nombre de consommateurs dans un plus grand nombre de régions; ii) au cours de la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2008, TELUS a subi des pertes de 3,6 % des lignes d'accès au réseau.
Il est présumé que l'incidence de l'acquisition d'Emergis commencera à se faire sentir en mars 2008	L'opération a été conclue à la mi-janvier 2008, plutôt qu'au début de mars, et elle devrait avoir une faible incidence sur les objectifs de TELUS pour 2008.
Gain estimatif de 4,5 à 5 points de pourcentage pour l'exercice au titre de la pénétration du marché des services sans fil au Canada	Aucun changement, selon les ajouts nets au sein du secteur pour les neuf premiers mois de 2008 qui ont été annoncés publiquement.
L'objectif relatif aux dépenses en immobilisations excluait explicitement les achats possibles de licences aux enchères relatives aux licences de spectre pour les SSFE	<p>Aucun changement relatif aux indications concernant les dépenses en immobilisations.</p> <p>Un paiement de 881,6 millions de dollars au titre des licences de spectre pour les SSFE a été comptabilisé au troisième trimestre.</p>
Aucun nouveau venu ne devrait pénétrer le marché des services sans fil en 2008	Plusieurs nouveaux venus sur les marchés régionaux ont obtenu, à titre provisoire, des licences de spectre lors des enchères pour les SSFE ayant pris fin en juillet 2008, mais la société ne s'attend toutefois pas à ce que ceux-ci soient en mesure d'offrir des services avant 2009. Se reporter à la rubrique 10.1, « Réglementation ».
Comptabilisation de charges d'environ 50 millions de dollars au titre de la restructuration, compte tenu de l'intégration d'Emergis	L'hypothèse actuelle s'établit à environ 50 millions de dollars pour l'exercice complet, aux fins des efforts visant à améliorer la structure de coût et à accroître l'efficacité.
Taux d'imposition combiné prévu par la loi de 31 % à 32 %	La société s'attend à ce que le taux d'imposition combiné prévu par la loi soit d'environ 30,5 % à 31,5 %, en raison des modifications des taux d'imposition en vigueur en Colombie-Britannique.
Taux d'actualisation de 5,5 % (en hausse de 50 points de base par rapport à 2007) et rendement à long terme moyen prévu de 7,25 % au titre des régimes de retraite (inchangé par rapport à 2007)	Les hypothèses concernant la comptabilisation des régimes de retraite sont formulées au début de l'exercice. Les hypothèses pour l'exercice 2009 seront formulées en décembre 2008, selon les taux de rendement des actifs des régimes pour 2008 et selon les taux d'intérêt à la fin de 2008.
Nombre moyen d'actions en circulation d'environ 320 millions (en baisse de 3,5 % par rapport à 331,7 millions en 2007)	Le nombre moyen d'actions en circulation s'est élevé à 321,3 millions au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008, soit un résultat en baisse de 3,7 % par rapport à la période correspondante de 2007, qui est conforme à l'hypothèse formulée pour l'ensemble de l'exercice.

10. Risques et gestion des risques

Les rubriques qui suivent résument les faits nouveaux liés à l'analyse des risques et de la gestion des risques présentée à la *rubrique 10* du rapport de gestion annuel 2007 et des rapports de gestion des premier et deuxième trimestres de 2008 de TELUS.

10.1 Réglementation

Services sans fil évolués (« SSFE ») et autres enchères de spectre relatives à la bande de 2 GHz

Industrie Canada a tenu des enchères de spectre du 27 mai au 21 juillet 2008. Ces enchères comprenaient 90 MHz de spectre pour les SSFE dans les bandes de 1,7/2,1 GHz, dont 40 MHz ont été réservés pour les nouveaux venus. Le spectre visé par les enchères comprenait aussi 10 MHz pour l'extension de la bande pour le SCP et 5 MHz relativement à la bande de 1670 à 1675 MHz.

Conditions de licences : Le 29 février 2008, Industrie Canada a publié les règles régissant les enchères de spectre, dans un document intitulé « Conditions de licences concernant l'itinérance obligatoire, le partage des pylônes d'antennes et des emplacements ainsi que l'interdiction des emplacements exclusifs ». Les règles favorisent le maintien d'un modèle réglementaire fondé sur les installations et prévoient ce qui suit :

- les modalités de la licence entrent en vigueur à la fin des enchères;
- les nouveaux venus seront autorisés à bénéficier des services d'itinérance sur les réseaux des concurrents dans les zones pour lesquelles ils sont titulaires de licences, pour une période de cinq ans, et dans les zones autres que celles pour lesquelles ils sont titulaires de licences, pour une période de dix ans, selon les modalités commerciales;
- les nouveaux venus seront autorisés à utiliser les pylônes d'antennes des entreprises titulaires selon les tarifs commerciaux (et sous réserve des disponibilités);
- les nouveaux venus doivent mettre en place des installations dans les zones pour lesquelles ils ont obtenu une licence de spectre (l'itinérance sur les réseaux des concurrents dans leurs propres zones ne sera pas permise tant que leurs propres réseaux ne seront pas mis en place);
- la conclusion d'ententes de revente des services des entreprises titulaires à l'extérieur des zones de couverture des nouveaux venus n'est pas obligatoire;
- un abonné ne peut pas se prévaloir de services d'itinérance, sauf s'il est déjà desservi par un autre réseau d'accès radio;
- les nouveaux venus ne peuvent pas utiliser les services d'itinérance aux termes des conventions d'itinérance internationales des entreprises titulaires;
- les services d'itinérance aux fins de la transmission de données doivent seulement être d'une qualité comparable à celle des services offerts par les nouveaux venus;
- les entreprises titulaires ne peuvent pas se prévaloir de l'itinérance obligatoire si elles détiennent des licences dans la zone de desserte;
- la période maximale allouée pour répondre aux demandes de partage des pylônes d'antennes et des emplacements est de 90 jours;
- advenant le cas où un différend se produirait entre les fournisseurs de services, un processus d'arbitrage exécutoire s'appliquera, et les arbitres seront sélectionnés à partir d'une liste de juges et d'avocats retraités.

Bien que TELUS ait, à titre provisoire, acquis et payé des licences de spectre supplémentaire dans le cadre des enchères de spectre afin de faciliter sa croissance à long terme, l'offre de licences de spectre pour les SSFE aux concurrents, l'itinérance obligatoire et les règles concernant le partage des pylônes d'antennes et des emplacements pourraient entraîner une intensification de la concurrence. Plusieurs nouveaux concurrents sur les marchés régionaux ont acquis des licences de spectre, comme il est décrit à la *rubrique 4.1*. Industrie Canada devrait remettre les licences à chaque soumissionnaire retenu à la suite d'un examen à huis clos de leur admissibilité. TELUS a présenté une requête visant à ce qu'Industrie Canada mette en œuvre un processus ouvert et transparent aux fins de l'examen des structures de propriété des nouvelles entreprises qui offrent des services sans fil. Rogers Communications Inc. et Shaw Communications Inc. ont appuyé la requête de TELUS, tandis que Quebecor Inc. et Globalive Wireless LP ont présenté des lettres dans lesquelles elles s'opposent à cette requête.

La viabilité à long terme de tous les nouveaux venus sur le marché régional demeure incertaine en raison des coûts liés à l'établissement des réseaux et aux spectres, des conditions sur les marchés financiers, des restrictions aux investissements étrangers, ainsi que de l'importance des activités commerciales requises avant le lancement des services. La société ne s'attend pas à ce que les nouveaux venus soient en mesure d'offrir leurs services avant 2009. La présence de nouveaux venus à l'échelle régionale pourrait avoir une incidence défavorable sur la part de marché future des entreprises titulaires qui fournissent des services sans fil, y compris TELUS, ainsi que sur les tarifs liés aux services.

Autres décisions concernant l'abstention de la réglementation

En 2008, le CRTC continue à prendre des mesures relatives à l'abstention de la réglementation des services, particulièrement en ce qui concerne les services offerts dans des marchés concurrentiels. Les décisions récentes concernent notamment l'abstention au titre de la réglementation des services locaux dans certaines circonscriptions, des promotions et des services de liaison spécialisée intercirconscriptions haut débit sur certaines routes.

Services locaux de résidence et d'affaires : Au cours des dix premiers mois de 2008, le CRTC a approuvé les demandes d'abstention de la réglementation des services locaux de résidence présentées par TELUS et concernant 35 circonscriptions situées en Colombie-Britannique, en Alberta et dans l'est du Québec; il a approuvé une circonscription avec prise d'effet en septembre 2009. Le CRTC a également déterminé que le critère de présence des concurrents n'avait pas été satisfait dans neuf circonscriptions situées dans l'est du Québec, et il a rejeté les demandes d'abstention de la réglementation dans ces collectivités. Au cours des dix premiers mois de 2008, le CRTC a approuvé les demandes d'abstention de la réglementation des services locaux d'affaires présentées par TELUS et concernant les circonscriptions de Langley et de West Vancouver, en Colombie-Britannique, mais il a rejeté deux autres demandes concernant de plus petites circonscriptions. Jusqu'à présent, TELUS a reçu des approbations visant la déréglementation des services téléphoniques locaux de résidence dans les marchés couvrant environ 80 % de ses lignes résidentielles dans les zones de desserte autres que celles à coût élevé, et environ les deux tiers de ses lignes d'affaires.

10.2 Ressources humaines

Négociations collectives de TELUS Québec

Dans le cadre d'un vote tenu en septembre 2008, 91 % des membres du Syndicat des agents de maîtrise de TELUS (« SAMT ») ont approuvé une nouvelle convention collective qui prendra fin le 31 décembre 2011. Cette convention collective couvre plus de 500 professionnels et superviseurs au Québec. TELUS compte environ 5 000 employés dans cette province à l'heure actuelle.

10.3 Risques liés aux processus

TELUS continue à mettre en œuvre de nouvelles phases du système de facturation et de service à la clientèle dans le secteur des services filaires. En 2007, TELUS a converti ses systèmes de service à la clientèle du secteur des services filaires en Alberta en un nouveau système de facturation et de service à la clientèle intégré. Des difficultés initiales liées à la mise en service du système ont réduit temporairement la capacité de traitement des commandes, ce qui a entraîné une augmentation du travail en retard au chapitre des installations et une hausse des coûts en ce qui concerne les ressources supplémentaires requises dans les centres d'appels pour maintenir les niveaux de service.

Fort de l'expérience acquise lors de la conversion du système en Alberta effectuée en 2007, la société a amorcé un plus important projet pilote touchant environ 150 000 abonnés des services résidentiels en Colombie-Britannique au deuxième trimestre de 2008. Elle a ensuite procédé à la conversion du système de facturation touchant plus de un million d'abonnés des services résidentiels en Colombie-Britannique à la mi-juillet. Bien que peu de temps se soit écoulé depuis la conversion, les fonctions de facturation et d'entrée des commandes ont produit les résultats prévus, et les niveaux de service n'ont pas été touchés de façon importante. Cependant, il n'existe aucune certitude que la société ne devra pas composer avec des problèmes liés au système de facturation dans l'avenir.

10.4 Technologie

Technologie pour le réseau à large bande sans fil de quatrième génération

Comme il est décrit à la *rubrique 2*, la société a choisi de passer à la technologie LTE (d'après l'anglais *Long Term Evolution*) pour son réseau à large bande sans fil de quatrième génération (4G). TELUS s'attend à ce que les améliorations apportées à ses réseaux sans fil grâce à la plus récente technologie HSPA lui permettront de se positionner en prévision d'un futur passage sans heurts à la technologie LTE, une nouvelle technologie de quatrième génération adoptée à l'échelle mondiale. TELUS a également annoncé la conclusion d'une entente de partage du réseau HSPA avec Bell Canada, qui fera appel au spectre existant. Cette entente constitue une entente améliorée par rapport à l'entente initiale conclue en 2001.

Les risques et les incertitudes liés à cette initiative sont les suivants : accroissement des coûts ou des difficultés liés à l'achèvement de la mise en place du réseau et à l'entente de partage conclue avec Bell Canada; rendement des fournisseurs; il se pourrait que les avantages, l'efficacité et les réductions de coûts découlant des nouvelles technologies HSPA ou LTE ou des services connexes ne se concrétisent pas tous; la transition au chapitre des services ou de la technologie posera plus de difficultés que ce à quoi nous nous attendons; il se pourrait, contrairement à nos attentes, que la technologie LTE ne devienne pas la norme mondiale pour la technologie de quatrième génération; il se pourrait que nous devions composer avec d'autres coûts, charges et facteurs de risque, prévus et imprévus, qui sont liés à TELUS ou qui touchent Bell Canada ou les fournisseurs sélectionnés.

10.5 Exigences en matière de financement et d'endettement

Si le financement actuel est insuffisant pour couvrir les exigences en matière de financement, cela pourrait nuire au plan d'affaires et à la croissance de TELUS

Des facteurs de risque tels que les perturbations dans les marchés financiers, la multiplication des règlements sur la capitalisation bancaire, la réduction du nombre de prêts alloués en général, ainsi que le nombre moindre de banques à charte canadiennes actives en raison d'une baisse d'activités ou de regroupements pourraient réduire les capitaux disponibles ou accroître le coût de ces capitaux pour les crédits de qualité aux entreprises telles que TELUS.

Atténuation des risques : TELUS pourrait financer ses besoins de trésorerie futurs au moyen de fonds autogénérés et, de temps à autre, par des emprunts au titre de la tranche inutilisée de sa facilité de crédit bancaire, par l'utilisation de créances titrisées ou de papier commercial, ou par l'émission de titres de créance ou de participation. TELUS a également déposé un prospectus préalable de base en vertu duquel elle peut émettre un montant supplémentaire de 2,5 milliards de dollars de titres de créance et de participation. TELUS est d'avis que ses cotes de crédit de première qualité lui donnent un accès raisonnable aux marchés financiers.

Le 3 mars 2008, la société a conclu une nouvelle facilité de crédit de 700 millions de dollars et d'une durée de 364 jours auprès d'un groupe de banques canadiennes de premier ordre. Cette nouvelle facilité fournit des liquidités supplémentaires à TELUS et elle permet à la société de continuer à satisfaire à l'un de ses objectifs financiers, soit le maintien habituel de liquidités inutilisées de 1 milliard de dollars. Les liquidités disponibles de TELUS aux termes des facilités de crédit inutilisées se chiffraient à plus de 1,1 milliard de dollars au 30 septembre 2008, y compris la facilité de crédit d'une durée de 364 jours. Comme il est décrit à la *rubrique 7.6, « Vente de créances »*, TCI a conclu une convention avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance, aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances, sous réserve d'un montant maximal de 650 millions de dollars. Au 30 septembre 2008, TCI avait reçu un produit en espèces totalisant 250 millions de dollars. TCI doit maintenir une cote de crédit de DBRS Ltd. d'au moins BBB (faible) – la cote actuelle étant A (faible) – sinon la société pourrait être tenue de mettre fin au programme avant l'expiration de la convention en juillet 2009.

Capacité à refinancer les dettes arrivant à échéance

Le 6 août 2008, une hausse à l'égard du programme de papier commercial de TELUS a été approuvée, et le montant maximal aux termes de ce programme est passé de 800 millions de dollars à 1,2 milliard de dollars. Au 30 septembre 2008, TELUS avait émis du papier commercial pour un montant de 967,8 millions de dollars, qui aura besoin d'être refinancé sur une base continue. Les conditions sur les marchés financiers pourraient empêcher le renouvellement du papier commercial à des taux raisonnables.

Atténuation des risques : Au 30 septembre 2008, TELUS n'avait aucun montant important de dettes à long terme arrivant à échéance avant 2011 et 2012. Le programme de papier commercial de la société est appuyé par la facilité de crédit de sûreté échéant en 2012. TELUS pourrait refinancer les montants empruntés sur ses facilités de crédit avec des échéances à plus long terme. Conformément aux pratiques antérieures, TELUS pourrait aussi préfinancer ou refinancer ses dettes à long terme avant qu'elles n'arrivent à échéance. TELUS pourrait également réduire ses activités de rachat d'actions en vertu de ses offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, de manière à conserver des fonds pour les activités d'exploitation ou le service de la dette.

Une baisse des cotes de crédit de TELUS pourrait avoir une incidence sur le coût du capital et sur l'accès de la société à des capitaux

Une baisse des cotes de crédit de TELUS ou de TCI pourrait avoir une incidence sur le coût du capital et sur l'accès de TELUS à des capitaux. Rien ne garantit que TELUS pourra maintenir ou améliorer ses cotes de crédit actuelles.

Atténuation des risques : TELUS cherche à obtenir, au fil du temps, des cotes de crédit se situant entre BBB+ et A–, ou l'équivalent. Les quatre agences de notation chargées d'évaluer TELUS accordent actuellement des cotes qui sont conformes aux cotes visées. TELUS a mis en œuvre des politiques financières qui l'aident à maintenir ou à améliorer ses cotes de crédit actuelles. (Se reporter à la *rubrique 7.4, « Situation de trésorerie et sources de financement »*.)

Des flux de trésorerie disponibles inférieurs aux prévisions pourraient réduire la capacité de la société à investir dans des activités ou à acheter des actions dans le cadre d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités

TELUS s'attend à générer des flux de trésorerie disponibles en 2008, qui serviront notamment à racheter des actions et à verser des dividendes aux actionnaires. Même si la société s'attend à ce que les flux de trésorerie prévus soient plus que suffisants pour satisfaire à ses besoins actuels et à sa politique financière, la capacité de TELUS d'investir dans ses activités pour assurer sa croissance future ou réaliser les rachats d'actions pourrait s'en trouver limitée. TELUS a établi ses politiques financières en se fondant sur le fait qu'elle s'attend à dégager un bénéfice imposable en 2008 et à payer des montants importants d'impôts en espèces sur les bénéfices à compter de 2009, relativement aux bénéfices dégagés en 2008, ainsi qu'au titre des acomptes provisionnels pour 2009. Le paiement d'impôts en espèces dans l'avenir réduira les flux de trésorerie après impôts que la société aurait autrement pu utiliser afin de fournir un rendement du capital investi aux actionnaires. Si les résultats réels diffèrent des attentes de TELUS, rien ne garantit que TELUS ne devra pas modifier ses plans de financement, y compris son intention de racheter un nombre considérable d'actions ou de verser des dividendes selon le ratio de distribution cible.

Atténuation des risques : De décembre 2004 jusqu'au 30 septembre 2008, TELUS a généré des flux de trésorerie suffisants pour racheter des actions en vertu de ses quatre offres publiques de rachat dans le cours normal des activités. Se reporter à la rubrique 7.3, « Sorties liées aux activités de financement ». Étant donné que la société devra verser des impôts sur les bénéfices en espèces, elle pourrait décider de ne pas renouveler ses offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, ou de réduire le nombre d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de ces offres, si cela est justifié.

Le conseil de TELUS examine le taux de dividende chaque trimestre en fonction de nombreux facteurs incluant un ratio de dividende cible de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles.

10.6 Croissance et fluctuations de l'économie

Un ralentissement de la croissance de l'économie canadienne est prévu au quatrième trimestre de 2008, en raison d'une réduction importante des prix des marchandises, de la plus grande faiblesse de l'économie aux États-Unis et du resserrement des conditions en matière de crédit à l'échelle mondiale. Les risques principaux liés à l'économie canadienne à l'heure actuelle tiennent au resserrement possible des conditions en matière de crédit dans les secteurs de la consommation et des affaires au pays.

D'importants ralentissements économiques ou d'importantes récessions pourraient nuire à TELUS

Lorsque l'économie est incertaine ou qu'un ralentissement économique se produit, les abonnés des services de télécommunications résidentiels et commerciaux peuvent retarder leurs achats de nouveaux services, réduire leur utilisation ou cesser de les employer, ou encore chercher des services assortis de tarifs plus modiques. D'importants ralentissements économiques ou d'importantes récessions pourraient avoir une incidence défavorable sur la rentabilité, les flux de trésorerie disponibles et les créances douteuses de TELUS, ou faire possiblement en sorte que la société doive enregistrer une réduction de la valeur comptable de ses actifs, y compris, sans toutefois s'y limiter, ses actifs incorporels d'une durée de vie indéfinie (soit ses licences de spectre) et son écart d'acquisition. Une réduction de la valeur comptable des actifs entraînerait l'imputation d'une charge aux résultats et une réduction des capitaux propres, mais elle n'aurait aucune incidence sur les flux de trésorerie.

Atténuation des risques : La société ne peut pas atténuer tous les risques économiques. En 2008, TELUS a continué à profiter de la forte croissance des économies de ressources cycliques en Colombie-Britannique et en Alberta, lesquelles pourraient connaître une croissance future plus faible. La croissance des activités filaires de TELUS dans les territoires non titulaires pourrait diminuer dans les économies de transformation en Ontario et au Québec. TELUS pourrait également chercher à réduire ses coûts et à accroître son efficacité afin d'atténuer l'incidence de la conjoncture économique, et elle pourrait aussi réduire le nombre d'actions rachetées dans le cadre de ses offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, ou réduire ses dépenses en immobilisations.

Capitalisation des régimes de retraite

Les fluctuations économiques pourraient également avoir une incidence défavorable sur la capitalisation et les charges liées aux régimes de retraite à prestations déterminées que TELUS a instaurés. Rien ne garantit que les charges au titre des régimes de retraite de TELUS et la capitalisation de ses régimes de retraite à prestations déterminées n'augmenteront pas dans l'avenir, ce qui aurait, par conséquent, une incidence défavorable sur le bénéfice ou les flux de trésorerie. Des risques liés à la capitalisation des régimes à prestations déterminées peuvent survenir si les obligations totales au titre des régimes de retraite excèdent la valeur totale des fonds en fiducie respectifs. Des écarts non capitalisés peuvent survenir en raison des rendements moins élevés des placements, des réductions du taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des régimes de retraite, et des pertes actuarielles.

Atténuation des risques : TELUS cherche à atténuer ce risque au moyen de la mise en application de politiques et procédures conçues pour contrôler le risque d'investissement, et de la surveillance continue de sa situation de capitalisation. Les charges au titre des régimes de retraite et la capitalisation de ces régimes en 2009 dépendront en grande partie des taux de rendement des actifs des régimes pour 2008 et des taux d'intérêt à la fin de 2008. Au 30 septembre 2008, la meilleure estimation de la société au titre des cotisations en espèces à ses régimes de retraite à prestations déterminées pour 2008 s'élève à 97 millions de dollars (93 millions de dollars en 2007).

11. Rapprochement des mesures non définies par les PCGR et définitions

11.1 Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »)

TELUS présente le BAIIA et fournit des indications à ce sujet parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses unités et secteurs d'exploitation ainsi que la performance de la société. Le BAIIA est aussi utilisé pour déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt — se reporter à la rubrique 11.4, « BAIIA excluant les coûts de restructuration ». Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs recourent largement en tant qu'indicateur du rendement d'exploitation d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation. De plus, la société croit que le BAIIA permet aux investisseurs de comparer plus facilement le rendement d'une entreprise de façon continue sans égard à l'amortissement, lequel est de nature hors trésorerie et peut varier considérablement selon les méthodes comptables utilisées ou en raison de facteurs hors exploitation, comme le coût historique.

Le BAIIA n'est pas une mesure fondée sur les PCGR du Canada ni des États-Unis et ne doit pas être substitué au bénéfice d'exploitation ou au bénéfice net comme mesure du rendement de la société ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie, car il ne tient pas compte des effets de la croissance du fonds de roulement, des dépenses en immobilisations, de la réduction du capital de la dette ni d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie. Les investisseurs sont invités à examiner attentivement les éléments entrant dans le calcul du BAIIA de TELUS. Si le BAIIA est indiqué aux présentes afin de permettre une analyse comparative plus exhaustive du rendement de la société et de sa capacité d'assurer le service de sa dette comparativement à d'autres sociétés, il convient de rappeler que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tout point avec le BAIIA présenté par d'autres sociétés.

Le tableau suivant illustre le rapprochement du BAIIA avec le bénéfice net et le bénéfice d'exploitation. Le BAIIA (ajusté) exclut une charge constatée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Le BAIIA et le BAIIA (ajusté) sont régulièrement communiqués au principal responsable de l'exploitation.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		terminées les 30 septembre	
	2008	2007	2008	2007
Bénéfice net	285,1	409,9	843,1	857,8
Autres charges (produits)	5,6	8,0	24,8	30,3
Coûts de financement	121,2	86,2	344,9	331,0
Impôts sur les bénéfices	125,1	78,6	348,0	251,6
Part des actionnaires sans contrôle	1,0	1,7	2,7	4,5
Bénéfice d'exploitation	538,0	584,4	1 563,5	1 475,2
Amortissement des immobilisations corporelles	344,0	332,5	1 033,2	968,5
Amortissement des actifs incorporels	92,1	70,1	244,5	192,2
BAIIA	974,1	987,0	2 841,2	2 635,9
Charge (recouvrement) au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	0,3	(7,2)	0,2	168,1
BAIIA (ajusté)	974,4	979,8	2 841,4	2 804,0

En plus du BAIIA, TELUS calcule le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, comme une simple approximation des flux de trésorerie consolidés dans ses deux secteurs isolables. Le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, peut être utilisé à des fins de comparaison avec les résultats présentés par les autres sociétés de télécommunications au fil du temps, et il est assujéti aux questions possibles de comparabilité du BAIIA décrites précédemment.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		terminées les 30 septembre	
	2008	2007	2008	2007
BAIIA	974,1	987,0	2 841,2	2 635,9
Dépenses en immobilisations	(472,3)	(434,1)	(1 227,6)	(1 297,8)
BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations	501,8	552,9	1 613,6	1 338,1
Charge (recouvrement) au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	0,3	(7,2)	0,2	168,1
BAIIA (ajusté), déduction faite des dépenses en immobilisations	502,1	545,7	1 613,8	1 506,2

11.2 Flux de trésorerie disponibles

TELUS présente les flux de trésorerie disponibles parce qu'ils constituent une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de la société. Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations du fonds de roulement ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles ne sont pas une mesure fondée sur les PCGR du Canada ni des États-Unis et ne doivent pas être substitués aux états consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure qui peut être utilisée pour évaluer la performance de TELUS au fil des ans. Il convient de rappeler aux investisseurs que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tout point avec les flux de trésorerie disponibles présentés par d'autres sociétés. Bien que la mesure fondée sur les PCGR la plus semblable soit les rentrées liées aux activités d'exploitation moins les sorties liées aux activités d'investissement, les flux de trésorerie disponibles sont considérés comme une mesure pertinente, car ils fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation qui sont disponibles après les dépenses en immobilisations, mais avant les acquisitions, le produit tiré des actifs cédés et les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients, qui peuvent être grandement faussées par les changements dans la titrisation qui ne reflètent pas les résultats d'exploitation, et les comptes fournisseurs).

Le tableau suivant illustre le rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des rentrées liées aux activités d'exploitation moins les sorties liées aux activités d'investissement :

(en millions de dollars)	Trimestres terminés		Périodes de neuf mois	
	les 30 septembre		terminées les 30 septembre	
	2008	2007	2008	2007
Rentrées liées aux activités d'exploitation	986,1	831,8	2 072,3	2 354,3
(Sorties) liées aux activités d'investissement	(1 352,7)	(430,0)	(2 789,8)	(1 300,1)
	(366,6)	401,8	(717,5)	1 054,2
Montant net des charges des régimes à prestations déterminées des salariés	25,3	24,0	74,8	69,0
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	26,6	18,9	77,9	67,5
Amortissement des gains reportés sur la cession-bail de bâtiments, amortissement des frais reportés et autres, montant net	(0,3)	(5,9)	5,3	(1,1)
Réduction (augmentation) des créances titrisées	(100,0)	(50,0)	250,0	(50,0)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, sauf la variation des impôts payés (recouverts), des intérêts payés (reçus) et des créances titrisées, et autres éléments	(13,6)	118,2	81,2	3,5
Acquisitions	4,5	—	695,8	—
Produit de la cession de propriétés et d'autres actifs	(9,3)	(4,1)	(12,6)	(5,4)
Autres activités d'investissement	3,6	—	(2,6)	7,7
Flux de trésorerie disponibles	(429,8)	502,9	452,3	1 145,4

Le tableau suivant illustre le calcul des flux de trésorerie disponibles effectué par la direction.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2008	2007	2008	2007
BAIIA	974,1	987,0	2 841,2	2 635,9
Coûts de restructuration, déduction faite des versements en espèces	(9,4)	3,3	(14,1)	(21,0)
Rémunération à base d'actions	8,4	(3,3)	24,8	126,4
Dons de bienfaisance et charge liée à la titrisation de créances compris dans les autres charges	(4,6)	(9,2)	(21,7)	(27,6)
Intérêts en espèces payés	(43,1)	(41,1)	(263,9)	(283,2)
Intérêts en espèces reçus	0,4	1,4	2,4	8,9
Impôts reçus (payés), déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement reçus qui étaient inscrits auparavant dans le BAIIA ou dans les dépenses en immobilisations, et autres	(1,7)	(1,1)	(7,2)	3,8
Dépenses en immobilisations	(472,3)	(434,1)	(1 227,6)	(1 297,8)
Paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE	(881,6)	—	(881,6)	—
Flux de trésorerie disponibles	(429,8)	502,9	452,3	1 145,4

11.3 Définition des indicateurs clés de l'exploitation — services sans fil

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement de l'exploitation d'une société de services sans fil.

Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels Nombre, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période. Les PMAA tirés des services de transmission de données sont une composante des PMAA calculée sur la même base que celle des produits tirés de services tels que les services de messagerie textuelle, l'informatique mobile, les assistants numériques, les navigateurs Internet et les téléchargements à la carte.

Taux de désabonnement, par mois Nombre d'appareils d'abonnés débranchés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. Un abonné des services prépayés est débranché lorsqu'il n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration de la carte prépayée.

Frais d'acquisition Montant total au titre du financement des appareils, des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut déboursier pour l'acquisition initiale des abonnés au cours d'une période donnée. Tels qu'ils sont définis, les frais d'acquisition excluent les frais engagés pour conserver les abonnés existants (frais de fidélisation).

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné Frais d'acquisition divisés par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.

BAIIA excluant les frais d'acquisition Mesure de la rentabilité de l'exploitation normalisée en fonction des coûts inhérents à l'ajout de clients au cours de la période.

Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau Coûts directs liés aux activités de marketing et aux promotions visant à fidéliser les abonnés existants, divisés par les produits tirés des services de réseau.

11.4 Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Ratio de distribution Dividendes déclarés par action du trimestre le plus récent, multipliés par quatre et divisés par le bénéfice de base par action sur 12 mois. Le ratio de distribution des bénéfices nets prévisibles représente les dividendes déclarés par action du trimestre le plus récent, multipliés par quatre et divisés par le bénéfice de base par action, en excluant, sur une base par action, les ajustements liés aux impôts et l'option de règlement en espèces net liée aux options, qui sont considérés comme davantage représentatifs du calcul des bénéfices prévisibles. L'indication visée est un ratio de distribution annuel, sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles.

BAIIA excluant les coûts de restructuration Le BAIIA excluant les coûts de restructuration sert à calculer le ratio dette nette/BAIIA et la couverture des intérêts par le BAIIA, conformément au calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture prévus par les clauses restrictives des facilités de crédit. Les coûts de restructuration se sont établis à 27,1 millions de dollars et à 22,2 millions de dollars, respectivement, pour les périodes de 12 mois terminées les 30 septembre 2008 et 2007.

Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration BAIIA excluant les coûts de restructuration divisé par le montant net des intérêts débiteurs. Cette mesure est essentiellement identique au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.

Couverture des intérêts sur la dette à long terme Mesure sur 12 mois du bénéfice net avant les intérêts débiteurs sur la dette à long terme et les impôts sur les bénéfices divisé par les intérêts débiteurs sur la dette à long terme.

Dette nette La dette nette est une mesure non définie par les PCGR; la mesure définie par les PCGR qui s'en rapproche le plus est la somme de la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. Le tableau qui suit présente le rapprochement de ces deux mesures. La dette nette est un élément d'un ratio servant à déterminer la conformité aux clauses restrictives s'appliquant à la dette. (Se reporter à la description du ratio de la dette nette sur le BAIIA présentée ci-dessous.)

(en millions de dollars)	Aux 30 septembre	
	2008	2007
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	6 038,0	4 502,6
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	29,6	31,5
Passif dérivé	1 045,0	1 201,5
Cumul des autres éléments du résultat étendu découlant des instruments financiers utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change liés à la dette libellée en dollars américains	(140,0)	(163,2)
Encaisse et placements temporaires	(35,9)	(1,0)
Produits des créances titrisées	250,0	550,0
Dette nette	7 186,7	6 121,4

Le passif dérivé figurant dans le tableau ci-dessus se rapporte à des swaps de devises qui ont pour effet de convertir en dollars canadiens les obligations de remboursement du capital et de paiement des intérêts et il porte sur la débenture de 1 925,0 millions de dollars US échéant le 1^{er} juin 2011. La direction estime que la dette nette est une mesure utile, car elle tient compte de l'incidence du taux de change sur les swaps de devises conclus qui fixent la valeur de la dette libellée en dollars américains et parce qu'elle représente le montant des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couvertes par l'encaisse et les placements temporaires disponibles.

Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration Dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration sur 12 mois. L'indication de TELUS pour le ratio dette/BAIIA se situe dans une fourchette de 1,5 à 2,0 fois. Normalement, cette mesure est essentiellement identique au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.

Ratio dette nette/total des capitaux investis Estimation de la proportion de la dette utilisée dans la structure financière de la société.

Montant net des intérêts débiteurs Montant net des coûts de financement avant les gains liés au rachat et au remboursement de la dette, calculé sur 12 mois. Aucun gain lié au rachat ni au remboursement de la dette n'a été comptabilisé au cours des périodes respectives. Les pertes constatées au titre du remboursement de la dette à long terme sont incluses dans le montant net des intérêts débiteurs. Les montants nets des intérêts débiteurs pour les périodes de 12 mois terminées les 30 septembre 2008 et 2007 sont équivalents aux coûts de financement trimestriels comptabilisés au cours de ces périodes.

Total des capitaux investis — valeur comptable Ce total exclut le cumul des autres éléments du résultat étendu et il est calculé de la façon suivante :

(en millions de dollars)	Aux 30 septembre	
	2008	2007
Dette à long terme	7 186,7	6 121,4
Part des actionnaires sans contrôle	21,9	23,8
Capitaux propres	7 066,3	6 799,5
Cumul des autres éléments du résultat étendu	112,9	118,6
Total des capitaux investis — valeur comptable	14 387,8	13 063,3

TELUS Corporation

États consolidés intermédiaires des résultats et des autres éléments du résultat étendu

(non vérifié)

Périodes terminées les 30 septembre (en millions, sauf les montants par action)	Trimestre		Période de neuf mois	
	2008	2007	2008	2007
PRODUITS D'EXPLOITATION	2 449,3 \$	2 309,9 \$	7 198,6 \$	6 743,6 \$
CHARGES D'EXPLOITATION				
Exploitation	1 465,4	1 316,5	4 336,4	4 093,4
Coûts de restructuration	9,8	6,4	21,0	14,3
Amortissement des immobilisations corporelles	344,0	332,5	1 033,2	968,5
Amortissement des actifs incorporels	92,1	70,1	244,5	192,2
	1 911,3	1 725,5	5 635,1	5 268,4
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	538,0	584,4	1 563,5	1 475,2
Autres charges, montant net	5,6	8,0	24,8	30,3
Coûts de financement	121,2	86,2	344,9	331,0
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	411,2	490,2	1 193,8	1 113,9
Impôts sur les bénéfices	125,1	78,6	348,0	251,6
Part des actionnaires sans contrôle	1,0	1,7	2,7	4,5
BÉNÉFICE NET ET BÉNÉFICE AFFÉRENT AUX ACTIONS ORDINAIRES ET AUX ACTIONS SANS DROIT DE VOTE	285,1	409,9	843,1	857,8
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU				
Variation de la juste valeur non réalisée des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	4,7	8,5	(5,6)	64,3
Écart de conversion découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	2,2	(1,1)	(1,7)	(4,9)
Variation de la juste valeur non réalisée d'actifs financiers disponibles à la vente	(5,6)	(0,2)	(2,1)	(0,3)
	1,3	7,2	(9,4)	59,1
RÉSULTAT ÉTENDU	286,4 \$	417,1 \$	833,7 \$	916,9 \$
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE				
– De base	0,89 \$	1,24 \$	2,62 \$	2,57 \$
– Dilué	0,89 \$	1,23 \$	2,61 \$	2,55 \$
DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE	0,45 \$	0,375 \$	1,35 \$	1,125 \$
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D'ACTIONS ORDINAIRES ET D'ACTIONS SANS DROIT DE VOTE EN CIRCULATION				
– De base	319,3	330,1	321,3	333,5
– Dilué	320,3	332,8	322,6	336,2

TELUS Corporation

Bilans consolidés intermédiaires

(non vérifié)

(en millions)	Au 30 septembre 2008	Au 31 décembre 2007
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse et placements temporaires, montant net	35,9 \$	19,9 \$
Placements à court terme	—	42,4
Débiteurs	954,2	710,9
Impôts sur les bénéfiques et autres impôts à recevoir	69,0	120,9
Stocks	276,0	243,3
Frais payés d'avance et autres	238,9	199,5
Actifs dérivés	8,6	3,8
	1 582,6	1 340,7
Immobilisations, montant net		
Immobilisations corporelles et autres	7 171,2	7 196,1
Actifs incorporels amortissables	1 280,6	959,4
Actifs incorporels à durée de vie indéfinie	2 966,5	2 966,5
	11 418,3	11 122,0
Autres actifs		
Paiement au titre des licences d'utilisation de spectre pour les services sans fil évolués	881,6	—
Frais reportés	1 473,2	1 318,0
Placements	21,0	38,9
Écart d'acquisition	3 543,8	3 168,0
	5 919,6	4 524,9
	18 920,5 \$	16 987,6 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	1 470,2 \$	1 476,6 \$
Impôts sur les bénéfiques et autres impôts à payer	12,5	7,3
Créditeurs et charges à payer à l'égard de la restructuration	20,8	34,9
Dividendes à payer	143,6	—
Facturation par anticipation et dépôts de clients	643,3	631,6
Tranche à court terme de la dette à long terme	4,6	5,4
Tranche à court terme des passifs dérivés	61,5	26,6
Tranche à court terme des impôts futurs	725,6	503,6
	3 082,1	2 686,0
Dette à long terme	6 033,4	4 583,5
Autres passifs à long terme	1 588,0	1 717,9
Impôts futurs	1 128,8	1 048,1
Part des actionnaires sans contrôle	21,9	25,9
Capitaux propres	7 066,3	6 926,2
	18 920,5 \$	16 987,6 \$

États consolidés intermédiaires des flux de trésorerie

(non vérifié)

Périodes terminées les 30 septembre (en millions)	Trimestre		Période de neuf mois	
	2008	2007	2008	2007
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net	285,1 \$	409,9 \$	843,1 \$	857,8 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des rentrées liées aux activités d'exploitation :				
Amortissement	436,1	402,6	1 277,7	1 160,7
Impôts futurs	113,5	222,7	290,4	393,4
Rémunération à base d'actions	8,4	(3,3)	24,8	126,4
Montant net des charges des régimes à prestations déterminées des salariés	(25,3)	(24,0)	(74,8)	(69,0)
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	(26,6)	(18,9)	(77,9)	(67,5)
Coûts de restructuration, déduction faite des versements en espèces	(9,4)	3,3	(14,1)	(21,0)
Amortissement des gains reportés sur les opérations de cession-bail de bâtiments, amortissement des frais reportés et autres, montant net	0,3	5,9	(5,3)	1,1
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	204,0	(166,4)	(191,6)	(27,6)
Rentrées liées aux activités d'exploitation	986,1	831,8	2 072,3	2 354,3
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Dépenses en immobilisations excluant les licences d'utilisation de spectre pour les services sans fil évolués	(472,3)	(434,1)	(1 227,6)	(1 297,8)
Paiement au titre des licences d'utilisation de spectre pour les services sans fil évolués	(881,6)	—	(881,6)	—
Acquisitions	(4,5)	—	(695,8)	—
Produit de la vente de propriétés et d'autres actifs	9,3	4,1	12,6	5,4
Variation des matériaux et fournitures de longue durée, acquisition de placements et autres	(3,6)	—	2,6	(7,7)
Sorties liées aux activités d'investissement	(1 352,7)	(430,0)	(2 789,8)	(1 300,1)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Émission d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote	0,1	0,1	0,4	0,7
Dividendes aux actionnaires	—	—	(289,5)	(250,9)
Achat d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote pour annulation	(75,1)	(232,2)	(274,3)	(602,4)
Émission de titres de créance à long terme	2 970,5	2 682,5	9 544,8	4 774,1
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(2 538,7)	(2 853,4)	(8 243,3)	(4 958,0)
Dividendes versés par une filiale à des actionnaires sans contrôle	—	—	(4,6)	(4,3)
Autres	—	—	—	(0,9)
Rentrées (sorties) liées aux activités de financement	356,8	(403,0)	733,5	(1 041,7)
SITUATION DE TRÉSORERIE				
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements temporaires, montant net	(9,8)	(1,2)	16,0	12,5
Encaisse et placements temporaires, montant net au début	45,7	2,2	19,9	(11,5)
Encaisse et placements temporaires, montant net à la fin	35,9 \$	1,0 \$	35,9 \$	1,0 \$
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE				
Intérêts (versés)	(43,1) \$	(41,1) \$	(263,9) \$	(283,2) \$
Intérêts reçus	0,4 \$	1,4 \$	2,4 \$	8,9 \$
Impôts sur les bénéfices (y compris les crédits d'impôt à l'investissement) (payés) reçus, montant net	(1,7) \$	(1,7) \$	(8,3) \$	0,9 \$

TELUS Corporation
Information sectorielle

(non vérifié)

Trimestres terminés les 30 septembre (en millions)	Services filaires		Services sans fil		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Produits d'exploitation								
Produits externes	1 247,5 \$	1 204,6 \$	1 201,8 \$	1 105,3 \$	— \$	— \$	2 449,3 \$	2 309,9 \$
Produits intersectoriels	33,8	29,7	6,8	7,0	(40,6)	(36,7)	—	—
	1 281,3	1 234,3	1 208,6	1 112,3	(40,6)	(36,7)	2 449,3	2 309,9
Charges d'exploitation								
Charges d'exploitation	823,8	761,6	682,2	591,6	(40,6)	(36,7)	1 465,4	1 316,5
Coûts de restructuration	8,7	6,4	1,1	—	—	—	9,8	6,4
	832,5	768,0	683,3	591,6	(40,6)	(36,7)	1 475,2	1 322,9
BAIIA ¹	448,8 \$	466,3 \$	525,3 \$	520,7 \$	— \$	— \$	974,1 \$	987,0 \$
Dépenses en immobilisations totales	340,0 \$	302,6 \$	132,3 \$	131,5 \$	— \$	— \$	472,3 \$	434,1 \$
BAIIA, moins les dépenses en immobilisations totales	108,8 \$	163,7 \$	393,0 \$	389,2 \$	— \$	— \$	501,8 \$	552,9 \$
Charges d'exploitation (données ajustées)²								
Charges d'exploitation (données ajustées) ²	823,2	771,1	682,5	589,3	(40,6)	(36,7)	1 465,1	1 323,7
Coûts de restructuration	8,7	6,4	1,1	—	—	—	9,8	6,4
	831,9	777,5	683,6	589,3	(40,6)	(36,7)	1 474,9	1 330,1
BAIIA (données ajustées) ²	449,4 \$	456,8 \$	525,0 \$	523,0 \$	— \$	— \$	974,4 \$	979,8 \$
Dépenses en immobilisations totales	340,0 \$	302,6 \$	132,3 \$	131,5 \$	— \$	— \$	472,3 \$	434,1 \$
BAIIA (données ajustées), moins les dépenses en immobilisations totales	109,4 \$	154,2 \$	392,7 \$	391,5 \$	— \$	— \$	502,1 \$	545,7 \$
							BAIIA (données ajustées)	974,4 \$
							Charge supplémentaire ²	0,3 (7,2)
							BAIIA	974,1
							Amortissement des immobilisations corporelles	344,0
							Amortissement des actifs incorporels	92,1
								70,1
							Bénéfice d'exploitation	538,0
							Autres charges, montant net	5,6
							Coûts de financement	121,2
								86,2
							Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	411,2
							Impôts sur les bénéfices	125,1
							Part des actionnaires sans contrôle	1,0
								1,7
							Bénéfice net	285,1 \$
								409,9 \$

1. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAIIA ») est une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon la définition de la société, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des charges d'exploitation ainsi que des coûts de restructuration. La société a publié des indications au sujet du BAIIA et l'inclut dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses secteurs d'exploitation et qu'il sert à déterminer si la société respecte certaines clauses restrictives de ses conventions d'emprunt.
2. La presque totalité des attributions d'options sur actions de la société qui avaient été octroyées avant le 1^{er} janvier 2005 et qui étaient en cours au 1^{er} janvier 2007 ont été modifiées par l'ajout d'une option de règlement en espèces net; cette modification a donné lieu à une charge (une économie) supplémentaire de 0,3 \$ [(7,2) \$ en 2007] au titre de l'exploitation et elle ne s'est pas traduite par une sortie (rentrée) de fonds immédiate. En ce qui a trait aux résultats de 2008 et de 2007 fournis au principal responsable de l'exploitation de la société, les charges d'exploitation et le BAIIA sont présentés avec et sans l'incidence de cette modification.

TELUS Corporation
Information sectorielle

(non vérifié)

Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre (en millions)	Services filaires		Services sans fil		Éliminations		Chiffres consolidés		
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	
Produits d'exploitation									
Produits externes	3 754,4 \$	3 590,3 \$	3 444,2 \$	3 153,3 \$	— \$	— \$	7 198,6 \$	6 743,6 \$	
Produits intersectoriels	96,9	83,5	21,0	20,0	(117,9)	(103,5)	—	—	
	3 851,3	3 673,8	3 465,2	3 173,3	(117,9)	(103,5)	7 198,6	6 743,6	
Charges d'exploitation									
Charges d'exploitation	2 503,7	2 439,1	1 950,6	1 757,8	(117,9)	(103,5)	4 336,4	4 093,4	
Coûts de restructuration	19,3	13,6	1,7	0,7	—	—	21,0	14,3	
	2 523,0	2 452,7	1 952,3	1 758,5	(117,9)	(103,5)	4 357,4	4 107,7	
BAIIA ¹	1 328,3 \$	1 221,1 \$	1 512,9 \$	1 414,8 \$	— \$	— \$	2 841,2 \$	2 635,9 \$	
Dépenses en immobilisations totales	916,1 \$	882,0 \$	311,5 \$	415,8 \$	— \$	— \$	1 227,6 \$	1 297,8 \$	
BAIIA, moins les dépenses en immobilisations totales	412,2 \$	339,1 \$	1 201,4 \$	999,0 \$	— \$	— \$	1 613,6 \$	1 338,1 \$	
Charges d'exploitation (données ajustées)²									
Charges d'exploitation (données ajustées) ²	2 503,8	2 295,5	1 950,3	1 733,3	(117,9)	(103,5)	4 336,2	3 925,3	
Coûts de restructuration	19,3	13,6	1,7	0,7	—	—	21,0	14,3	
	2 523,1	2 309,1	1 952,0	1 734,0	(117,9)	(103,5)	4 357,2	3 939,6	
BAIIA (données ajustées) ²	1 328,2 \$	1 364,7 \$	1 513,2 \$	1 439,3 \$	— \$	— \$	2 841,4 \$	2 804,0 \$	
Dépenses en immobilisations totales	916,1 \$	882,0 \$	311,5 \$	415,8 \$	— \$	— \$	1 227,6 \$	1 297,8 \$	
BAIIA (données ajustées), moins les dépenses en immobilisations totales	412,1 \$	482,7 \$	1 201,7 \$	1 023,5 \$	— \$	— \$	1 613,8 \$	1 506,2 \$	
							BAIIA (données ajustées)	2 841,4 \$	2 804,0 \$
							Charge supplémentaire ²	0,2	168,1
							BAIIA	2 841,2	2 635,9
							Amortissement des immobilisations corporelles	1 033,2	968,5
							Amortissement des actifs incorporels	244,5	192,2
							Bénéfice d'exploitation	1 563,5	1 475,2
							Autres charges, montant net	24,8	30,3
							Coûts de financement	344,9	331,0
							Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	1 193,8	1 113,9
							Impôts sur les bénéfices	348,0	251,6
							Part des actionnaires sans contrôle	2,7	4,5
							Bénéfice net	843,1 \$	857,8 \$

1. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAIIA ») est une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon la définition de la société, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des charges d'exploitation ainsi que des coûts de restructuration. La société a publié des indications au sujet du BAIIA et l'inclut dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses secteurs d'exploitation et qu'il sert à déterminer si la société respecte certaines clauses restrictives de ses conventions d'emprunt.
2. La presque totalité des attributions d'options sur actions de la société qui avaient été octroyées avant le 1^{er} janvier 2005 et qui étaient en cours au 1^{er} janvier 2007 ont été modifiées par l'ajout d'une option de règlement en espèces net; cette modification a donné lieu à une charge supplémentaire de 0,2 \$ (168,1 \$ en 2007) au titre de l'exploitation et elle ne s'est pas traduite par une sortie de fonds immédiate. En ce qui a trait aux résultats de 2008 et de 2007 fournis au principal responsable de l'exploitation de la société, les charges d'exploitation et le BAIIA sont présentés avec et sans l'incidence de cette modification.



Communiqué

TELUS Corporation AVIS DE DIVIDENDE EN ESPÈCES

AVIS EST PAR LA PRÉSENTE DONNÉ que le conseil d'administration a annoncé un dividende trimestriel de quarante-sept cents et demi (0,475 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société et un dividende de quarante-sept cents et demi (0,475 \$) canadiens par action sur les actions sans droit de vote émises et en circulation de la société, payables le 2 janvier 2009 aux porteurs inscrits à la clôture des registres le 11 décembre 2008.

Le montant du présent dividende trimestriel représente une augmentation de 0,025 \$, ou de 5,6 %, sur le dividende trimestriel de 0,45 \$ versé le 1^{er} octobre 2008 et sur le dividende versé un an auparavant, le 1^{er} janvier 2008.

Par ordre du conseil

Audrey Ho
Première vice-présidente,
Avocate-conseil et secrétaire générale

Vancouver (Colombie-Britannique)
Le 5 novembre 2008

Renseignements : Relations avec les investisseurs, 604-643-4113, ir@telus.com